

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÉGIME FISCAL

DES

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 28 mai 1920, à 5 heures

PAR

Jean DUCHÉNOIS

Président : M. WEISS, *professeur*.

Suffragants { M. HITIER, *professeur*.
 { M. BASDEVANT, *agrégé*.

PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÉGIME FISCAL

DES

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 28 mai 1920, à 5 heures

PAR

Jean DUCHÉNOIS



Président : M. WEISS, *professeur*.

Suffragants { M. HITIER, *professeur*.
 { M. BASDEVANT, *agrégé*.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE RÉGIME FISCAL

DES

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE

INTRODUCTION

L'Impôt est la contribution de chacun dans les charges publiques (comp. J.-B. Say, *Cours d'économie politique*, tome II, p. 391), ou, comme l'a dit justement M. Marcel Moye, « la quote-part de chacun dans la quête forcée faite par l'Etat ; — Il est une des conséquences inéluctables de la vie sociale. »

De cette définition il résulte que l'impôt, pour être également réparti, en proportion des facultés respectives des contribuables, doit suivre la fortune publique dans toutes ses transformations successives, afin d'en atteindre les éléments nouveaux.

Or, personne n'ignore le développement prodigieux pris par les sociétés à la fin du siècle dernier. D'après la communication faite par M. Alfred Neymarck, le 15 janvier 1913, à la Société de statistique

de Paris, sept valeurs seulement étaient cotées à la Bourse en 1807 ; en 1830, on comptait 30 valeurs ; en 1848, 130 valeurs ; en 1852, 152 valeurs. En 1869, la fortune mobilière française se chiffrait par 33 milliards ; fin 1910, rien qu'au marché officiel, il y avait 1.322 valeurs cotées représentant un capital négociable de 142 milliards, et de 165 milliards avec les valeurs en banque et, sur ce gros chiffre de milliards, 110 milliards appartiennent en propre à nos capitalistes français, dont 70 milliards de titres français et 40 milliards de titres étrangers rapportant, bon an mal an, bien près de 5 milliards.

D'autre part, les statistiques établissent que les trois quarts environ des valeurs mobilières représentent des titres de sociétés diverses.

On comprend, dès lors, que le législateur se soit préoccupé de soumettre à l'impôt des collectivités qui attirent à elles une partie si importante de la fortune du pays.

Tel a été le but des lois organiques des 5 juin 1850, 23 juin 1857 et 29 juin 1872, qui ont frappé à des titres divers, dans leur création, dans leur transmission et dans leurs produits, les titres des valeurs directement engagées dans les sociétés, Départements, Communes, Etablissements publics ou entreprises assimilables.

La première loi, du 5 juin 1850, avait négligé les valeurs mobilières étrangères. Cependant, dès cette

époque, les sociétés ou compagnies étrangères venaient concurrencer par l'émission de leurs titres les valeurs françaises ; l'égalité des charges s'imposait. Elle a été progressivement réalisée.

Nous nous proposons d'examiner, dans cette étude, les différentes étapes de cette législation et, plus spécialement, les taxes qui atteignent en France les titres d'actions et d'obligations, parts d'intérêt et commandites circulant en France.

Il est clair, en effet, qu'au point de vue des autres impôts, en général, les sociétés étrangères, dans les diverses manifestations de leur existence en France, sont soumises aux mêmes obligations fiscales que les simples particuliers ; elles sont tenues, par exemple, d'acquitter l'impôt foncier sur les immeubles qu'elles possèdent en France, la patente sur l'industrie ou le commerce qu'elles y exercent, les droits de mutation, de consommation, etc...

Les trois taxes qui frappent les valeurs mobilières étrangères proprement dites, droit de timbre, droit de transmission, impôt sur le revenu, constituent la division la plus rationnelle du sujet que nous avons à traiter. Nous l'adopterons.

Nous n'aborderons pas, toutefois, notre sujet avant d'examiner le critérium qui permet de distinguer une société étrangère d'une société française.

D'autre part, il nous a paru intéressant d'étudier brièvement le régime fiscal des titres des sociétés

non abonnées, le régime des compagnies d'assurances étrangères opérant en France et enfin les conditions d'application aux sociétés étrangères de la nouvelle contribution sur les bénéfices de guerre.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

DE LA NATIONALITE DES SOCIÉTÉS

La question de la nationalité des sociétés, bien qu'elle soit liée étroitement à l'interprétation des statuts et des circonstances de fait, n'en doit pas moins être appréciée d'après les principes généraux de la Loi civile concernant la qualité et la nationalité des personnes.

De même que c'est l'origine, le sang, et non point le territoire natal qui fait seul le Français de naissance, de même aussi c'est la Loi, la toute puissance de l'autorité publique, et non pas la chose exploitée, n'importe le lieu de sa situation, qui crée l'être moral et l'investit des attributs de la personnalité juridique dans les limites du territoire national. Là donc où la société naît, là où elle a ses archives, ses livres, les éléments de sa vie active, là où elle trouve la loi qui la protège et les tribunaux qui la jugent, là enfin où elle meurt et se liquide, là évidemment est sa nationalité, la qualité qui la fait de tel pays plutôt que de tel autre.

Plusieurs décisions administratives et judiciaires ont appliqué ce procédé d'interprétation. Ainsi, il a été reconnu qu'une société dont le siège est à l'étranger, et qui est justiciable des Tribunaux étrangers pour ses contestations avec les tiers, est une société étrangère, alors même que ses statuts attribueraient à la juridiction française la connaissance des contestations entre les associés (Cas. 8 décembre 1857). Par identité de motifs, le Tribunal de Lyon a refusé de considérer comme une société française l'entreprise qui a son siège en dehors de notre territoire, qui est soumise à la juridiction étrangère et dont l'existence est subordonnée à l'approbation d'un Gouvernement étranger, bien que le centre principal et même unique de ses affaires fût en France (13 février 1878, J. E. 20.721 ; *Rép. périod.* 4975 ; C. 16.008, J. N. 22.018).

A l'inverse, la nationalité française appartient incontestablement à la compagnie constituée en vue de l'exécution de travaux à l'étranger, par un acte public passé en France, qui a son siège en France, et dont tous les droits et actions s'exercent sous la protection des lois de notre pays. La Cour de cassation l'a décidé souverainement par un arrêt du 20 juin 1870 (S. 70.1.373 ; D. 70.1.416).

Il a été décidé dans le même sens qu'une société ayant pour objet l'exploitation de filatures tant en France qu'en Italie est une société française, alors

qu'elle a son siège social en France, et que toutes les opérations d'administration générale ont lieu en France. Elle est passible, en conséquence, de la taxe du revenu sur la totalité des bénéfices distribués à ses actionnaires, sans distinction entre ceux qui proviennent de la manufacture située à l'étranger et ceux qui ont été réalisés en France.

Enfin, il a été décidé, en matière civile, par un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 23 janvier 1889, qu'on doit considérer comme une société anglaise celle qui, fondée à Londres et ayant son siège social dans cette ville, a été incorporée à ce titre d'après les lois anglaises sans qu'il y ait lieu de se préoccuper des agissements en France d'une société de cette nature, non plus que de la nationalité de la majorité de ses administrateurs (*Le Droit*, 9 février 1889).

Le siège de la société, la loi sous l'empire de laquelle elle s'est formée, la nationalité de ses membres constituent donc, à nos yeux, les principaux éléments d'appréciation de la nationalité d'une société.

Nous devons reconnaître toutefois que tel n'est pas l'avis de certains de nos plus grands maîtres, qui pensent que « le seul critérium auquel il soit permis « d'attribuer quelque valeur, est le lieu où la société « a son principal établissement » (Weiss, *Droit international privé*, 6^e éd., p. 320). « Il ne faut pas, disent-ils à l'appui de leur théorie, que la nationalité

« d'une société se lie à des circonstances ou à des
« faits qui dépendent exclusivement de la volonté
« de l'homme, comme la fixation du centre de l'ad-
« ministration sociale. Autrement, les fondateurs
« pourraient à leur gré se soumettre ou échapper
« aux dispositions restrictives de la loi » (Lyon-Caen,
Journal des sociétés, 1880, p. 36) (1).

Cet argument ne nous paraît pas décisif ni de nature à modifier notre opinion. Il appartiendra toujours aux Tribunaux de réprimer les abus ou les tentatives de fraude qui pourraient se produire à cet égard.

Et la jurisprudence nous en donne des exemples ; elle exige notamment que le transport à l'étranger du siège social et du principal établissement ait un caractère sérieux : « Attendu, dit un arrêt de la Cour
« de Cassation (Req.) du 22 décembre 1896, que, si
« la nationalité d'une société dépend du lieu de son
« siège social et de son principal établissement, en
« quelque pays que se poursuivent les opérations dont
« s'alimente sa spéculation, c'est à la condition que
« ce siège social, effectif et sérieux, n'ait pas été
« transporté à l'étranger d'une manière purement

1. La Loi Belge du 22 mai 1886 (art. 129) considère également le principal établissement en Belgique comme caractéristique de la nationalité belge : « Toute société dont le principal établissement est en Belgique est soumise à la Loi Belge, bien que l'acte constitutif ait été passé à l'étranger. »

« fictive, dans le dessein d'échapper aux règles
« d'ordre public édictées par la loi française pour la
« création et le fonctionnement des sociétés... »
(D.I. 159).

Ajoutons que l'exigibilité des taxes dues en France par les sociétés légalement constituées à l'étranger est indépendante de la question de savoir si elles ont été habilitées à agir en France dans la forme indiquée par l'article 2 de la loi du 30 mai 1857 c'est-à-dire par un Décret rendu en Conseil d'Etat, ou bien en vertu d'une convention internationale, conformément à l'article 6 de la Constitution de 1852.

Toutes ces sociétés sont soumises au droit commun, quelles que soient les conditions de leur existence légale en France.

CHAPITRE I

FAITS GÉNÉRATEURS DE L'IMPÔT À L'ÉGARD DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Textes législatifs

Loi 23 juin 1857 « article 9. — Les actions et obligations émises par les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, sont soumises, en France, « à des droits équivalents à ceux qui sont établis « par la présente Loi et par celle du 5 juin 1850, sur « les valeurs françaises ; elles ne pourront être cotées « et négociées en France qu'en se soumettant à « l'acquittement de ces droits.

« Un règlement d'administration publique fixera « le mode d'établissement et de perception de ces « droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

« Le même règlement déterminera toutes les « mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. »

**Règlement d'administration publique
du 17 juillet 1857, article : 10**

Pour l'exécution de l'article 9 de la loi, les sociétés,
« compagnies ou entreprises étrangères qui ont été
« autorisées à faire coter leurs actions et obligations,
« soit à la Bourse de Paris, soit aux bourses dépar-
« tementales, seront tenues, dans les deux mois de
« la promulgation de la loi, de désigner un repré-
« sentant responsable en France et de le faire
« agréer par le Ministre des Finances, sous peine de
« se voir retirer l'autorisation dont elles jouissent.

.

« Les sociétés, compagnies et entreprises mention-
« nées aux deux paragraphes précédents remettront
« au ministre des Finances une déclaration indi-
« quant le nombre de leurs actions et obligations, qui
« devra servir de base à l'impôt. Ce nombre sera
« fixé par le ministre des Finances. »

« Toute compagnie qui, à l'avenir, sera autorisée
« à faire coter ses titres en France, devra également
« faire agréer un représentant responsable. L'agré-
« ment sera donné par le ministre des Finances ou,
« en vertu de la délégation du ministre, par le
« Directeur Général de l'Enregistrement, des Domai-
« nes et du Timbre. »

Loi du 29 juin 1872, art. 4. — Les actions, obli-

« gations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ail-
« leurs leur dénomination, des sociétés, compagnies,
« entreprises, corporations, villes, provinces étran-
« gères, ainsi que tout autre établissement public
« étranger, sont soumis à une taxe équivalente à
« celle qui est établie par la présente loi sur le revenu
« des valeurs françaises.

« Les titres étrangers ne pourront être cotés,
« négociés, exposés en vente ou émis en France
« qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe
« ainsi que des droits de timbre et de transmission. »

Décret du 6 décembre 1872, art. 4. — Aucune
« émission ou souscription de Titres étrangers ne
« peut avoir lieu en France qu'après qu'un représen-
« tant responsable a été agréé par le ministre des
« Finances, ou, en vertu de la délégation du minis-
« tre, par le Directeur Général de l'Enregistrement,
« des Domaines et du Timbre. »

Loi de Finances du 13 avril 1898, art. 12. —
« L'amende prévue à l'article 3 de la loi du 25 mai
« 1872 est applicable à toute *personne* qui effectue
« en France l'émission, la mise en souscription,
« l'exposition en vente ou l'introduction sur le
« marché des titres étrangers désignés dans l'ar-
« ticle 4 de la loi du 29 juin 1872, qui annonce au
« public les opérations ci-dessus, et à toute personne
« qui fait le service financier de ces mêmes titres,
« soit en opérant leur remboursement ou leur trans-

« fert, soit en faisant le payement des coupons, tant
« qu'un représentant responsable des droits de
« timbre, de transmission et de l'impôt sur le re-
« venu dont ces titres sont redevables n'aura pas
« été agréé. »

La loi du 5 juin 1850, qui a posé les premières bases du régime fiscal applicable aux titres des Sociétés, avait gardé le silence sur les titres de même nature émis par les Sociétés étrangères.

Sous l'empire de cette législation, les titres étrangers étaient seulement régis par la disposition générale de l'article 15 de la loi du 13 brumaire an VII, qui prescrivait de les soumettre au visa pour timbre avant tout usage en France : « Les effets
« négociables venant de l'étranger, porte cet article,
« seront, avant qu'ils puissent être négociés, accep-
« tés ou acquittés en France, soumis au timbre ou
« au visa pour timbre » — En fait, comme la loi n'avait organisé aucun moyen de surveillance et n'avait pris aucune mesure pour assurer son exécution, les titres étrangers venaient sur notre marché faire concurrence aux valeurs françaises, étaient l'objet de négociations nombreuses, et n'acquittaient cependant aucun impôt.

Cet état de choses ne pouvait subsister sans placer les valeurs françaises dans des conditions d'infériorité vis-à-vis des valeurs étrangères. Du moment surtout où le législateur se décidait à frapper d'un

nouvel impôt la circulation de ces valeurs, afin d'assurer une plus exacte péréquation des charges publiques auxquelles sont respectivement assujetties la fortune mobilière et la fortune immobilière, il était de la plus stricte équité de prendre des mesures pour que les titres étrangers qui circulent en France et sont entre les mains de porteurs français contribuent, comme les titres des sociétés françaises, au paiement de nos taxes fiscales.

C'est pour atteindre ce but qu'a été édicté l'article 9 de la loi du 23 juin 1857. Le législateur, dans cette disposition, déclare expressément que les actions et obligations des sociétés étrangères sont soumises en France à des droits *équivalents* à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises et, afin de mettre immédiatement le principe qu'il édicte en application, l'article 9 ajoute que « les actions et « obligations des sociétés étrangères ne pourront « être cotées et négociées qu'en se soumettant à « l'acquittement de ces droits ».

Les articles 10 et 11 du Décret du 17 juillet 1857 organisent la perception. Aux termes de l'article 10, les sociétés étrangères sont tenues, avant de faire coter leurs titres, de faire agréer par le ministre des Finances un représentant responsable des droits.

D'autres dispositions contenues dans les loi et décret précités du 23 juin 1857 et du 17 juillet 1857, dans les lois des 30 mars 1872, 25 mai 1872 et 29 juin

1872, et dans le Décret du 6 décembre 1872, ainsi que dans les décrets des 11 janvier 1862, 11 décembre 1864 et 24 mai 1872, relatifs à la fixation de la quotité imposable, déterminent les obligations des sociétés étrangères et les moyens d'action dont le Trésor a besoin pour assurer contre ces dernières le recouvrement des taxes.

Toutes ces dispositions sont inspirées par la même pensée, qui est de réaliser, le plus rigoureusement possible, le principe *d'équivalence* posé par la Loi de 1857. Ainsi que le proclame un arrêt de la Chambre civile du 29 août 1881, rendu en matière d'impôt sur le revenu, la loi a consacré en principe l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères, et les a soumises à des taxes équivalentes (S. 82.1.181; dans le même sens, Cass. req. 2 août 1886. S. 87.1.329). Elle n'a fait de différence entre elles qu'en ce qui concerne le mode de perception et les moyens de répression destinés à les atteindre.

Ces moyens, en effet, ne pouvaient être les mêmes pour des sociétés qui échappent à la surveillance et à l'action du Trésor français et pour celles qui y sont constamment soumises. Les sociétés étrangères ne peuvent être atteintes que d'une façon indirecte et le Trésor doit se contenter de rattacher le paiement de l'impôt à des faits qu'il peut saisir ou qu'il est en son pouvoir de permettre ou d'interdire. On peut voir,

par l'examen des différentes lois qui se sont succédé, que le législateur est entré de plus en plus dans cette voie, en s'efforçant, à mesure que l'expérience lui en suggère les moyens, de soumettre à l'action de l'Etat et à son contrôle toutes les manifestations extérieures de la circulation en France des valeurs étrangères.

L'existence et la circulation de ces valeurs se révèlent principalement par les négociations dont elles sont l'objet. Aussi est-ce à ce fait de négociation que le législateur commence d'abord par s'attacher. « Les actions et obligations des sociétés étrangères, porte l'article 9 de la loi du 23 juin 1857, ne « pourront être cotées et négociées en France qu'en « se soumettant à l'acquittement des droits. » Et le règlement d'administration publique, mettant immédiatement le précepte en application, interdit ce qu'il est au pouvoir de l'Etat d'interdire, à savoir les négociations en bourse des titres qui ne payent pas l'impôt, et il subordonne à la condition de ce paiement l'inscription à la cote, qui est le préliminaire obligé des négociations officielles (art. 10 du Décret).

Les négociations privées, par actes passés entre particuliers ou par la voie de la coulisse, sont bien aussi l'indice d'une circulation en France, souvent aussi active que celle qui résulte des négociations en bourse. En principe, elles justifieraient l'exigibilité de taxes équivalentes à celles qui pèsent sur les valeurs françaises auxquelles elles font concurrence.

Mais le décret rendu, le 17 juillet 1857, pour l'exécution de la loi du 23 juin précédent, avait gardé le silence au sujet des négociations privées (art. 10). Le législateur n'avait pas su trouver alors les moyens pratiques d'assurer le payement de cet impôt.

Rechercher ces moyens et s'efforcer d'obtenir une application de plus en plus stricte, de plus en plus complète du principe d'équivalence proclamé par le législateur, tel a été le but des lois des 30 mars 1872 et 29 juin 1872.

La première, limitée d'ailleurs à la perception du droit de timbre, s'adresse directement au porteur du titre et assure par son intermédiaire, du moins en partie, le recouvrement de l'impôt. Si la société n'acquitte pas la taxe annuelle du timbre, c'est le porteur du titre qui en subira les conséquences, et sera tenu de payer, avant tout usage en France par voie de négociation, d'exposition en vente ou d'énonciation dans un acte, le droit de timbre au comptant dont la taxe annuelle d'abonnement n'est que la représentation. Cette obligation lui est imposée à peine d'amende: « Nul, porte l'article 2 de cette loi, ne peut négocier, etc... »

La seconde a paru prévoir tous les faits extérieurs par lesquels l'introduction et la circulation en France des titres étrangers se manifestent le plus ordinairement et disposer que ces faits ne pourraient se produire sans qu'il en résultât l'obligation pour ces

titres (c'est-à-dire pour la société ou l'établissement qui les avait émis) d'acquitter les droits de timbre, de transmission et la taxe sur le revenu.

Cependant, le tribunal civil de la Seine, par un jugement fortement motivé du 25 février 1893, a déclaré qu'en combinant les dispositions de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 « avec la nature même des « choses, l'intention présumée du législateur n'a pas « été de mettre à la charge de la société étrangère « tout fait de circulation quelconque indépendant de « sa volonté ; qu'il n'a évidemment entendu retenir « à sa charge que les émissions ou les négociations « équivalant à des émissions ; que c'est pour cela « que l'article 4 du décret organique du 6 décembre « 1872 n'ajoute à la nécessité, déjà existante pour « les sociétés étrangères, de désigner un agent res- « ponsable en cas d'admission à la cote, que la « nécessité, pour elles, d'indiquer aussi un agent « responsable en cas d'émission ou de souscription « en France ».

Le tribunal ajoutait, d'ailleurs, que sa théorie était conforme au droit fiscal, puisqu'en matière de taxes, la société n'est constituée débitrice que pour les besoins du Trésor et que le débiteur direct et véritable est l'actionnaire ; il est logique, dès lors, que si l'actionnaire manifeste seul son existence en France, il soit seul tenu des taxes.

Ce jugement a été confirmé purement et simple-

ment par un arrêt de la Cour de Cassation (civ.) du 12 avril 1897.

C'est alors que, pour atteindre les sociétés étrangères dont les titres, introduits en quelque sorte subrepticement sur le marché français, y étaient l'objet de négociations actives, le pouvoir exécutif a provoqué le vote de la loi du 13 avril 1898.

Cette loi prévoit trois ordres de faits distincts.

1° l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction en France ;

2° les annonces ou publications de ces opérations ;

3° le service financier (remboursement, transfert, paiement des coupons).

I. — Emission, mise en souscription,
exposition en vente et introduction en France

D'après la loi nouvelle, toute personne, sans aucune exception, qui procède en France à une émission, mise en souscription, exposition en vente ou introduction sur le marché de titres d'actions ou d'obligations créés par une société ou collectivité étrangère qui n'aurait pas fait agréer au préalable un représentant français personnellement responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu auxquels ces titres sont soumis, ou qui n'aurait pas versé un cautionnement en garantie du paiement de ces droits, est passible de la pénalité

éditée par l'article 3 de la loi du 25 mai 1872, c'est-à-dire d'une amende de 5 o/o de la valeur nominale des titres émis, mis en souscription, exposées en vente ou introduits sur le marché, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs en principal.

L'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, au sens de la loi, émanent toujours de la société ou de la collectivité.

Le mot émission est une expression générale qui comprend tout placement de valeurs mobilières nouvelles sur le marché français par la collectivité ou son mandataire (Cass., 17 janvier 1888).

Dès lors qu'une société étrangère émet en France des obligations négociables, elle est tenue d'acquitter sur ces titres la triple taxe de timbre, de transmission et sur le revenu, et de faire agréer, en conséquence, un représentant responsable du payement des droits, ou de verser un cautionnement, sans qu'il y ait lieu de s'arrêter à ce fait que le souscripteur de toutes les obligations est de nationalité étrangère.

L'émission de titres faite par une société étrangère et annoncée par divers organes de publicité français, avec indication de banquiers français qui reçoivent les souscriptions, doit être considérée comme faite partiellement en France sur l'initiative de la société elle-même, alors même que celle-ci n'indique dans sa circulaire relative à l'émission

que des banques étrangères comme autorisées à recevoir les souscriptions.

La mise en souscription et l'exposition en vente, effectuées par la collectivité ou son mandataire, ne sont autre chose qu'une émission qui, au lieu d'être ouverte et close à dates fixes, se prolonge indéfiniment, jusqu'à ce que le but poursuivi soit atteint. C'est ainsi, par exemple, que les compagnies de chemins de fer émettent des obligations nouvelles en les mettant en souscription ou en les exposant en vente dans les différentes gares de leur réseau.

Quant à l'introduction, elle est le fait de l'établissement de crédit, du banquier, du professionnel en matière de vente et d'achat de valeurs de bourse, qui écoule sur le marché français des titres qu'il a achetés en vue de créer sur la place un courant d'affaires sur ces valeurs ou d'accroître celui déjà existant. Par cela même qu'elle suppose l'idée de constituer un marché plus ou moins étendu ou de donner plus d'importance au marché existant, l'opération doit avoir pour objet une certaine quantité de titres. Cette quantité ne peut être déterminée dans chaque cas particuliers qu'en tenant compte des circonstances ; il est donc impossible de la fixer d'avance, d'une manière uniforme et invariable, à un certain chiffre.

La négociation n'a pas été nommément visée par la loi nouvelle ; elle ne tombe pas par elle-même, et en tant qu'elle se distingue de l'émission ou de l'in-

introduction, sous l'empire de cette loi. Par suite, elle ne rend pas nécessaire l'agrément préalable d'un représentant responsable. Mais, elle continue à donner ouverture au droit de timbre au comptant sur les titres négociés qui n'ont pas déjà supporté cette taxe ou n'acquittent pas l'impôt par abonnement (L. L. 30 mars 1872, art. 2, et 28 décembre 1895, art. 5).

II. — Annonces ou Publications

L'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 n'interdit pas seulement l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente et l'introduction sur le marché français des actions et obligations étrangères; il prohibe, en outre, l'annonce ou la publication de ces opérations par voie d'insertions dans les journaux, d'affiches, de prospectus ou par tout autre mode de publicité, tant qu'un représentant responsable n'a pas été agréé, sous peine d'une amende de 5 o/o de la valeur nominale des titres faisant l'objet de l'annonce ou de la publication. La loi nouvelle n'a, d'ailleurs, fait que reproduire, sur ce point, les termes de l'article 3 de la loi du 25 mai 1872 concernant les titres des gouvernements étrangers. Elle comporte, par suite, la même interprétation. Toutefois, à la différence de la loi du 25 mai 1872, dont les termes s'étendent même à l'annonce ou à la publication relatives à des opérations faites à l'étran-

ger, la loi du 13 avril 1898 ne prévoit que la publication ou l'annonce relatives à des opérations faites en France.

III. — Payement des coupons. Service financier

Indépendamment de l'émission, de la mise en souscription, de l'exposition en vente, de l'introduction d'actions et d'obligations étrangères sur le marché français et de toute annonce ou publication en France des opérations dont il s'agit, l'art. 12 interdit à toute personne de faire dans notre pays le service financier de ces valeurs, tant qu'un représentant responsable du payement des taxes annuelles n'a pas été agréé.

En cas de contravention, l'amende de 5 o/o prononcée par la loi est due sur la valeur nominale des titres dont le service financier est effectué.

La loi détermine avec précision le sens et la portée des mots « Service financier ». Elle désigne par cette expression le service qui a pour objet soit le remboursement, le transfert des titres ou leur conversion (Seine, 5 mai 1905), soit le payement des coupons, et qui est effectué par des intermédiaires ou des représentants des sociétés et autres collectivités étrangères qui ont émis les titres. Elle exclut ainsi de ses dispositions le simple achat de coupons fait par un changeur, une maison de banque ou un établis-

sement de crédit, les coupons achetés étant destinés à être présentés au payement soit aux guichets de la société, soit à ceux de son correspondant.

On ne saurait donc assimiler au service financier et considérer comme interdites, à défaut d'agrément d'un représentant responsable, les opérations suivantes : 1^o dépôt effectué dans la caisse d'une compagnie française de titres d'une société étrangère en vue de constater le droit des porteurs à assister à des assemblées générales ou à prendre part à des souscriptions à l'étranger ; 2^o annonces et publications faites à cet égard en France ou relatives à l'avis de payement de dividendes, dès lors que ces annonces n'indiquent pas que le payement doit avoir lieu en France ; 3^o négociation par un établissement de crédit français de chèques, payables à l'étranger, envoyés par des sociétés étrangères, non abonnées au timbre, à des actionnaires français en payement de dividendes.

La loi du 29 mars 1914 poursuit le même but que la loi du 13 avril 1898. L'article 45 détermine les faits générateurs du droit de timbre au comptant qui sont communs aux titres des sociétés étrangères non abonnées et aux effets publics des gouvernements étrangers.

Cet article est ainsi conçu : « La négociation, « l'exposition en vente, l'énonciation dans un acte « ou écrit, soit public, soit sous seing privé, le rem-

« boursement et le transfert des titres désignés dans
« l'article 42 ci-dessus ne peuvent être effectués en
« France lorsque ces titres n'ont pas acquitté le droit
« de timbre au comptant. »

Des diverses opérations prévues dans ce texte, celles qui ont pour objet le remboursement et le transfert des titres étrangers constituent seules des causes nouvelles d'exigibilité du droit de timbre.

Par ces dispositions éminemment compréhensives, la loi du 13 avril 1898 a sans doute atteint son but, but essentiellement fiscal. Mais, a-t-elle réalisé le principe d'équivalence posé au début de la législation relative aux sociétés étrangères ? Nous ne le pensons pas, car si la loi cherche, pour les valeurs étrangères circulant en France, l'équivalence aux taxes françaises, elle doit, pour les sociétés étrangères, rechercher dans la manifestation même de leur volonté l'équivalent d'une existence en France.

Il ne nous paraît pas juste, d'ailleurs, d'imposer une société à l'occasion d'un fait auquel elle demeure légalement étrangère.

CHAPITRE II

DU REPRÉSENTANT RESPONSABLE

Pour assurer d'une manière efficace le payement de l'impôt, le législateur a imposé aux compagnies étrangères l'obligation de faire agréer par le ministre des Finances un représentant de nationalité française personnellement responsable des droits et amendes (Décrets du 17 juillet 1857, art. 10, du 6 décembre 1872, art. 4, et du 10 août 1896).

Cette prescription est formelle et jusqu'à la loi du 13 avril 1898, dont nous verrons plus loin les dispositions, n'était susceptible d'aucune exception.

Elle n'a pas eu précisément pour but de contraindre les sociétés et établissements étrangers à avoir un mandataire accrédité près du ministre des Finances ; le représentant responsable est, surtout envers le Trésor, de débiteur direct et personnel des taxes de toute nature exigibles sur les titres de la société ou de l'établissement qu'il représente. Le législateur a voulu éviter, en effet, qu'en cas de non payement à l'échéance, le Trésor se trouvât dépourvu

d'un moyen d'action efficace contre les sociétés étrangères qui, pour la plupart, ne possèdent pas, en France, de biens saisissables (Seine, 28 décembre 1867).

Dès lors, pour être agréé, le représentant responsable doit non seulement être Français, ainsi que le prescrit l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, mais encore d'une honorabilité et d'une solvabilité notoires. Aussi, pour éviter des difficultés au sujet de l'acceptation d'un particulier, dont la situation de fortune réelle peut, lorsqu'il ne possède pas d'immeubles, être difficilement établie et surveillée, la plupart des sociétés étrangères ont pris l'habitude de désigner comme représentant responsable l'établissement financier qui est chargé de leurs opérations de trésorerie en France. Une société française dont la situation est notoirement prospère est toujours agréée par le ministre des Finances ; elle doit déposer un exemplaire de ses statuts, ainsi qu'une copie de son dernier bilan.

La désignation du représentant responsable est généralement faite à la suite de l'engagement (qui est l'équivalent de la déclaration d'abonnement exigé des sociétés françaises), pris par la société étrangère personnellement d'acquitter les droits et amendes exigibles, pendant la durée des titres pour les obligations, et pendant la durée de la société pour les autres titres.

Ce document doit être signé par des personnes qui, aux termes des statuts, ont qualité pour engager la société, et, s'il y a lieu, revêtu du sceau social. Il est accompagné d'un exemplaire des statuts.

L'engagement du représentant responsable, s'il émane d'une société, doit également être appuyé par un exemplaire des statuts et, dans la plupart des cas, d'un extrait en forme de la délibération autorisant un ou plusieurs membres du Conseil d'administration à signer ce document.

L'engagement du représentant responsable n'a pas, en principe, d'autres limites que celles qui déterminent les obligations de la société ou de l'établissement étranger envers le Trésor français, car ce sont ces obligations, dont l'origine est dans la loi, qui lui servent de fondement et de cause juridique.

Par conséquent, le représentant responsable est personnellement redevable des taxes dues sur les titres d'une société étrangère pendant toute la période de leur exigibilité, si aucun terme n'a été stipulé quant à la durée de son engagement. Deux décisions du ministre des Finances, des 18 juillet 1879 (D. P. 80.3.84) et 18 février 1880 (D. 81.5.366), ont consacré ce principe. La première stipule, en particulier, que la révision triennale organisée par le Décret du 24 mai 1872 ne porte que sur le nombre des titres imposés en France ; elle est sans influence sur l'engagement du représentant responsable.

Toutefois, comme l'expérience a prouvé qu'il était souvent difficile aux sociétés étrangères de se procurer un représentant responsable disposé à garantir, en quelque sorte indéfiniment, le paiement des taxes dues au Trésor, on a admis que les représentants responsables pourraient faire cesser les effets de leur engagement à l'expiration de chaque période triennale, en prévenant l'administration six mois au moins à l'avance. Mais c'est là une simple tolérance.

Il est, d'ailleurs, bien évident que, malgré la réserve admise en ce qui concerne la durée de l'engagement du représentant responsable, la société étrangère n'en est pas moins tenue d'acquitter les taxes aussi longtemps que subsiste le fait générateur de l'impôt, c'est-à-dire la circulation en France.

L'engagement du représentant responsable doit également, en dehors de cette restriction quant à la durée, être pur et simple, sans conditions ni réserves.

Une autre dérogation a été apportée au principe de la responsabilité illimitée du représentant responsable. L'administration a admis que la faillite de la société met fin à la mission du représentant et que ce dernier demeure seulement responsable des droits échus jusqu'à la déclaration de faillite, alors même que les droits sont dus sur les titres jusqu'à la clôture des opérations.

Cette dérogation se justifie plutôt en équité qu'en droit, car la faillite du débiteur principal ne libère

pas la caution. Mais, on a considéré, avec raison, que la règle contraire produirait des conséquences trop rigoureuses pour le représentant responsable, qui se trouverait ainsi obligé d'avancer des droits avec la perspective de ne pouvoir rentrer que partiellement dans ses avances.

La décision par laquelle le ministre des Finances agréé le représentant responsable proposé est notifiée à ce dernier, à la société étrangère, et, si l'admission à la cote officielle figure dans les engagements parmi les faits générateurs de l'impôt, au Syndic de la compagnie des agents de change.

A partir de cette décision, les titres de la société étrangère peuvent circuler en France. Elle équivaut donc bien à la déclaration d'abonnement pour les sociétés françaises.

Substitution d'un cautionnement à la désignation d'un représentant responsable

Pour augmenter les facilités qui doivent être accordées aux sociétés et collectivités étrangères qui possèdent des biens en France ou dont les titres contribuent à alimenter l'activité du marché français, tout en maintenant les garanties dues au Trésor, l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 autorise les sociétés et autres collectivités étrangères à s'affran-

chir de l'obligation de faire agréer un représentant responsable en déposant un cautionnement.

Aux termes de l'article 1^{er} du règlement d'administration publique du 22 juin 1898, le cautionnement doit être constitué en numéraire ; c'est là une condition essentielle qui exclut la faculté d'employer toute autre espèce de valeurs. — Le montant en est fixé par le ministre des Finances, et le versement des fonds est effectué à la Caisse des dépôts et consignations.

D'après l'article 2, le cautionnement ne peut être inférieur à la somme représentant approximativement le total des taxes exigibles pour une période de trois années et calculées à raison des cinq dixièmes des titres pour lesquels l'abonnement a été demandé. Toutefois, il peut être réduit, s'il y a lieu, après la fixation par le ministre des Finances du nombre des titres passibles des taxes.

L'article 3 détermine les formalités à remplir pour le dépôt du cautionnement.

L'article 4 spécifie que le capital du cautionnement est seul affecté à la garantie des créances éventuelles du Trésor ; mais il n'enlève nullement à l'administration la faculté d'exercer, le cas échéant, une action de droit commun sur les intérêts des capitaux servis par la caisse.

Le *Journal officiel* publie chaque année, le 15 janvier et le 15 juillet, des listes, arrêtées respective-

ment aux 31 octobre et 30 juin précédents, des valeurs étrangères pour lesquelles un représentant responsable a été agréé ou un cautionnement versé et qui acquittent les taxes annuelles.

CHAPITRE III

DE LA QUOTITÉ IMPOSABLE

Lorsqu'une société étrangère a fait agréer le représentant responsable du paiement des taxes et amendes qui pourront être exigibles à raison de la circulation de ses titres en France, il y a lieu de déterminer, pour l'assiette des taxes dont il s'agit, la quotité imposable, c'est-à-dire le nombre présumé de ces titres dans notre pays.

Il est alors procédé par l'administration de l'Enregistrement à une enquête préliminaire. Cette enquête, dont les résultats sont généralement pris pour base de la décision à intervenir, est presque toujours fort difficile et ne peut se baser que sur des probabilités tant que la mise en circulation des titres étrangers sur le marché français n'est pas suffisamment avancée.

Les résultats de l'enquête sont transmis par l'administration à la Commission des valeurs mobilières qui, aux termes de l'article premier du décret du 24 mai 1872, doit fournir son avis préalablement à

la décision du ministre des Finances. Cette Commission est composée ainsi qu'il suit :

Le président de la section des Finances, au conseil d'Etat, président ;

Le directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et de Timbre ;

Le directeur du Mouvement général des fonds ;

Un régent de la Banque de France ;

Le syndic des agents de change de Paris.

La Commission des valeurs mobilières est, dans la limite de ses attributions, exclusivement compétente ; ses délibérations et les décisions ministérielles ne sont susceptibles d'aucun recours. Le ministre des Finances exerce à cet égard un pouvoir discrétionnaire, et les sociétés étrangères n'ont, en principe, d'autre alternative que d'exécuter la décision ou de renoncer pour leurs titres au marché français.

Pour sauvegarder dans une certaine mesure les intérêts du Trésor en cette matière où l'élément imposable est essentiellement fugitif et mobile, sans faire peser cependant sur les sociétés étrangères une charge trop lourde, l'article 2 du décret du 24 mai 1872 a fixé le minimum de la quotité imposable à 1/10 pour les actions, 2/10 pour les obligations.

Ce minimum est fixé formellement et en termes impératifs, mais, la question se pose de savoir comment il doit être calculé, sur la totalité des titres qu'une société a l'intention d'émettre, de négocier ou

de mettre en vente, ou sur le nombre des titres réellement émis.

Cette question nous paraît avoir été nettement résolue par un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 2 mai 1893, qui, rejetant le pourvoi formé par la Société des chemins de fer suédois et norvégiens contre un jugement du Tribunal de la Seine du 8 août 1890, contient un exposé remarquable de la législation sur la matière.

Cet arrêt est ainsi conçu :

« Sur le troisième moyen, tiré de la violation et de
« la fausse application des lois des 23 juin 1857
« et 29 juin 1872, ainsi que des décrets du 24 mai et
« du 6 décembre 1872 :

« Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 9 de
« la loi du 23 juin 1857, les actions et obligations
« émises par les sociétés étrangères sont soumises,
« en France, à des droits équivalents à ceux qui
« sont établis par la présente loi (droits de trans-
« mission) et par celle du 5 juin 1850 (droits de
« timbre) sur les valeurs françaises ;

« Qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 29 juin
« 1872, les actions, obligations, titres d'emprunt des
« sociétés étrangères sont également soumis à une
« taxe équivalente à celle qui est établie par la dite
« loi sur le revenu des valeurs mobilières ;

« Que ces deux lois disposent qu'un règlement
« d'administration publique fixera le mode de per-

« ception et d'établissement des dits droits et taxe
« dont l'assiette pourra reposer sur une quotité
« déterminée du capital social ; qu'aux termes
« des articles 10 du décret du 17 juillet 1857 et 1^{er} du
« décret du 24 mai 1872, le nombre des titres devant
« servir de base à l'impôt est fixé par le ministre
« des Finances sur l'avis préalable d'une Commis-
sion ;

« Attendu qu'il résulte du jugement attaqué et
« qu'il est constant, en fait, que la Compagnie des
« chemins de fer suédois et norvégiens, dont le siège
« est à Londres, a été autorisée par une délibération
« de l'assemblée générale de ses actionnaires, en date
« du 28 septembre 1885, à contracter un emprunt
« de 37.500.000 francs au moyen d'obligations de
« priorité 5 o/o, en coupures de 8.750 et 500 francs,
« l'émission d'une partie des coupures devant avoir
« lieu en France ;

« Que, sur l'avis préalable de la commission insti-
« tuée par l'article 1^{er} du décret du 24 mai 1872, le
« ministre des Finances a, par décision du 4 mai 1887,
« fixé à 7.500.000 francs représentant 15.000 titres
« à 500 francs, soit aux 2/10 du capital de l'emprunt,
« la quotité du capital devant servir de base à la per-
« ception de l'impôt ; qu'ainsi, en décidant que les
« droits de timbre, de transmission et la taxe sur le
« revenu devaient être acquittés conformément à

« cette décision, le jugement attaqué n'a fait qu'appliquer purement et simplement les dispositions légales susvisées ;

« Attendu que c'est vainement que la Société des chemins de fer suédois et norvégiens objecte que l'émission des obligations en France n'a été effectivement réalisée que pour 918 obligations de 500 francs, nombre très inférieur au $\frac{2}{10}$ du capital de l'emprunt, et qu'ainsi des obligations non souscrites, ne pouvant être mises en circulation, ont été soumises par le jugement attaqué aux droits de timbre et de transmission et à la taxe sur le revenu ; qu'en effet, ces droits sont établis par relation à une quotité déterminée du capital, sans avoir égal au fait matériel des négociations, dont les obligations peuvent avoir ou n'avoir pas été l'objet ; que l'article 2 du décret précité du 24 mai 1872, étendu à l'impôt sur le revenu par la loi du 29 juin 1872, dispose expressément que le nombre des obligations assujetties aux droits et taxe ne peut être inférieur aux $\frac{2}{10}$ du capital, et qu'aux termes de l'article 3 le nombre des titres ainsi fixé par le ministre des Finances peut être révisé tous les trois ans ;

« D'où il suit qu'en déboutant la Société des chemins de fer suédois et norvégiens, ainsi que Blondel et Garnier, de leur opposition à la con-

« trainte, le jugement attaqué n'a pas violé les articles
« visés au pourvoi, mais a fait une juste application
« des principes de la matière.

« Rejette,... » (S. 94.1.100 ; D.93.1.546.)

Aux termes de l'article 3 du décret du 24 mai 1872,
« le nombre des titres » fixé par le ministre des
« Finances, conformément aux articles qui précèdent,
« peut être révisé tous les trois ans ».

Ce forfait s'impose aux sociétés aussi bien quand
il leur est favorable que lorsqu'il peut leur préju-
dicier ; le nombre des titres devant être soumis à la
perception des taxes est invariable et sert de base à
l'impôt depuis le premier jour de la période triennale
jusqu'au dernier.

La révision, au bout de la période, peut être
demandée soit par le Trésor, soit par la société ; elle
est alors effectuée dans le trimestre qui précède
l'échéance de la troisième année et sert de base pour
une nouvelle période de trois ans. S'il n'y a pas lieu
à révision, la fixation précédente sert de base pour la
nouvelle période (Décret du 24 mai 1872, art. 3).

CHAPITRE IV

DROIT DE TIMBRE

Observations préliminaires

L'article 9 de la loi du 23 juin 1857 soumet les actions et obligations des sociétés étrangères, en France, à des droits de timbre et de transmission équivalents à ceux qui sont établis par la même loi et par celle du 5 juin 1850 sur les valeurs françaises.

Les articles 10 et 11 du décret du 17 juillet 1857 organisent la perception.

D'autres dispositions, contenues dans les décrets des 11 janvier 1862, 11 décembre 1864 et 24 mai 1874, relatifs à la fixation de la quotité imposable, déterminent les obligations des sociétés étrangères et les moyens d'action dont le Trésor a besoin pour assurer contre elles le recouvrement des taxes.

Toutes ces dispositions sont inspirées par la même pensée, qui est de réaliser, le plus rigoureusement possible, le principe d'équivalence posé par la loi de 1857. Ainsi que le proclame un arrêt de la Chambre

civile du 29 août 1881, « La loi a consacré, en principe, l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères et les a soumises à des taxes équivalentes (S.82.1.181). En ce qui concerne le droit de timbre, elle n'a fait de distinction que pour le mode de perception.

L'article 11 du décret du 17 juillet 1857 porte expressément, en effet, que le droit de timbre dû sur les actions et obligations étrangères sera payé « suivant le mode prescrit par les articles 22 et 31 de la loi « 5 juin 1850 », c'est-à-dire par abonnement, tandis que les sociétés françaises ont la faculté de se libérer soit au comptant soit par annuités.

En d'autres termes, les titres des sociétés étrangères qui circulent en France sont, dans les limites de la quotité imposable fixée par le ministre des Finances, soumis au même régime fiscal que ceux des sociétés françaises, sous cette seule réserve, au point de vue du timbre, que, pour les premières, l'abonnement est obligatoire.

Les règles de perception du droit de timbre varient, d'ailleurs, suivant qu'il s'agit d'actions ou d'obligations. Nous traiterons donc successivement de chacune de ces deux catégories de titres.

SECTION I

ACTIONS

Par le mot *actions*, nous entendons non seulement une fraction du capital social, donnant droit au partage de l'actif et des bénéfices, mais aussi l'action de jouissance que la pratique commerciale a créée à côté de l'action de capital et qui, remise aux actionnaires après le remboursement du capital versé, ne participe plus qu'à la distribution des bénéfices réalisés.

Nous comprenons encore dans l'expression générique « Actions » les parts de fondateur ou bénéficiaires que les statuts de quelques sociétés attribuent, soit aux premiers souscripteurs des actions, soit aux personnes qui, par l'apport de leur industrie ou par leurs démarches personnelles, ont contribué à la création d'entreprises.

Il résulte clairement du texte de l'article 14 de la loi du 5 juin 1850 que l'impôt de timbre proportionnel est établi pour chaque titre ou certificat d'action dans toutes les sociétés, quel que soit leur mode de constitution ou le genre d'opérations auxquelles elles se livrent. Il importe peu que l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée. L'exigibilité de cet impôt dépend uni-

quement du fait de l'émission des titres. Il s'ensuit que toute société étrangère dont le capital est divisé en actions et qui émet en France des titres attribués aux actionnaires en représentation de leurs apports ou de leurs versements est débitrice envers le Trésor d'un droit de timbre proportionnel pour chacune de ces titres.

Toutefois, la loi du 5 juin 1850 n'atteint que les titres d'actions négociables (art. 14 et 25) ; elle exclut ainsi les parts d'intérêt, les actions non représentées par un titre distinct du pacte social, et celles qui ne peuvent se transmettre que suivant les conditions déterminées par l'article 1690 du Code civil.

Mode de payment. — L'article 22 de la loi du 5 juin 1850, auquel se réfère expressément l'article 11 du décret du 17 juillet 1857 pour le mode de paiement du droit de timbre, est ainsi conçu :

« Les compagnies, sociétés ou entreprises pour-
« ront s'affranchir des obligations imposées par les
« articles 14 et 20, en contractant avec l'Etat un
« abonnement pour toute la durée de la société.

« Le droit sera annuel et de 5 centimes par
« 100 francs du capital nominal de chaque action
« émise ; à défaut de capital nominal, il sera de
« 5 centimes par 100 francs du capital réel, dont
« la valeur sera déterminée d'après les règles éta-
« blies par les lois sur l'enregistrement. »

« Le paiement du droit sera fait, à la fin de cha-

« que trimestre, au bureau de l'enregistrement du
« lieu où se trouvera le siège de la société. »

Cette taxe annuelle de 5 centimes pour cent a été augmentée de 2 décimes par les lois du 23 août 1871, article 2, et du 30 mars 1872, article 3, et la loi du 29 mars 1914, article 40, l'a portée à 0 fr 09 0/0, décimes compris.

Toutefois, l'article 29 de la loi du 15 juillet 1914 ajoute à cet égard que « pour les sociétés qui, par
« suite de réduction de leur capital, paient déjà un
« droit d'abonnement supérieur à celui correspon-
« dant à leur capital actuel, l'augmentation du droit
« d'abonnement annuel établie par l'article 40 de la
« loi du 29 mars 1914 ne pourra être calculée que
« sur le capital réel de ces sociétés au moment de
« la promulgation de la dite loi. » Pour ces sociétés, le tarif majoré s'applique donc au capital réel seulement, l'excédent du capital initial sur le capital réduit étant passible de la taxe au taux de 0, 06 0/0. Cette faveur est, d'ailleurs, aux termes mêmes de l'article 29 de la loi du 15 juillet 1914, limitée au cas où la réduction du capital est antérieure à la promulgation de la loi du 29 mars 1914.

Les motifs qui ont déterminé le législateur de 1850 à l'innovation du droit par abonnement se trouvent analysés dans le rapport de M. Emile Leroux :

« Parmi les objections faites, il en est une qui a
« vivement frappé l'attention de la commission et

« qui lui a paru nécessiter une disposition spéciale
« dans la loi. On a dit : si vous calculez le droit de
« timbre sur le capital nominal et si vous en exigez
« le paiement lors de l'émission de l'action, vous
« sauvez, sans doute, la part du fisc de toute éven-
« tualité, mais vous diminuez le premier capital
« versé au moment où la compagnie en a tant
« besoin.

« S'élevant à la hauteur de la mission qui lui est
« confiée, la commission croit que vous devez, dans
« cette circonstance, donner au commerce une nou-
« velle preuve de votre sollicitude, en lui offrant une
« grande facilité pour l'exécution d'une loi qui paraît
« se renfermer dans les limites du possible et du rai-
« sonnable. L'article 22 permet aux compagnies ou
« entreprises de contracter avec l'Etat un abon-
« nement pour toute la durée de la société.

« En présence d'une pareille disposition, toutes les
« objections s'effacent. Où serait, en effet, l'obstacle
« sérieux qui pourrait être apporté au paiement
« de 5 centimes par 100 francs ? La commission ne
« le voit pas, et elle croit que toutes les compagnies
« auront un véritable intérêt à contracter l'abon-
« nement » (*Recueil général des lois*, année 1850,
p. 228, note 7 ; D. 50.4.126, note 265).

Mais, c'est pour des considérations d'un autre
ordre que les sociétés étrangères ne sont admises à
s'acquitter du droit de timbre que par voie d'abon-

nement. Il n'était pas possible, en effet, de revêtir les titres de l'empreinte du timbre. A défaut d'estampille, le paiement du droit est porté à la connaissance des intéressés par des relevés semestriels publiés au *Journal officiel* (Décret du 22 juin 1898 article 8).

Et le même *Journal officiel* publie les abonnements nouvellement contractés et les résiliations qui peuvent se produire.

Liquidation de la taxe

La taxe est liquidée sur le capital nominal de chaque action ; par capital nominal il faut entendre le capital indiqué sur le titre ou qui doit être remboursé au titulaire. Cette définition a été nettement expliquée devant la chambre des requêtes par le ministère public dont les conclusions ont été adoptées (Arrêt du 12 juin 1877 ; S. 77.1.326 ; D. 77.1.434).

« La valeur imposable, c'est la valeur mise en circulation, c'est-à-dire, dans l'espèce, un titre qui, bien qu'acheté 270 francs donne droit à un remboursement de 500 francs. C'est sur cette dernière somme que le souscripteur reçoit l'intérêt de son titre, c'est elle qui figure sur la cote officielle de la bourse, comme valeur de remboursement. Le chiffre de 500 francs est donc bien le capital nominal sur lequel l'impôt doit être perçu. »

La même interprétation avait été consacrée par un arrêt de la chambre civile du 10 juin 1874 et par un jugement du Tribunal de la Seine du 5 août 1876.

Il peut arriver que des sociétés émettent des actions remboursables, par voie de tirage au sort, à un chiffre supérieur au prix d'émission. C'est encore sur le capital nominal que sera calculé le droit et non sur le taux de remboursement, qui n'est indiqué que d'une manière éventuelle, en prévision des bénéfices à réaliser (Lille, 21 juin 1883).

Le Tribunal de la Seine a décidé, dans le même sens, par un jugement du 2 février 1894, que le capital nominal imposable n'est autre que le quotient obtenu en divisant le capital actions par le nombre des titres.

« A défaut de capital nominal, ajoute l'article 14, « le droit se calculera sur le capital réel, dont la « valeur sera déterminée d'après les règles établies « par les lois sur l'enregistrement », c'est-à-dire, par une déclaration estimative (loi du 22 frim. an VII art. 16), certifiée et signée par un représentant autorisé de la société.

Pour les valeurs dont le capital est exprimé en monnaies étrangères, la taxe d'abonnement est assise d'après le cours du change au jour qui sert de point de départ à l'exigibilité de la taxe.

Point de départ. — L'administration, sans méconnaître que l'exigibilité du droit de timbre par

abonnement est subordonnée à l'existence du titre proprement dit (*instrumentum*), a longtemps prétendu, à l'égard des sociétés françaises, que du moment où le titre était créé, la taxe était due, à partir du jour de la constitution de la société, puisque d'après l'article 22 de la loi du 5 juin 1850, l'abonnement doit être contracté pour toute la durée de la société. En d'autres termes, l'impôt ne prenait naissance que lors de la création des titres, mais, une fois ces titres créés, il était payable sous forme de taxe annuelle calculée à compter de l'origine de la société.

Pendant près de vingt années, cette théorie a été partout appliquée sans difficulté, et elle paraissait incontestable, lorsque, le premier, le tribunal de Lyon a décidé, par un jugement du 31 juillet 1868, que le point de départ du droit de timbre d'abonnement doit être fixé, non au jour de la constitution de la société, mais à la date de la création des titres, attendu que l'article 22 de la loi de 1850 n'a eu d'autre « but que de favoriser les sociétés en divisant les « paiements par annuités, et que rien, ni dans ses « termes ni dans son esprit, ne paraît devoir changer le point de départ de la perception » qui est pour le droit au comptant le jour de la délivrance des titres. L'administration a acquiescé à ce jugement, par une délibération du 16 novembre 1868 ; elle a reconnu que, « dans tous le cas où le droit au

« comptant ne peut prendre naissance, le service de
« l'abonnement ne saurait lui-même être imposé, et
« que ni le texte de la loi, ni les discussions dont
« elle a été précédée, ne permettent d'attribuer au
« contrat d'abonnement l'effet exorbitant d'attein-
« dre les titres d'actions avant qu'ils aient été émis,
« c'est-à-dire avant l'existence du fait qui motive
« l'assujettissement au timbre » (R. P. 3.043)

La doctrine du tribunal de Lyon a été depuis adoptée par le tribunal de Douai, le 25 mai 1882, et par celui de la Seine, le 26 mars 1886 (R. P. 6.750 ; J. E. 22.001 et 22.683). A l'argument tiré par l'administration du texte de l'article 22, le tribunal de la Seine a répondu que les mots « pour toute la durée de la société », doivent être entendus en ce sens que la taxe est exigible jusqu'à la fin de la société ; il ajoute qu'aucune loi n'oblige une société par actions à émettre des titres, si elle n'a pas intérêt à cette émission ; que la taxe d'abonnement, comme le droit au comptant, correspondant à la circulabilité des titres, il est juste et conforme à la volonté du législateur de ne pas exiger cette taxe, tant que la société s'abstient de représenter son capital par des titres négociables. La question peut être actuellement considérée comme définitivement résolue en ce sens.

A l'égard des sociétés étrangères, elle ne se présente, d'ailleurs, que si la société s'est abstenue de

représenter par des titres les droits incorporels appartenant aux souscripteurs des actions.

Dans tous les autres cas, le fait générateur de l'impôt, ainsi que nous l'avons exposé précédemment, consiste dans l'inscription à la cote officielle, la négociation, l'exposition en vente ou l'émission. En matière d'émission d'actions, les taxes commencent à courir du jour de la constitution définitive de la société, s'il s'agit de titres souscrits en France à l'origine, ou du jour de l'attribution des actionnaires souscripteurs, lorsqu'il y a émission proprement dite par la Société étrangère.

Irrévocabilité de l'abonnement

Nous venons de voir que, d'après la jurisprudence des tribunaux, les dispositions de l'article 22 de la loi du 5 juin 1850 étendant la durée de l'abonnement à toute la durée de la société ne s'appliquent pas au point de départ de la taxe annuelle ; l'article 22 a été interprété en ce sens que l'abonnement, du jour où il est dû, doit être servi jusqu'à la fin de la société. Il constitue donc, de la part des compagnies françaises, un engagement définitif, invariable, indépendant des modifications ultérieures apportées dans la constitution du capital social ; en conséquence, l'annulation d'un certain nombre d'actions, qui ne saurait motiver la restitution du droit au comptant,

est également sans influence, tant que la société subsiste, sur l'exigibilité et sur l'importance du droit d'abonnement.

« L'article 22, en donnant aux sociétés la faculté
« de fractionner le paiement du droit à l'aide d'un
« abonnement, dont le montant n'est exigible que
« par trimestre, a eu pour but unique, porte un
« jugement du tribunal de la Seine du 12 février 1880,
« de ne pas grever les sociétés par l'obligation de
« déboursier, au début de leurs opérations, une
« somme importante, mais n'a eu pour but ni pour
« effet de modifier le principe de l'impôt, dont la
« cause générale ne cesse pas de résider dans le fait
« même de l'émission de l'action ; que ce même
« article, en disposant que l'abonnement, lorsqu'il est
« substitué au droit fixe établi par l'article 14, est
« contracté pour toute la durée de la société, indique
« bien que, dans la pensée du législateur, le sort de
« la société est fixé dès son début et pour toute sa
« durée... »

La Cour de cassation a confirmé ce jugement en ces termes :

« Attendu que les sociétés peuvent s'affranchir du
« paiement immédiat du droit de timbre sur leurs
« actions en contractant avec l'Etat un abonnement
« pour toute la durée de la société ; que l'abonne-
« ment une fois souscrit est irrévocable et qu'il n'y a
« de dispense que dans deux cas, à savoir celui où

« la société serait mise en liquidation et celui où elle
« serait restée deux ans sans payer ni intérêts ni divi-
« dendes. »

Le principe de l'irrévocabilité de l'abonnement se trouve également proclamé dans les deux arrêts des 2 mai et 9 août 1865.

En ce qui concerne les sociétés étrangères, ce principe peut-il être appliqué intégralement, puisque les titres des sociétés étrangères n'ont d'existence au regard de la loi fiscale qu'à raison de leur introduction en France ?

Y a-t-il lieu de tenir compte des modifications survenues, des réductions du capital social ?

Cette question a été solutionnée négativement par un jugement du tribunal civil de la Seine du 25 novembre 1907, confirmé par un arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation du 4 février 1914, ainsi motivé :

« Attendu qu'aux termes des articles 14 et 22 de
« la loi du 5 juin 1850, le droit de timbre, qu'il soit
« acquitté au comptant ou par abonnement, est,
« pour les valeurs françaises, exigible sur chaque
« titre ou certificat d'action d'après la valeur nomi-
« nale du capital originaire ; que l'abonnement au
« timbre est contracté pour toute la durée de la
« société et qu'il continue à être dû sur la valeur
« primitive des titres, nonobstant toute réduction du
« capital nominal de ces titres ;

« Attendu que les articles 9.L.23 juin 1857 et 4.L.29
« juin 1872 ont établi une complète égalité fiscale
« entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères
« en soumettant celles-ci à des droits équivalents
« dans la mesure de la quotité imposable fixée par le
« ministre des Finances sur l'avis de la commission
« instituée par l'article premier du décret du 24 mai
« 1872 ; que, notamment, l'article 11 du décret du
« 17 juillet 1857 assujettit au droit de timbre, sur la
« quotité du capital déclaré, les titres émis par les
« sociétés étrangères et cotés en France, lesquels
« titres sont obligatoirement soumis à la taxe
« annuelle d'abonnement, qui, comme pour les
« valeurs françaises, reste invariable pour toute la
« durée de la société quelles que soient les réductions
« dont le capital nominal des titres peut être l'objet,
« sous la seule réserve de la révision triennale que
« peut opérer le ministre des Finances en vertu de
« l'article 3 du décret précité du 24 mai 1872 en ce qui
« concerne le nombre des titres considérés comme
« circulant en France ; d'où il suit qu'en décidant que
« la réduction de la valeur nominale des actions de
« la société demanderesse, opéré postérieurement
« à son abonnement au timbre n'était pas de nature
« à modifier le montant des taxes dues au trésor, le
« jugement attaqué, dont le dispositif est conforme
« à la loi, malgré l'erreur matérielle commise dans

« un de ses motifs, n'a violé aucun des articles visés
« aux moyens ».

La décision de la Cour ne pouvait, d'ailleurs, être douteuse. — En ce qui concerne les valeurs françaises, les sociétés qui ont souscrit un abonnement au timbre doivent acquitter invariablement, pendant toute leur durée, la taxe annuelle d'abonnement sur le capital primitif de leurs actions, alors même que ce capital aurait été réduit depuis l'émission des titres. — Cette jurisprudence, dont nous avons exposé plus haut les motifs, se fonde surtout sur ce que le droit de timbre est irrévocablement acquis au Trésor par l'emploi du papier sur lequel l'empreinte matérielle du timbre a été apposée, quels que puissent être les événements ultérieurs, et qu'il importe peu, pour l'application de cette règle, que le droit soit exigible au comptant ou par annuités.

Or, en vertu du principe d'équivalence posé par les articles 9 de la loi du 23 juin 1857 et 4 de la loi du 29 juin 1872, les titres des sociétés étrangères qui circulent en France sont, dans les limites de la quotité imposable fixée par le Ministre des Finances, soumis au même régime fiscal que ceux des sociétés françaises. Par conséquent, du moment où les valeurs françaises et les valeurs étrangères sont régies par les mêmes dispositions législatives et réglementaires, la réduction du capital social, qui

reste sans influence sur la liquidation du droit de timbre par abonnement des titres français, ne peut avoir un effet différent sur l'abonnement des titres étrangers. C'est ce que la Cour de cassation avait, d'ailleurs, admis implicitement par plusieurs arrêts (cassation, 22 avril 1879) qui consacraient expressément le principe de l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères. En rejetant le pourvoi formé, de ce chef, contre le jugement de la Seine du 25 novembre 1907, la Chambre civile n'a donc fait que confirmer, pour un cas particulier, la jurisprudence invariable de la Cour sur l'application du principe d'équivalence posé par les lois de 1857 et de 1872.

Toutefois, d'après un autre arrêt de la Chambre civile du 23 février 1914, lorsqu'à la suite d'une réduction de son capital, une société étrangère émet, en remplacement d'actions abonnées au timbre, de nouveaux titres, destinés à être échangés contre les anciens, dans la proportion de deux actions nouvelles contre cinq anciennes, et qu'à raison de cette circonstance, une décision ministérielle a modifié la quotité imposable, pour une période triennale ayant commencé à courir de la date à partir de laquelle la remise des titres nouveaux a été effectuée en échange des titres annulés, cette décision a eu implicitement mais nécessairement pour effet de substituer à l'abonnement antérieur un nouvel abonnement au

timbre sur la base désormais limitée aux titres nouveaux. Dans ces circonstances, la Régie n'est pas fondée à percevoir une double taxe d'abonnement sur la même matière imposable représentée à la fois par les actions anciennes et par les nouvelles.

Cet arrêt ne porte pas atteinte au principe de l'irrévocabilité de l'abonnement. La Cour a appliqué simplement à la lettre les articles 11 du décret du 17 juillet 1857 et premier de celui du 24 mai 1872. Ces textes prévoient, en effet, que la taxe d'abonnement au timbre est due sur une quotité du capital des sociétés étrangères d'après le nombre des titres de ces sociétés fixé par le Ministre des Finances. Or, comme, dans l'espèce, le ministère avait fixé à un chiffre donné, pour une nouvelle période triennale, le nombre des actions nouvelles de la Société, c'était uniquement d'après ce nombre que son capital imposable devait être déterminé pour la perception de la taxe d'abonnement au timbre.

Rappelons que l'article 29 de la loi de finances du 29 juin 1914 a modéré la rigueur du principe de l'irrévocabilité de l'abonnement dans l'application du tarif majoré de 0,09 0/0 aux Sociétés ayant réduit leur capital au moment de la promulgation de la loi du 29 mars 1914.

La surtaxe établie par l'article 40, § 3, de cette loi devait être payée non seulement par les Sociétés ou établissements français et étrangers abonnés

depuis le 1^{er} juillet 1914, date à laquelle le titre II de la loi du 29 mars 1914 était devenu exécutoire, mais par ceux qui avaient souscrit antérieurement à cette date leur déclaration d'abonnement au timbre.

— Cette interprétation, qui résultait des termes généraux de l'article 40 et des déclarations du rapporteur de la Commission sénatoriale des finances, a été expressément consacrée par l'article 5 de la loi du 29 juin 1914 (*Journ. offic.* du 30 ; ann. n° 1), portant ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914, et autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics. Cet article est ainsi conçu : « Le tarif de 0 fr. 09, par 100 francs, décimes compris, auquel l'article 40 de la loi du 29 mars 1914 a élevé le droit de timbre annuel d'abonnement établi par les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850, est applicable aux taxes d'abonnement exigibles depuis le 1^{er} juillet 1914, date de la mise à exécution des dispositions contenues dans le titre II de la loi du 29 mars 1914, quelle que soit l'époque à laquelle l'abonnement ait été contracté.

Mais, il y aurait eu quelque rigueur à exiger des Sociétés françaises et étrangères qui ont procédé à la réduction de leur capital le paiement de la taxe annuelle au tarif majoré sur la partie réduite de leur capital, l'article 29 de la loi de finances dispose, en conséquence, que « pour les sociétés qui, par suite

« de réduction de leur capital, payent déjà un droit
« d'abonnement supérieur à celui correspondant à
« leur capital actuel, l'augmentation du droit d'abon-
« nement annuel établie par le dernier alinéa de
« l'article 40 de la loi du 29 mars 1914 ne pourra
« être calculée que sur le capital réel de ces sociétés
« au moment de la promulgation de ladite loi ».

Cette disposition, qui, d'après ses termes mêmes, s'ajoute purement et simplement à l'article 5 de la loi du 29 juin 1914, n'est applicable qu'aux collectivités qui ont réduit leur capital social à l'époque de la promulgation de la loi du 29 mars 1914. En ce qui les concerne, la surtaxe n'est liquidée que sur le montant du capital réel qu'elles possédaient à cette époque et l'impôt annuel continue à être perçu à l'ancien tarif de 0 fr. 06 0/0 sur la différence entre leur capital réel et leur capital primitif. Les sociétés qui ont réduit leur capital postérieurement à la promulgation de la loi du 29 mars 1914 ne peuvent se dispenser, au contraire, d'acquitter la taxe à raison de 0 fr. 09 0/0 de la valeur nominale originaire des titres.

Dispense de la taxe d'abonnement. — Improductivité

Le principe d'après lequel la taxe d'abonnement est due pendant toute la durée de la Société comporte un tempérament : L'article 24 de la loi du

5 juin 1850 a dispensé du paiement du droit de timbre par abonnement sur leurs actions, 1° les Sociétés, compagnies ou entreprises françaises mises en liquidation ou en faillite, et, en outre, 2° celles qui, postérieurement à leur abonnement sont restées deux années sans payer ni intérêts, ni dividendes à leurs actionnaires. Après ces deux années, dites d'épreuve, le paiement de la taxe est suspendu tant que cette improductivité subsiste, et jusqu'à ce qu'il survienne une année productive, de sorte que la dispense n'a lieu que s'il s'écoule consécutivement trois années improductives, et pour la troisième seulement et les suivantes.

1° La dispense de la taxe d'abonnement s'applique à toutes les Sociétés mises en liquidation, soit par jugement, soit par délibération de l'Assemblée générale des actionnaires ; il n'y a aucune distinction à faire à cet égard, entre les compagnies en liquidation amiable et les sociétés en faillite ou en liquidation judiciaire, (Loi, 4 mars 1889).

La taxe cesse d'être exigible à compter du jour de mise en liquidation, ou du jour de l'ouverture de la faillite fixée par le jugement déclaratif.

2° Le second cas de dispense est celui des Sociétés qui sont restées pendant deux années consécutives sans distribuer ni dividendes ni intérêts.

Ces deux années ne constituent pas un terme pendant lequel la perception des droits serait suspen-

due ; elles assignent seulement un temps d'épreuve, durant lequel le droit doit être perçu bien que la société ne paye ni dividendes ni intérêts. La taxe ne cesse d'être exigible qu'à l'expiration de ce temps d'épreuve, jusqu'au jour où la société revenue à meilleure fortune, sera en mesure de répartir un dividende ou de payer des intérêts.

Le règlement d'administration publique rendu pour l'exécution de l'article 9 de la loi du 23 juin 1857, qui a soumis au droit de timbre les titres des Sociétés étrangères, étant resté muet sur l'application à ces sociétés de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850, on en a conclu que l'exemption édictée par cet article ne leur était pas applicable, et qu'elles devaient, par suite, même en cas d'improductivité, continuer à acquitter la taxe d'abonnement.

Deux décrets des 28 mars 1868 et 25 janvier 1899 ont fait cesser cette anomalie.

On peut se demander comment des décrets ont pu édicter une dispense d'impôt qui n'est pas écrite dans la loi. C'est que ces décrets, rendus en Conseil d'Etat, ont la force de règlements d'administration publique qui d'après l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 devaient fixer le mode d'établissement et de perception des droits établis sur les valeurs étrangères.

Le premier a admis les sociétés, compagnies et entreprises étrangères, dont les actions cotées aux

Bourses françaises ont été assujetties à la taxe d'abonnement au timbre par les articles 9 de la loi du 23 juin 1857 et 11 du décret du 17 juillet 1857, à bénéficier, en cas d'improductivité, de la dispense d'impôt inscrite dans l'article 24 de la loi du 5 juin 1850.

Le décret du 25 janvier 1899 a étendu le bénéfice de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850 aux titres des Sociétés, compagnies et entreprises étrangères qui, bien que NON cotés aux Bourses françaises, sont néanmoins passibles de la taxe d'abonnement.

Mais, si le texte de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850 exempte du droit de timbre par abonnement les sociétés qui, dans les deux dernières années, n'ont *payé ni dividendes, ni intérêts*, celui du décret du 28 mars 1868 n'admet la même exception que pour les sociétés étrangères qui justifient que pendant les deux dernières années, elles *n'ont pu payer* ni dividendes ni intérêts. Il résulte de cette différence que si, pour les sociétés françaises, du *non paiement* d'intérêts ou de dividendes ressort une présomption d'improductivité, il n'en est pas de même pour les sociétés étrangères qui doivent établir en outre, que les deux dernières années ont été *improductives*.

C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Chambre des Requêtes du 8 février 1911, rejetant le pourvoi formé par « la société du Crédit foncier de Santa-Fé contre un jugement rendu, le 27 juillet 1909, par le Tribunal civil de la Seine.

Les décrets du 28 mars 1868 et du 25 janvier 1899 ne visent expressément que le cas d'improductivité des sociétés. Mais il n'est pas douteux que l'impôt cesse également d'être exigible au cas de mise en liquidation.

SECTION II

OBLIGATIONS

Les obligations constituent de simples titres de créances ; elles produisent un intérêt fixe payable à des époques déterminées, et doivent être remboursées avant toute répartition de l'actif social entre les associés.

Le propriétaire de l'obligation est un prêteur, tandis que l'actionnaire est un associé.

De même que pour les actions, la loi permet aux Compagnies et Sociétés françaises de s'affranchir du paiement immédiat du droit de timbre sur leurs obligations, en contractant avec l'Etat un abonnement pour toute la *durée des titres*.

Il ne s'agit donc plus ici de la durée de la Société, mais de la durée des titres.

La durée d'un titre d'obligation comprend tout le temps qui s'écoule entre le jour de la création du titre et le jour de son extinction suivant l'un des modes déterminés par le droit commun (C. civ., art. 1234). Cette durée est indépendante de la durée

de la Société, car sa dissolution ne peut évidemment avoir pour effet de l'affranchir de ses engagements. La durée des titres d'obligations et de la taxe d'abonnement qui s'y applique se prolonge donc jusqu'à l'époque où, par l'effet des opérations de la liquidation, le sort de ces titres se trouve définitivement fixé.

A l'égard des sociétés étrangères, les mêmes principes sont applicables, sous le bénéfice de cette observation que le fait générateur de l'impôt, qui se confond avec le point de départ de la taxe, consiste (comme pour les actions) dans l'inscription à la cote officielle, la négociation, l'exposition en vente ou l'émission.

Le tarif est, d'ailleurs, le même que pour les actions c'est-à-dire aujourd'hui 0 fr. 09 0/0, décimes compris; la taxe est également calculée sur le capital nominal, soit sur le montant réel de la créance.

Amortissement des obligations

Du principe, posé par l'article 31 de la loi du 5 juin 1850, d'après lequel la taxe d'abonnement applicable aux obligations est due « pour toute la durée des titres », il résulte que la portion du capital émis sur laquelle les impôts sont exigibles en France doit diminuer proportionnellement et successivement au fur et à mesure de l'amortissement et du remboursement des titres.

Dispense de la Taxe d'abonnement. Improductivité

L'article 24 de la loi du 5 juin 1850, qui a dispensé du payement du droit de timbre par abonnement, sur leurs actions, les Sociétés, Compagnies ou entreprises mises en liquidation ou en faillite, et, en outre, celles qui, postérieurement à leur abonnement, sont restées deux années sans payer ni intérêts, ni dividendes à leurs actionnaires, est spécial aux actions. D'autre part, le chapitre 2 du titre II qui régit les obligations ne renferme aucune disposition semblable. L'abonnement pour les obligations, contracté pour toute la durée des titres, doit, par conséquent, dans tous les cas, être servi jusqu'à l'extinction de ces titres, même si la société a été mise en faillite ou en liquidation.

Cette règle, quelque rigoureuse qu'elle paraisse, est aujourd'hui à l'abri de toute discussion ; elle a été définitivement consacrée par trois arrêts de la Cour de cassation, rendus en audience solennelle, le 27 décembre 1877, sur les conclusions de M. le procureur général de Raynal (D. P. 78. 1. 354-360-361 ; S. 78. 1. 225-229).

L'un d'eux est ainsi motivé : « Attendu qu'aux « termes de la loi du 5 juin 1850, l'abonnement con-
« tracté par une société pour le droit de timbre sur
« ses actions et ses obligations doit être perçu : pour

« les actions pendant toute la durée de la Société
« (art. 22), et pour les obligations pendant toute la
« durée des titres (art. 31); que la mise en liquida-
« tion d'une société n'éteint pas les obligations
« qu'elle a émises ; que, par conséquent, elle laisse
« subsister la redevance annuelle attachée par la loi
« à la durée de ces titres ».

SECTION III

PAIEMENT DES DROITS PRIVILÈGE ET PRESCRIPTION

I) La taxe d'abonnement doit être versée, d'après les articles 22, § 3, et 31, § 2, de la loi du 5 juin 1850, en quatre termes égaux à la fin de chaque trimestre, au bureau de l'Enregistrement de la ville où la Société a son principal établissement et notamment à Paris lorsqu'elle y est représentée.

Il convient de faire observer que les dispositions de la loi relatives aux époques de payement de la taxe d'abonnement sont dépourvues de toute sanction ; les redevables n'encourent pas d'amende lorsqu'ils négligent d'acquitter les droits à chaque échéance. Il y a là une lacune très regrettable ; les taxes d'abonnement dues par les Sociétés et Compagnies françaises ou étrangères s'élèvent annuellement à des sommes considérables et il est arrivé que certaines

sociétés peu scrupuleuses ont profité de l'absence de toute pénalité pour retarder, sans motif sérieux, l'accomplissement de leurs obligations ; d'où pour le Trésor, un préjudice matériel très appréciable.

II. — En vertu de l'article 76 de la loi du 18 avril 1816, la taxe d'abonnement au timbre jouit, comme les droits de timbre purs et simples, du privilège des contributions directes.

Ce privilège s'exerce, avant tout autre, sur tous les meubles et autres effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent (Loi du 12 novembre 1808, art 1 et 2).

Mais, d'après un arrêt de la Chambre des requêtes du 9 mai 1900, confirmant un jugement du tribunal de la Seine du 19 mars 1897, ce privilège ne garantit que les taxes applicables à l'année courante et à l'année échue.

III. — En matière de timbre, la prescription n'étant réglementée ni par la loi fondamentale du 13 brumaire an VII, ni par aucune autre loi spéciale, se trouve soumise de plein droit aux règles du Code civil. C'est ce qui résulte notamment de deux arrêts des 11 novembre 1834 et 2 janvier 1856 (D. 35.1.169 ; 56.1.212 ; S. 35.1.158 ; 56.1.449), lesquels décident, d'une manière générale, que le recouvrement des droits de timbre ne se prescrit que par trente ans, en vertu de l'article 2262 du Code civil.

Cependant, une difficulté sérieuse a été soulevée

sur l'interprétation des articles 14 et 22 de la loi du 5 juin 1850, portant que le droit est calculé, à défaut de capital nominal, sur le capital réel évalué « d'après les règles établies par les lois sur l'enregistrement ». De cette référence, la Cour de cassation a conclu qu'il y avait lieu d'appliquer aux insuffisances commises dans les évaluations de titres, pour la perception du droit de timbre, la prescription de deux ans édictée, en cas d'insuffisance, par la loi sur l'enregistrement (Arr. 19 février 1866).

Enfin, de leur côté, les parties n'ont qu'un délai de cinq ans pour solliciter le remboursement des sommes qu'elles ont indûment versées. L'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 déclare, en effet, « prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat... toutes créances, qui, n'ayant pas été acquittées avant la clôture des crédits de l'exercice auquel elles appartiennent, n'auraient pu, à défaut de justifications suffisantes, être liquidées, ordonnancées et payées dans un délai de cinq ans à partir de l'ouverture de l'exercice. »

CHAPITRE V

DROIT DE TRANSMISSION

Observations préliminaires

Le droit de transmission dû par les sociétés étrangères est régi par l'article 10, § 3, du décret du 17 juillet 1857, ainsi conçu :

« Ces sociétés, compagnies et entreprises payeront, « pour leurs actions et obligations soumises à l'impôt, « une taxe annuelle et obligatoire de 12 centimes « par 100 francs » conformément au paragraphe 2 de « l'article 6 de la loi du 23 juin 1857, sans faire « aucune distinction entre les titres nominatifs et les « titres au porteur ».

« Les dispositions des articles 5 et 7 du présent « règlement relatives aux époques de payement et à « la fixation du cours moyen seront applicables aux « valeurs étrangères ».

Du texte ci-dessus il résulte que pour les titres étrangers le droit de transmission est toujours acquitté sous la forme d'une taxe annuelle, qu'ils

soient nominatifs ou au porteur, tandis que, pour les valeurs françaises, la loi du 23 juin 1857 a divisé les titres d'actions et d'obligations en deux grandes catégories : ceux dont la mutation ne peut s'opérer que par une déclaration de transfert inscrite sur un registre tenu au siège social, et ceux qui peuvent changer de propriétaire sans l'accomplissement de cette formalité.

Pour les premiers, dont les mutations peuvent être exactement constatées, c'est le transfert qui donne ouverture au droit ; pour les seconds, en l'absence de tout moyen qui permette au fisc de connaître les mutations dont il s'agit, la loi a pris pour base de l'impôt l'existence même du titre (Décr. du 17 juillet 1857, art. 5, § 1 à 3).

D'autre part, la taxe est due par les sociétés françaises sur les titres existants à la fin de chaque trimestre, d'après l'état qu'elles doivent dresser et déposer au bureau ; pour les sociétés étrangères, au contraire, elle est établie sur la quotité imposable fixée par le ministre des Finances à titre de forfait.

En dehors de ces différences, les sociétés françaises et les sociétés étrangères sont soumises, au point de vue du droit de transmission, aux mêmes dispositions législatives que nous allons résumer.

Faits générateurs et point de départ de la taxe

Les mêmes faits juridiques qui rendent la taxe

d'abonnement au timbre exigible sur les titres des sociétés étrangères donnent en même temps ouverture à la taxe annuelle de transmission (Loi du 23 juin 1857, art. 9); ces faits consistent, comme nous l'avons vu, dans l'admission à la cote officielle, l'émission, la négociation, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction en France, les annonces ou publications, etc...

Mais, il peut arriver que des actions ou obligations de sociétés étrangères soient négociées en France sans être représentées par des titres matériels.

Dans ce cas, la question se pose de savoir à partir de quelle date la taxe annuelle de transmission doit être calculée.

Nous avons vu que l'exigibilité du droit de timbre par abonnement est subordonnée à la création matérielle et à la délivrance des titres.

En ce qui concerne le droit de transmission, on a fait observer que la loi de 1857, tout en visant les mêmes actions et les mêmes obligations que la loi de 1850, c'est-à-dire les actions et les obligations négociables, frappe non l'écrit destiné à leur servir de titre, mais le fait juridique de leur transmission, et, comme cette transmission, même dans les formes tracées par la loi commerciale, et indépendante de l'existence d'un titre, on en a conclu que, dès lors qu'il s'agit d'actions transmissibles autrement que

dans les formes tracées par l'article 1690 du Code civil, il est indifférent, pour l'exigibilité d'un impôt destiné à atteindre précisément ce fait de transmission, qu'il existe ou non des titres individuels représentatifs des droits de l'actionnaire.

A l'appui de cette opinion, on tire un autre argument du texte de l'article 5 du décret du 17 juillet 1857 : Cet article oblige les sociétés, eu vue du paiement trimestriel de la taxe de transmission sur les titres au porteur, à déposer au bureau de l'enregistrement un état indiquant le nombre d'actions et d'obligations existant à la fin du trimestre. Il ajoute qu'en ce qui concerne les sociétés qui se seront créées dans le cours d'un trimestre, le droit sera liquidé, pour la première fois, proportionnellement au nombre de jours écoulés « depuis leur constitution ». Or, si la loi avait voulu que l'exigibilité du droit de transmission fût subordonnée à la création des titres représentatifs des actions ou des obligations, le décret aurait fait courir la taxe annuelle, non du jour de la constitution de la société, mais seulement du jour de la création des titres, lorsque, comme le cas se présente fréquemment, ces deux faits ne coïncident pas.

Cette argumentation ne nous paraît pas convaincante et nous pensons que la première condition d'exigibilité de la taxe annuelle est l'existence des *titres* librement transmissibles.

Sans doute, une action au porteur n'a pas besoin d'être représentée par un titre distinct de l'acte de société pour être valablement transmise; mais, il s'agit de savoir si la loi de 1857 a voulu atteindre la cession du titre (« instrumentum ») ou la cession de l'action, droit incorporel. Or, sur ce point, le texte de l'article 6, où se trouve posé le principe de l'impôt, nous paraît contenir des indications suffisamment précises et décisives : « Indépendamment
« des droits établis par le titre 2 de la loi du 5 juin
« 1850, porte cet article, toute cession de titres ou...
« est assujettie à un droit de transmission ».

Ainsi, c'est la cession des titres que le législateur désigne comme étant soumise au droit spécial de transmission qu'il établit. Il résulte, d'ailleurs, des premiers termes de l'article 6 que la loi de 1857 n'est que le complément de la loi de 1850, qui vise également les titres négociables; les dispositions de ces deux lois s'enchaînent; elles tendent au même but : Imposer les titres d'actions et d'obligations dans les sociétés, qui, par suite du développement considérable de la richesse mobilière, étaient devenues l'objet de nombreuses transactions.

Le décret du 17 juillet 1857, rendu pour l'exécution de la loi du 22 juin, ne peut avoir eu pour effet de modifier la portée de cette loi.

L'article 1^{er} du décret déclare, au surplus, que les compagnies, sociétés ou entreprises, dont les actions

et obligations sont assujetties au droit de transmission, doivent faire une déclaration constatant : 4° le nombre et le montant des titres émis, en distinguant les titres nominatifs des titres au porteur. Quant à l'article 5, il suppose nécessairement que l'émission des titres, prévue par l'article 1^{er}, coïncide avec la constitution de la société, et le paragraphe 4, d'après lequel les sociétés créées après l'ouverture d'un trimestre doivent la taxe annuelle, pour la première fois, proportionnellement au nombre de jours écoulés depuis leur constitution, n'est qu'un correctif à la disposition générale du paragraphe premier établissant comme base de liquidation du droit la situation des titres au dernier jour de chaque trimestre.

Les Tribunaux, appelés à se prononcer sur cette question, paraissent avoir adopté tout d'abord la thèse contraire à celle que nous venons de défendre (Seine, 4 mai 1883 et 8 août 1910 ; Lyon, 22 novembre 1910). La Cour de cassation elle-même énonce, dans un arrêt du 24 avril 1867 (D. 67. 1. 320 ; S. 67. 1. 265), « que la taxe court du jour où la société est « constituée ». Mais, dans l'espèce de cet arrêt, les titres existaient ; ils étaient adhérents à la souche ; ils avaient été créés au moment de la constitution de la société, et ce que la Cour a décidé en réalité, c'est que « la loi ne faisant aucune distinction entre les « actions détachées du registre à souche de la société

« et celles qui y seraient encore adhérentes, il
« importe peu, pour que le droit soit dû, que les
« titres des actions aient été ou n'aient pas encore
« été détachés de la souche ».

Au surplus, le Tribunal de la Seine, revenant sur ses précédentes décisions, a confirmé notre manière de voir par un jugement du 1^{er} avril 1913, qui ne paraît pas avoir été déféré à la censure de la Cour suprême.

« Attendu, porte cette décision, que l'expression
« « Titre » figurant dans l'article 6 de la loi du
« 23 juin 1857 ne peut s'appliquer au droit incor-
« porel même, mais qu'elle en vise l'*instrumentum*
« qui le représente et l'identifie ;

« Attendu, en effet, que ce texte est précédé d'une
« référence au titre II de la loi du 5 juin 1850, qui a
« établi le droit de timbre proportionnel sur les
« valeurs mobilières ;

« Attendu que les titres atteints par la taxe an-
« nuelle sont les mêmes que ceux régis par la loi de
« 1850 et que le droit de timbre, supposant néces-
« sairement l'existence d'un acte matériel, il doit en
« être de même de la taxe annuelle » (Conf. Rouen,
7 décembre 1886. Seine, 10 mars 1893).

Tarif et liquidation de la Taxe

Le taux de la taxe annuelle de transmission, d'abord fixé à 0 fr. 12 0/0 (Loi du 23 juin 1857, art. 6,

2^e alinéa) a été porté successivement à 0 fr. 15 0/0 (loi du 16 septembre 1871, art. 11), puis à 0 fr. 20 0/0, sans addition de décimes (loi du 29 juin 1872, art. 3), et à 0 fr. 25 0/0 (loi du 26 décembre 1908, art. 6) ; il est actuellement de 0 fr. 30 0/0, sans addition de décimes (loi du 29 mars 1914, art. 41, 2^e alinéa).

La taxe est liquidée sur le capital des actions et obligations évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente, et, à défaut de cours dans cette année, au moyen d'une déclaration estimative.

L'article 7 du décret du 17 juillet 1857, applicable aux sociétés étrangères (art. 10, 4^e alinéa), ajoute que « le Cours moyen, qui doit servir de base à la « perception de la taxe, est établi en divisant la « somme des cours moyens de chacun des jours de « l'année, par le nombre de ces cours. A l'égard des « valeurs cotées dans les bourses des départements « et à la Bourse de Paris, il est tenu compte exclusi- « vement des cotes de cette dernière Bourse pour la « formation du Cours moyen ».

Ainsi, le législateur, reconnaissant l'impossibilité d'atteindre le prix de chaque négociation, a organisé deux modes d'évaluation du capital imposable. Lorsque les actions ou obligations ont été négociées à la Bourse pendant l'année précédente, le cours moyen de cette année constitue la base du droit pour l'année suivante, sauf à déduire les sommes à verser pour les titres non libérés (Loi du 30 mars 1872, art 1^{er}).

A défaut de cote pendant l'année précédente, le capital imposable est évalué au moyen d'une déclaration estimative, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

Il a été décidé que, si une valeur n'a été cotée qu'une seule fois pendant l'année, ce cours doit servir de base à la liquidation de la taxe pour l'année suivante.

D'après l'article 80 du Décret du 7 octobre 1890, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 90 du Code de commerce et de la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme, le bulletin de la cote est aujourd'hui divisé en deux parties. L'une, dite officielle, comprend les valeurs que la Chambre syndicale a préalablement reconnu donner lieu ou pouvoir donner lieu sur la place à un nombre suffisant de transactions pour justifier une inscription permanente. Les fonds d'Etat français y sont portés de droit.

Les valeurs non comprises dans cette partie officielle figurent à la deuxième partie.

La cote des valeurs inscrites à la deuxième partie du bulletin n'en présente pas moins un caractère authentique, et il a été reconnu que le cours moyen des titres figurant à cette cote doit servir de base à la perception de la taxe annuelle de transmission.

Du texte de l'article 7 du décret du 17 juillet 1857, il résulte que le cours moyen d'une année ne peut

être établi qu'autant que les actions ou obligations ont été admises à la cote pendant tout le cours de cette année (et cotées au moins une fois). Si l'admission à la cote n'a pas eu lieu pendant toute l'année, on doit recourir à la déclaration estimative, au moins pour partie (Seine, 7 novembre 1893).

Epoques de paiement et durée d'exigibilité de la Taxe

La taxe annuelle de transmission doit être payée par quarts dans les 20 premiers jours de chaque trimestre, pour le trimestre précédent (Loi du 23 juin 1857, art. 7, § 2 et 3; décret du 17 juillet 1857, art. 5, § 3).

Les sociétés sont tenues de faire l'avance de la taxe, sauf leur recours contre les porteurs des titres (Loi du 23 juin 1857, art. 7).

Toute contravention à ces dispositions est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs augmentée de deux décimes et demi (Loi du 23 juin 1857, art. 10).

Du principe que la taxe annuelle de 0 fr. 30 o/o est due, comme forfait, par cela seul que les titres existent, découle cette conséquence que la taxe continue à être exigible tant que les titres peuvent être cédés. C'est ce qu'a décidé d'une manière définitive la Cour de cassation par les trois arrêts solennels du 27 décembre 1877, que nous avons cités à propos de

la taxe d'abonnement au timbre pour les obligations.

Cette Jurisprudence s'applique notamment aux titres des sociétés en liquidation ou en faillite.

Il est manifeste, d'ailleurs, que la dispense accordée par l'article 24 de la loi du 5 juin 1850 aux actions des sociétés improductives ne saurait être étendue à la taxe de transmission établie par la loi du 23 juin 1857, car il est de principe, en matière fiscale, qu'on ne peut pas étendre une disposition d'un cas à un autre, par voie d'induction ou d'analogie, même sous prétexte d'identité (Cass. civ., 10 novembre 1874, D. 75, 1. 115; S. 75.1.132).

Le non paiement de dividendes et d'intérêts, pendant deux ans, par une société, n'a donc pas pour conséquence de soustraire ses titres à l'application de la taxe annuelle de transmission (Cass. 19 janvier 1892; D. 92, 1, 547; S. 92. 1. 593).

Nature du droit de Transmission

Disons en terminant que le droit de transmission constitue un droit de mutation, un droit d'enregistrement, dont l'exigibilité se fonde, non pas, comme celle du droit de timbre, sur la création matérielle des titres, mais sur la cession des valeurs qu'ils représentent.

Comme tel, il est soumis aux dispositions géné-

rales de la loi organique sur l'enregistrement du 22 frimaire an VII, en ce qui concerne notamment, l'application de la prescription biennale en cas d'erreur ou d'insuffisance de perception.

CHAPITRE VI

IMPOT SUR LE REVENU

D'une façon générale, « le revenu » doit être considéré comme la véritable matière imposable, et, du moment où l'impôt doit être réparti en proportion des facultés respectives de chacun, le revenu est encore le meilleur critérium pour déterminer les ressources du contribuable.

Mais, si tout le monde est d'accord sur ce principe, dans la pratique, l'établissement d'un impôt sur le revenu donne lieu aux plus grandes difficultés, ainsi qu'en témoignent les nombreuses discussions auxquelles cette forme d'impôt a donné lieu depuis vingt ans.

C'est à la suite de nos désastres de 1870 que l'Assemblée nationale, après avoir rejeté un projet d'impôt général sur le revenu, analogue à l'*income tax* de l'Angleterre, fut saisie par M. Casimir Périer d'un projet d'impôt sur divers revenus, savoir :

- 1^o Les revenus des valeurs mobilières ;
- 2^o Les traitements et salaires ;

3° Les intérêts des créances ;

4° Les bénéfices commerciaux.

La première cédule comprenait notamment « les
« revenus des valeurs mobilières françaises et étran-
« gères, représentées par des titres de rentes, d'obli-
« gations et d'autres valeurs nominatives ou au por-
« teur émis par des États, des départements, des
« villes, des communes, des Sociétés anonymes ou
« en commandites par actions... à l'exception des
« rentes françaises et effets publics français ».

Ce projet ne laissa aucune trace dans la loi bud-
gétaire du 16 septembre 1871 ; mais, pour l'établis-
sement de son budget de 1872, M. Pouyer-Quertier,
alors Ministre des Finances, reprit la proposition de
frapper d'une taxe de 3 o/o le revenu des valeurs
mobilières proprement dites et voici en quels termes
il justifiait les restrictions apportées par le Gouver-
nement au projet de Casimir-Périer :

« Nous croyons devoir écarter du plan de la Com-
« mission du budget les dispositions exigeant de la
« part du contribuable une déclaration ; mais, nous
« vous proposons l'adoption de la partie du projet
« qui impose un droit sur les dividendes et intérêts
« de toutes les valeurs françaises et étrangères, à
« l'exception de la rente sur l'Etat... Nous le décl-
« rons formellement, nous ne voulons pas établir en
« France, quand nous avons les moyens de le perce-
« voir autrement, l'impôt existant chez nos voisins,

« impôt vexatoire, inquisitorial, qui suscite en
« Angleterre et aux Etats-Unis les plus vives contro-
« verses ».

Quantum mutatus ab illo !

Et combien sont différentes les déclarations gouvernementales aujourd'hui formulées sous la pression des nécessités budgétaires les plus impérieuses !

En 1872, l'accord entre le Ministre, la Commission du budget et l'Assemblée nationale, aboutit, après de nombreux incidents, au vote de la loi du 29 juin 1872 ainsi conçue :

« Article premier. — Indépendamment des droits
« de timbre et de transmission établis par les lois
« existantes, il est établi, à partir du 1^{er} juillet 1872,
« une taxe annuelle et obligatoire :

« 1^o Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous
« autres produits des actions de toute nature, des
« sociétés, compagnies ou entreprises quelconques,
« financières, industrielles, commerciales ou civiles,
« quelle que soit l'époque [de leur création ;

« 2^o Sur les arrérages et intérêts annuels des
« emprunts et obligations des départements, com-
« munes et établissements publics, ainsi que des
« Sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus
« désignées ;

« 3^o Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels
« des parts d'intérêt et commandites dans les

« Sociétés, Compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions. »

.

Article 4. — « Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des Sociétés, Compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

« Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

« Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

« Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi ».

C'est le décret du 6 décembre 1872, rendu en exécution de ce dernier article, qui a déterminé le mode de paiement et de liquidation de l'impôt.

Signalons tout de suite que le législateur a employé des formules éminemment générales, qui révèlent clairement l'intention d'atteindre les actions ou les

obligations de toute Société ou compagnie, de tout établissement, de toute entreprise quelconque dont l'organisation ou le fonctionnement peut comporter une création de valeurs mobilières.

Ces valeurs se distinguent ordinairement des capitaux placés entre les mains de simples particuliers par la sécurité du placement, l'éloignement de l'échéance, le taux régulier de l'intérêt, et, dans la plupart des cas, par les facilités accordées au créancier pour la négociation publique ou privée de sa créance. C'est à ces divers titres que le législateur leur a demandé des taxes spéciales.

A ce point de vue et d'après les textes mêmes, les Sociétés françaises et étrangères sont soumises aux mêmes dispositions législatives et réglementaires, sous la seule différence que les Sociétés françaises payent l'impôt sur la totalité des intérêts et dividendes distribués, tandis que les Sociétés étrangères ne le supportent que sur une fraction de leurs bénéfices proportionnelle à la quotité imposable de leur capital.

Nous examinerons successivement les conditions d'exigibilité de cet impôt, en distinguant : 1° les actions, 2° les bénéfices distribués aux membres des conseils d'administration, 3° les obligations et emprunts (Lots et primes de remboursement) puis le mode de liquidation, les époques de payement, les pénalités et la prescription.

Dans une section spéciale, nous étudierons le régime imposé aux Sociétés étrangères dont les titres ne circulent pas en France, mais qui possèdent des biens ou font des opérations sur notre territoire.

SECTION I

ACTIONS, OBLIGATIONS, TITRES D'EMPRUNTS

Conditions d'exigibilité de la taxe sur le revenu

§ 1^{er}. — Actions

L'article 4 de la loi du 29 juin 1872 assujettit les actions des sociétés étrangères, sans aucune distinction, à une taxe équivalente à celle qui est établie sur le revenu des valeurs françaises.

Peu importe le caractère civil ou commercial de la société : du moment où son capital est divisé en actions, elle est tenue de l'impôt sur les bénéfices et tous autres produits qu'elle distribue à ses associés.

La réalisation d'un bénéfice est de l'essence de tout contrat de société (C. civ. art. 1832).

Or, le bénéfice consiste, en fait et en droit, suivant la définition des auteurs, dans la différence qui existe entre la valeur du « fonds social au moment où la société a commencé et cette même valeur à « un moment donné de sa durée » (Dalloz, V^o Société, n^o 384).

La même explication est fournie par Pardessus (t. IV, n° 999), Duvergier (n° 220) et par Paul Pont (n° 428). « Il y a bénéfice, enseigne ce dernier auteur, « lorsque, comparaison faite de l'actif au jour de la « formation de la société avec l'ensemble des valeurs « sociales au moment de la liquidation, on trouve « une différence en plus, un excédent. Cet excédent, « sauf, bien entendu, déduction des frais de gestion « et des dettes communes, constitue les bénéfices « réalisés, le profit auquel chaque associé a le droit « de participer ».

Le bénéfice comprend donc tout ce qui, dans l'actif d'une société, excède les apports originaux ou supplémentaires des associés.

Pour le déterminer, il importe essentiellement de distinguer avec soin le capital social du fonds social.

Dans le sens juridique du mot, le capital social ne s'entend que des apports effectués personnellement par les associés pour être employés aux affaires de l'entreprise. Il sert de garantie aux tiers qui traitent avec l'association, et ne saurait être augmenté sans le consentement des associés, manifesté expressément, soit dans les statuts, soit dans une résolution ultérieure.

Le fonds social, au contraire, peut recevoir une extension plus grande que le capital, notamment par le seul effet des actes de la société agissant en

son nom comme personne civile. Il comprend non seulement les choses mises en commun par les associés, c'est-à-dire le capital social, mais encore la plus-value des apports, ainsi que toutes les acquisitions faites à un titre quelconque par la société.

C'est la différence existant, à un moment donné, entre le capital social et le fonds social, tels qu'ils viennent d'être définis, qui constitue le bénéfice réalisé.

Les bénéfices peuvent avoir des origines diverses. Ils se composent de tous les gains, profits ou avantages pécuniaires ou appréciables en argent que le travail, la spéculation, des combinaisons favorables retirent d'une affaire ou d'une entreprise quelconque, aussi bien que de la plus-value que le cours naturel des choses et le développement de la fortune publique peuvent donner au fonds commun. À ce titre, le fonds de réserve, l'accroissement de valeur du capital social sont des produits qui ont le caractère de bénéfices. Il en est ainsi également de tous les biens meubles ou immeubles qui entrent dans le patrimoine de la société par suite d'acquisitions. Peu importe que l'acquisition ait lieu à titre onéreux. Dès qu'elle augmente le fonds social, elle procure un bénéfice dans le sens juridique du mot.

Les actions de jouissance sont, comme les actions de capital, sujettes à la taxe, à raison des dividendes qu'elles produisent. C'est ce qui a été décidé par la

Cour de cassation pour les Bons de délégation du Canal de Suez (cass. req. 24 juillet 1893. D. 94.1.75). Cet arrêt est fondé sur ce que les 120.000 délégations dont il s'agissait, ayant eu pour objet de négocier la valeur des coupons détachés des actions appartenant au vice-roi d'Egypte, procuraient aux délégataires les mêmes avantages que les actions et constituaient de véritables actions de jouissance temporaire.

Pour des motifs analogues, les parts de fondateur qui ne sont, en réalité, que des actions bénéficiaires, tombent également sous l'application des dispositions générales de l'article 4 (comp. cass. req. 15 juin 1915).

Enfin, dans la société en commandite par actions, la taxe atteint également toutes les actions, même celles qui sont détenues par le Gérant. •

Fait générateur de l'impôt

Mais il ne suffit pas, pour donner ouverture à la taxe, qu'une société réalise des bénéfices ; il faut, en outre, qu'elle les distribue entre ses actionnaires. C'est la distribution des bénéfices sociaux aux actionnaires qui constitue le fait générateur de l'impôt. Jusqu'à cette distribution, les bénéfices constituent bien des produits de l'entreprise commune, mais non des produits de l'action.

Ce principe a été consacré par une longue série d'arrêts (Voir notamment, cass. 21 avril 1879. S. 79.1.327 ; 7 juin 1880, 2 arrêts, et 21 juin 1880. S. 80.1.473 et 476. S. 81.1.130 ; D. 80.1.465 ; Cass. 28 mai 1884 ; D. 84.1.465).

La distribution résulte de tout événement qui fait passer une valeur quelconque du patrimoine de la société dans le patrimoine distinct de l'associé. Elle peut avoir lieu de plusieurs manières.

Le plus souvent elle se fait en nature, c'est-à-dire par voie de paiement en espèces de la somme représentant les bénéfices. Elle procède également de toute résolution ou opération par l'effet de laquelle les bénéfices sont l'objet d'une appropriation individuelle de la part des associés. « La perception, porte « un arrêt de la Chambre civile du 28 mai 1884, a « pour cause déterminante la répartition qui fait « passer du patrimoine social dans l'avoir personnel « des associés ou actionnaires les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions « de toute nature des sociétés financières, industrielles, commerciales et civiles ».

En résumé, il suffit, pour l'application de la taxe, que les associés aient touché ou se soient approprié d'une manière quelconque, en leur qualité d'actionnaires ou d'associés, les bénéfices ou produits réalisés par la société.

D'autre part, il n'y a pas lieu de rechercher, pour

l'application de la taxe, l'origine ou la nature des produits mis en distribution. Les termes généraux et absolus de la loi embrassent tous les produits sans aucune exception, et il est de règle constante qu'il n'est pas permis de distinguer là où la loi ne distingue pas (Conf. cass. Req. 18 mars 1879. S. 79.1.278 et arrêts précités des 7 et 21 juin 1880).

Ces principes se trouvent nettement résumés dans un arrêt de la Chambre civile du 8 janvier 1889 (D. 89.1.131) ainsi conçu :

Sur le premier moyen :

« Attendu que des constatations du jugement
« attaqué il résulte que le 18 juillet 1881, la Compa-
« gnie Anonyme des Dombes et des chemins de fer
« du Sud-Est a cédé à la Compagnie des chemins de
« fer Paris-Lyon-Méditerranée toutes les lignes de
« son réseau à la condition notamment, par cette
« Compagnie :

« 1° De prendre à sa charge le service de 80.000
« obligations émises par la compagnie des Dombes ;
« 2° de remettre aux actionnaires de cette Compa-
« gnie un certain nombre d'obligations du type
« fusion nouvelle de la Compagnie des chemins de
« fer Paris-Lyon-Méditerranée, nombre à déterminer
« ultérieurement d'après les bases fixées au traité ;

« Attendu que le traité de cession du 18 juillet
« 1881 a été approuvé par une loi du 20 novembre
« 1883, par une assemblée générale extraordinaire

« des actionnaires de la Compagnie des Dombes et
« des chemins de fer du Sud-Est ; que cette dernière
« assemblée a nommé liquidateurs les sieurs Lucien
« et Daniel Mangini, en leur conférant les pouvoirs
« les plus étendus pour réaliser les valeurs de la
« société et en faire la répartition entre les action-
« naires, ainsi que pour représenter la société
« devant les tribunaux et exercer tous ses droits ;
« qu'elle a décidé que, dans le mois qui suivrait la
« remise des obligations de la compagnie Paris-Lyon-
« Méditerranée, il serait fait aux actionnaires une
« première répartition qui comprendrait, pour
« chaque action, une attribution de trois obligations
« et un tiers, sous réserve d'une nouvelle réparti-
« tion à faire après la réalisation des biens et valeurs
« non compris dans la cession consentie à la Compa-
« gnie Paris-Lyon-Méditerranée ».

« Attendu que la Compagnie Paris-Lyon-Méditer-
« ranée ayant remis à celle des Dombes et des che-
« mins de fer du Sud-Est, le 12 mai 1884, les obliga-
« tions du type de la fusion nouvelle formant le prix
« de la cession du réseau de cette dernière, il a été
« procédé entre les actionnaires de la Compagnie des
« Dombes à la première répartition prévue dans
« l'assemblée générale du 23 janvier 1884 ;

« Attendu que le nombre des actions étant de
« 25.000 et chaque action devant recevoir trois obli-
« gations et un tiers de la Compagnie Paris-Lyon

« Méditerranée, le nombre de ces obligations attri-
« buées aux actionnaires de la Compagnie des Dombes
« a été de 83.333 et un tiers, représentant, d'après
« le cours de la Bourse, au jour de la remise des
« titres, soit 363 fr. 125, une valeur totale de
« 30.260.415 fr. 45.

« Attendu que les actionnaires de la Compagnie
« des Dombes n'ayant versé que 500 francs, » par
« action, soit, en tout, 12.500.000 francs » et les
« liquidateurs ayant mis en réserve, d'autre part,
« les sommes nécessaires pour acquitter les dettes
« sociales, il s'est trouvé que le fonds social avait
« augmenté de valeur et que cette augmentation de
« valeur était égale au montant de la différence entre
« la somme de 30.260.415 fr. 45 et celle de
« 12.500.000 francs soit 17.760.415 fr. 45 ;

« Attendu que dans cet état des faits, la double
« condition à laquelle la loi du 29 juin 1872 soumet
« l'exigibilité de la taxe sur le revenu, à savoir : l'exis-
« tence d'un bénéfice social et la distribution de ce
« bénéfice social aux associés, s'est réalisée dans
« l'espèce, puisque la distribution aux actionnaires
« de la Compagnie des Dombes de la plus-value que
« le fonds social avait acquise a bien constitué la
« répartition du bénéfice passible de la taxe.

« Attendu, en droit, en effet, que les termes géné-
« raux et absolus des articles 1 et 2 de la loi précitée
« assujettissent à la taxe de 3 o/o la distribution par

« les sociétés, sous quelque forme et à quelque
« époque de leur existence qu'elle ait lieu, de tous
« les produits et bénéfices qu'elles ont réalisés, sans
« faire aucune distinction à raison, soit de l'origine,
« soit de la nature de ces produits : qu'il importe
« peu que les obligations distribuées aient fait partie
« intégrante du fonds social de la Compagnie des
« Dombes ; que les bénéfices et produits que la loi
« du 29 juin 1872 a voulu atteindre ne consistent
« pas seulement dans les fruits et revenus périodiques, mais aussi dans l'augmentation même du
« patrimoine commun, du moment que la Société
« fait volontairement passer dans le patrimoine personnel des associés l'excédent de valeur que le
« fonds social a obtenu ;

« Attendu qu'il n'y a pas à se préoccuper du point
« de savoir si l'accroissement de valeur du fonds
« social provient du « fonctionnement normal de la
« société ou d'une cause étrangère ; que ce serait
« rechercher l'origine et la nature des bénéfices et
« produits pour arriver à faire des distinctions que
« la loi n'a pas faites et que par conséquent elle a interdites ;

« Attendu qu'il n'importe pas davantage que la
« répartition du bénéfice n'ait eu lieu qu'après la
« dissolution de la société et qu'elle ait coïncidé avec
« la première opération de partage des valeurs sociales ; que ce partage n'a été, pour les intérêts

« sés, en même temps qu'ils reprenaient leurs ap-
« ports, que le moyen de faire passer dans leur
« propre patrimoine les bénéfices jusque-là compris
« dans le patrimoine de la société ;

« Attendu, d'autre part, que la taxe est exigible
« quand la répartition a lieu, quel que soit le mo-
« ment de la durée de la société où elle s'effectue ;
« que toute société subsiste comme être moral, pour
« les besoins de sa liquidation, tant que cette liqui-
« dation n'est pas terminée ; qu'ainsi la Compagnie
« des Dombes, quand la distribution des obligations
« que la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée lui
« avait remises et que la Compagnie des Dombes a
« reçues en paiement du prix de son réseau et de
« tous ses autres biens, a été faite entre ses action-
« naires par les soins de ses liquidateurs, conti-
« nuait d'exister ; qu'il suit de là que la taxe de 3 o/o
« à laquelle la loi du 29 juin 1872 assujettit les béné-
« fices et tous autres produits des sociétés, était exi-
« gible sur la répartition aux actionnaires de la
« Compagnie des Dombes des obligations sus énon-
« cées pour toute la valeur dont le montant du fonds
« social augmenté excédait le montant de l'apport
« originaire des associés ».

Spécialement, l'affectation de tout ou partie des bénéfices annuels à la formation d'un fonds de réserve ne constitue pas une distribution passible de la taxe, puisqu'elle n'implique aucune appropriation

privative au profit des associés. Mais, l'impôt devient exigible, dès lors que les produits ainsi capitalisés sortent du fonds de réserve pour entrer dans l'avoir personnel de chaque actionnaire. En arrivant aux mains des associés, les bénéfices incorporés au fonds de réserve reprennent leur caractère de produits d'actions, au sens strict du mot, et, par suite, deviennent passibles de l'impôt. Cette règle a reçu, en jurisprudence, de nombreuses et importantes applications.

Ainsi, lorsqu'une société emploie les sommes portées au fonds de réserve à la création d'actions nouvelles qui sont réparties entre les associés, cette opération a incontestablement le caractère d'une distribution de bénéfices et rend exigible la taxe (Cass. Req., 26 septembre 1887 ; S. 89.1.87).

Il en est de même lorsque les bénéfices capitalisés sous forme de compte d'accroissement au moyen d'une retenue annuelle sur les dividendes sont ultérieurement affectés à l'augmentation du capital de la société et donnent lieu à la délivrance de nouveaux titres d'actions. L'attribution au capital social des bénéfices précédemment accumulés au compte d'accroissement suppose, en effet, nécessairement l'appropriation préalable de ces profits par les associés. Les sommes qui font l'objet de cet emploi perdent, sans doute, leur caractère de bénéfices, par le fait même de leur affectation au capital de la

Société ; c'est véritablement à titre d'apports qu'elles entrent dans ce capital. Mais, « un tel changement « dans leur caractère et dans leur affectation n'a pu « évidemment se produire que par le consentement « exprès des associés qui se les sont appropriées « pour en disposer selon leur volonté, et qui ont « versé d'une main à la Société, sous forme de capital social, ce qu'ils sont censés avoir reçu de « l'autre à titre de bénéfices » (M. Primot, *Actions et Obligations*, n° 820).

En un mot, l'augmentation du capital au moyen des bénéfices mis en réserve implique, par elle-même, l'appropriation par les associés et, par suite, la distribution de ces produits, ce qui suffit pour déterminer l'exigibilité de l'impôt (Cass., 7 juin 1880, 2 arrêts précités, 8 mars 1898. S. 98. 1. 532, 22 février 1904, 3 avril et 24 juillet 1911. Telle était la jurisprudence constante de la Cour de cassation, suivie jusqu'en 1912 par tous les tribunaux secondaires, lorsque, le 17 mai de cette année, le tribunal de Lille a jugé, pour la société anglaise « Compagnie Impériale et Continentale du Gaz », que l'augmentation du capital social au moyen d'un prélèvement sur les réserves et l'attribution d'actions nouvelles ne constituent pas une répartition indirecte de bénéfices, parce que, d'une part, loin d'être distribuées, les réserves prélevées se trouvent immobilisées au profit de la société et ne

sortent pas de ses caisses, et que, d'autre part, les associés ne retirent de ce fait aucun avantage réel.

Le tribunal de Saint-Quentin a rendu un jugement dans le même sens le 6 mai 1914.

Ces décisions, isolées jusqu'ici, ont causé une certaine surprise. Elles ne nous paraissent pas fondées.

Dans l'espèce jugée par le tribunal de Saint-Quentin, la société anonyme Saint-Quentinoise d'éclairage, de chauffage, de force motrice et de distribution d'eau avait, conformément à une délibération de l'assemblée générale des actionnaires du 30 novembre 1912, prélevé sur le fonds de réserve une somme de 1.100.000 francs « pour la porter au compte capital. Par suite, le capital social avait été élevé de 1.100.000 francs » à 2.200.000 francs « et, pour établir la concordance entre ce chiffre et la valeur nominale de l'ensemble des titres, chaque action avait été portée de 500 à 1000 francs ».

D'après le jugement ;

1° La décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 1912 n'a eu ni pour but, ni pour résultat de dissimuler une distribution effective de dividendes ;

2° En tous cas, la détention des nouvelles actions n'a procuré aux actionnaires ni avantage pécuniaire, ni appropriation privative.

Il est à noter que la décision du tribunal de Saint-Quentin s'est inspirée du jugement de Lille, dont

elle reproduit en plus d'un point, presque textuellement, les considérants. On peut les résumer de la manière suivante :

1° L'appropriation individuelle des bénéfices sociaux par les actionnaires, indispensable pour justifier l'application de la taxe de 4 o/o, ne se rencontre pas dans l'espèce.

L'opération dont il s'agit ne constitue qu'une fiction insuffisante pour fournir une base sérieuse à la perception de l'impôt.

La supposition d'après laquelle les actionnaires auraient, après avoir reçu individuellement leur part dans les 1.100.000 francs tirés du fonds de réserve, consenti à le reverser immédiatement dans la caisse sociale, en échange d'actions nouvelles, est absolument contraire à la réalité des faits.

La décision a été prise à l'assemblée du 30 novembre 1912 par 22 actionnaires seulement représentant 1.201 actions, et, si ces 22 membres pouvaient, en vertu des statuts, ordonner la répartition des 1.100.000 fr. « à titre de dividendes, ils n'avaient ni qualité, ni pouvoir pour obliger les membres absents à consentir à l'apport immédiat à la société de la fraction leur revenant dans cette répartition et à recevoir les actions nouvelles en échange. Dès lors, si à l'égard de la personne morale « Société », le virement des 1.100.000 » francs du compte « Réserve » au compte « Capital » a créé une situation identique à celle qui

serait résultée d'une distribution fictive suivie d'un nouvel apport également fictif, il n'en est pas de même à l'égard des actionnaires qui ne doivent l'impôt qu'autant que la dite somme de 1.100.000 fr., ayant perdu le caractère de bénéfices sociaux par l'effet d'une répartition individuelle, aurait été transformée en produits d'actions constituant seuls la matière imposable.

2° En admettant même que la remise de nouvelles actions à chaque actionnaire puisse être assimilée à une distribution de dividendes, la perception de la taxe ne serait justifiée qu'autant que cette remise comporterait pour lui un enrichissement. Or, le doublement de l'action, correspondant au doublement du chiffre du capital social, ne modifie pas leur rapport antérieur, et l'action n'augmentant pas de valeur, représente toujours la même fraction du capital social, dont l'appropriation privative n'aura lieu que lors de la dissolution de la société.

La Régie n'établit donc pas que la répartition comportait un avantage pécuniaire pour l'actionnaire. Il faudrait, en effet, pour administrer cette preuve, démontrer non seulement que le détenteur de la nouvelle action a touché des dividendes et que la vente de ce titre a pu faire entrer une certaine somme dans son patrimoine, mais encore que ces avantages sont supérieurs à ceux qu'il aurait retirés de la négociation d'une ancienne action.

Autrement on en arriverait à soumettre à l'impôt toute négociation d'action, dès lors que l'actif social dont elle représente une fraction comprendrait des bénéfices sociaux réservés. Or, une semblable interprétation est inadmissible puisque l'actionnaire se trouve, par le fait du transfert, non seulement investi de tous les droits qui appartenaient à son cédant dans le fonds social, mais également assujetti à tous les risques et à toutes les obligations dont celui-ci était tenu, ce qui exclut la possibilité de déterminer, avant liquidation, le chiffre exact des bénéfices.

Cette argumentation ne nous semble pas probante.

Pour qu'il y ait répartition de bénéfices, sujette à l'impôt, il suffit que la société transmette à ses actionnaires, soit directement soit indirectement, la propriété, avec ou sans la possession, d'une partie de l'actif social.

L'affectation volontaire des bénéfices à l'augmentation du capital social et la remise d'actions nouvelles aux actionnaires, proportionnellement aux actions anciennement possédées par eux, ont été jugées par la Cour de cassation comme constituant essentiellement une distribution tombant sous l'application de la loi du 29 juin 1872.

C'est donc à tort et contrairement à une jurisprudence bien établie que le tribunal de Saint-Quentin prétend ne trouver dans une telle opération qu'une fiction insuffisante pour justifier la réclamation de

l'impôt. Son interprétation est la négation pure et simple de la théorie développée avec tant de force et de compétence par M. le conseiller Voisin, dans son rapport sur les affaires qui ont motivé les deux arrêts du 7 juin 1880. Comme le remarquait l'éminent magistrat, le capital social n'est autre chose que la somme des apports individuels des associés. Or, qui dit apport, dit passage d'un bien de la tête de l'apporteur sur celle de la société. L'apport ne peut donc avoir pour objet qu'une somme appartenant à son auteur et dont celui-ci dispose au profit de l'être moral. Dans ces conditions, quand l'assemblée générale des actionnaires décide de prélever une certaine somme sur les réserves, c'est-à-dire sur les bénéfices accumulés, pour en augmenter le capital, et par suite, les apports individuels des associés, il faut forcément que la somme ainsi distraite des réserves ait passé, ne fût-ce qu'un instant de raison, sur la tête de chaque actionnaire, que la propriété en ait été conférée aux associés ; sans quoi, ceux-ci n'auraient pu en disposer pour en faire l'objet d'un nouvel apport personnel.

Le virement du compte « Réserve » au compte « Capital » d'une partie des bénéfices réalisés a eu pour effet de consolider dans le patrimoine des associés, qui se les sont ainsi appropriés, ces bénéfices dont le Conseil d'administration pouvait jusque-là disposer, en vertu des statuts, soit pour faire face à

des pertes, soit pour procéder à des augmentations de matériel.

Quant à la question de savoir si les résolutions votées le 30 novembre 1912 ont enrichi le patrimoine personnel des associés des 1.100.000 francs de bénéfices qui ont été ajoutés au capital social, le tribunal ne semble pas l'avoir exactement envisagée. Il a perdu de vue que le fait générateur de l'impôt sur le revenu réside, non pas dans la réalisation des bénéfices, mais dans leur distribution par la société aux actionnaires ou associés. Dès lors, ce qu'il faut considérer, pour l'exigibilité de la taxe, c'est la situation des actionnaires vis-à-vis de l'être moral société.

Sans doute, ce n'est pas la délibération du 30 novembre qui a augmenté la valeur réelle de l'action en portant à 1.000 francs sa valeur nominale initiale de 500 francs. Cette valeur réelle a augmenté progressivement, au fur et à mesure de l'augmentation des dividendes annuels distribués et des bénéfices mis en réserve. Mais, tandis que les dividendes mis en distribution ont seuls jusqu'ici supporté la taxe de 4 o/o, les bénéfices portés au compte « Réserves » ont échappé à l'application de la loi jusqu'au jour où, par l'effet de la délibération de l'Assemblée générale du 30 novembre 1912, ils sont entrés dans le patrimoine des actionnaires.

En droit fiscal, l'opération se traduit de la manière suivante :

Chaque actionnaire avait apporté. . .	500 fr.
Il reçoit, par suite du virement opéré, une	
action libérée de.	1.000 fr.
D'où un bénéfice distribué de	500 fr.

En d'autres termes, si la valeur réelle de l'action n'a pas changé, le patrimoine de l'actionnaire vis-à-vis de la société se trouve augmenté d'une somme de 1.100.000 francs, sur laquelle la taxe du revenu est exigible.

La décision du tribunal de Saint-Quentin a, d'ailleurs, été déférée à la Cour de cassation.

**Bénéfices affectés au paiement de la dette
des actionnaires**

Les bénéfices qu'une société affecte au paiement d'une dette de l'actionnaire tombent également sous le coup de la loi, car le résultat est le même que si l'actionnaire, après avoir touché en nature sa part du dividende distribué, l'avait employée à désintéresser son créancier (Cass. req. 21 avril 1879. S. 79.1.327).

La Cour de cassation a fait une application remarquable de cette règle, en matière de société étrangère, au Crédit foncier égyptien, en décidant que la société, qui consent à supporter personnellement et sans recours le droit de transmission et la taxe sur le revenu, procure par le fait à ses actionnaires un supplément de bénéfices passible de la taxe

sur le revenu (Cass. req. 5 décembre 1899. D. 1900. 1.545 ; S. 1900.1.465).

Récemment, cette jurisprudence a été affirmée et étendue dans 4 arrêts de la Cour de Cassation, d'après lesquels il importe de comprendre dans le chiffre sur lequel la taxe doit être liquidée, le montant des impôts retenus par une société étrangère pour le compte de ses actionnaires, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les impôts payés en France et ceux acquittés à l'étranger (Cass. civ. 29 juillet 1912).

Nous croyons utile d'ajouter ici que le droit de timbre des actions étant une charge de la société et non des actionnaires, le versement de ce droit par la société ne procure aucun bénéfice indirect aux actionnaires.

§ II. — Bénéfices distribués aux membres des conseils d'Administration

L'article 12 de la loi du 13 juillet 1911 a ajouté un quatrième paragraphe à l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872, en vue d'assujettir à la taxe sur le revenu « les bénéfices qui, par suite des dispositions
« statutaires, sont distribués aux membres des con-
« seils d'Administration des sociétés, compagnies et
« entreprises désignées dans les paragraphes précé-
« dents. »

Le texte même de l'article 12 en limitait nécessai-

rement l'application aux bénéfices distribués aux membres des conseils d'Administration des sociétés, compagnies et entreprises françaises, qui sont seules visées par les trois premiers paragraphes de l'article premier de la loi du 29 juin 1872. Il ne permettait pas d'atteindre les bénéfices distribués aux membres des conseils d'Administration des sociétés, compagnies et entreprises étrangères, qui ne sont soumises à une taxe équivalente à celle dont est frappé le revenu des valeurs françaises que par l'article 4 de la loi du 29 juin 1872.

L'article 12 de la loi du 30 décembre 1916 comble cette lacune.

Il dispose qu'à partir du 1^{er} janvier 1917, les bénéfices qui, par suite de « dispositions statutaires, « sont distribués aux membres des conseils d'Admi-
« nistration des sociétés, compagnies et entreprises
« étrangères visées au premier alinéa de l'article 3
« du décret du 6 décembre 1872, sont soumis à une
« taxe équivalente à celle qui est établie par l'ar-
« ticle 12 de la loi du 13 juillet 1911 sur les bénéfices
« distribués aux administrateurs des sociétés fran-
« çaises ».

Toutefois il limite la perception de la taxe à la quote-part des bénéfices distribués « à ceux des
« membres de leur conseil d'administration qui
« sont domiciliés en France ou qui y résident ».

Il résulte du texte de la nouvelle disposition :

1° Qu'elle n'est applicable qu'aux sociétés, compagnies et entreprises étrangères visées par l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, c'est-à-dire aux sociétés, compagnies, et entreprises étrangères dont les titres sont cotés ou circulent en France (ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France) ;

2° Qu'à la différence de la taxe qui frappe les autres dividendes, intérêts ou produits distribués par ces sociétés, la taxe n'est pas liquidée d'après une quotité fixée par le ministre des Finances, mais atteint l'intégralité des bénéfices distribués aux membres des Conseils d'Administration qui sont visés par la loi ;

3° Que les seuls membres des Conseils d'Administration des sociétés, compagnies et entreprises étrangères ci-dessus désignées qui soient passibles de la taxe sont ceux qui sont domiciliés ou qui résident en France ;

4° Qu'il n'y a pas à s'occuper de la nationalité des membres des Conseils d'Administration et que la taxe est due sur les bénéfices alloués à l'un de ces membres, dès lors qu'il remplit la condition de domicile ou de résidence, seule imposée par la loi.

§ III. — Obligations

Lots et Primes de remboursement

A) *Obligations.* — Pour les intérêts ou arrérages des obligations et emprunts, comme pour les dividendes et bénéfices des actions, c'est la mise en distribution du revenu qui constitue le fait générateur de l'impôt.

La seule échéance des intérêts ne suffit point à déterminer l'exigibilité de l'impôt ; il faut de plus qu'ils soient payés ou distribués d'une manière quelconque. Telle est la règle que la Cour de cassation a formellement consacrée par un arrêt du 19 janvier 1887 (S. 87.1.487).

Il existe toutefois une différence entre les deux espèces de titres :

Lorsqu'une société prend à sa charge l'impôt sur le revenu sans exercer son recours contre les actionnaires, il y a lieu, d'après la Cour de cassation, de considérer comme un produit distribué les sommes employées à ce paiement et de les ajouter au montant des dividendes répartis pour la liquidation de la taxe.

L'application de cette jurisprudence n'a pas paru susceptible d'être étendue à la liquidation de la taxe sur le revenu des obligations.

Il y a lieu de remarquer, en effet, qu'à la différence

du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872, qui soumet à la taxe « les intérêts, dividendes, « revenus et tous autres produits des actions », le paragraphe 2 n'y assujettit expressément que « les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations. Or, si le paiement effectué à la décharge de l'obligation constitue sans aucun doute un profit indirect pour celui-ci, il ne semble pas possible d'assimiler ce bénéfice à un supplément d'intérêt dans l'acception juridique et nettement déterminée que comporte cette expression (D. M. F. 28 août 1878 ; D. P. 81.5.390 ; Comp. Cass. civ. 15 nov. 1893 ; S. 95.1.193 ; D. 94.1.161).

Par contre, il est certain que si, l'intérêt ayant été fixé à un taux déterminé, la société retient sur le montant du coupon les impôts dont elle fait l'avance et ne paye que la différence à l'obligataire, la taxe est due, non pas seulement sur l'intérêt net distribué, mais sur la valeur totale du coupon de l'obligation. C'est là une conséquence directe de la règle de perception tracée par les arrêts : la situation est absolument la même que si le créancier, après avoir touché l'intégralité de l'intérêt fixé, avait effectué lui-même le versement de l'impôt dont son revenu est grevé. Le fait de la société d'avoir acquitté une dette pour le compte de l'obligataire n'empêche pas que ce dernier ait été approprié de la totalité de l'intérêt auquel il avait droit.

En un mot, quelle que soit la façon dont procède la société, qu'elle conserve à sa charge les impôts incombant de droit aux obligataires ou qu'elle les retienne lors du paiement du coupon, la taxe est due, en toute hypothèse, sur l'intérêt nominal, c'est-à-dire sur l'intérêt stipulé au contrat de prêt, sans aucune déduction, comme sans aucune majoration, du chef des impôts avancés par la société avec ou sans recours contre ses prêteurs. La pratique est universellement établie en ce sens.

Ces principes ne sont pas spéciaux aux sociétés françaises ; ils s'appliquent également aux sociétés étrangères dont les titres circulent en France, puisque, par l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 et l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, le législateur a clairement manifesté son intention, affirmée déjà dans l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 relatif aux droits de timbre et de transmission, de soumettre à un traitement égal les valeurs françaises et étrangères.

Dans cet ordre d'idées, la Cour de cassation (ch. civile) a spécialement reconnu que lorsqu'une société étrangère retient sur le montant du coupon dû à ses obligataires les impôts qu'elle a payés pour eux à l'étranger, il n'y a pas lieu de déduire ces impôts de la valeur nominale du coupon pour la perception de la taxe sur le revenu (3 arrêts. Compagnies des chemins de fer espagnols, 29 juillet 1912, déjà cités).

B) *Lots et primes de remboursement.* — Les lots et primes de remboursement ont été assujettis à la taxe du revenu par l'article 5 de la loi du 21 juin 1875, ainsi conçu :

« Sont assujettis à la taxe de 3 o/o établie par la
« loi du 29 juin 1872, les lots et primes de rembour-
« sement payés aux créanciers et aux porteurs d'o-
« bligations, effets publics et tous autres titres d'em-
« prunt.

« La valeur est...

« ...

« Sont applicables à la taxe établie par le présent
« article les dispositions des articles 3, 4 et 5 de la
« loi du 29 juin 1872. »

D'autre part, le règlement d'administration publique du 15 décembre 1875 stipule (art. 5) :

« Les dispositions des articles ci-dessus sont appli-
« cables aux sociétés, compagnies, entreprises, cor-
« porations, villes et provinces étrangères, ainsi
« qu'à tous autres établissements publics étrangers
« assujettis à la taxe de 3 o/o sur le revenu. »

Les lots et primes de remboursement payés aux porteurs d'obligations ou autres titres d'emprunt ne sont, dans la réalité des faits, que des intérêts ou des arrérages réservés et répartis selon un mode particulier. C'est pourquoi ils sont soumis à la taxe sur le revenu comme les arrérages et intérêts.

Il n'y a lieu de signaler aucune règle particulière à leur égard.

La Cour de cassation a décidé, pour les primes de remboursement comme pour les intérêts des obligations, que la loi avait une portée générale et atteignait toutes les obligations amorties avec prime, sans qu'il y ait lieu de faire état, notamment, de ce que les obligataires restaient, dans certains cas, porteurs d'obligations nouvelles et par conséquent créanciers de l'établissement emprunteur (Req. 24 janvier 1898. S. 98.1.529 ; D. 98.1.276 ; Conf. Req. 5 décembre 1899. S. 1900.1.465).

Enfin, la règle qui résulte des quatre arrêts précités du 26 juillet 1912 s'applique également aux lots et primes de remboursement:

Tarif et liquidation

Fixée d'abord à 3 o/o par la loi organique du 29 juin 1872, article 3, la quotité de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières a été portée à 4 o/o par l'article 4 de la loi de finances du 26 décembre 1890.

D'autre part, l'article 20 de la loi du 25 février 1901 a élevé à 8 o/o la taxe établie par l'article 5 de la loi du 21 juin 1875 sur les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunts.

Enfin, les articles 33 et 42 de la loi du 29 mars 1914, que nous examinerons plus loin, ont fixé à 5 o/o la taxe établie par les articles 31 et 34 de la même loi sur le revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées.

Les nécessités financières ont obligé le législateur à relever encore ces tarifs. L'article 11 de la loi du 30 décembre 1916 a porté de 4 o/o à 5 o/o le tarif applicable au revenu des valeurs mobilières françaises et des valeurs mobilières étrangères abonnées ; de 5 o/o à 6 o/o le tarif applicable au revenu des valeurs mobilières étrangères non abonnées ; de 8 o/o à 10 o/o le tarif applicable aux lots.

Aux termes de l'article 2 de la loi de juin 1872, le revenu imposable est déterminé « pour les actions, « par le dividende fixé d'après les délibérations des « assemblées générales d'actionnaires ou des con- « seils d'administration, les comptes rendus ou tous « autre documents analogues ».

Ainsi, les délibérations prises par l'assemblée générale des actionnaires figurent au premier rang des documents servant de base à la liquidation de l'impôt sur le revenu.

La détermination du revenu imposable avait été une des difficultés rencontrées par le législateur de 1872 lors de l'établissement de la taxe. Il a écarté, tout d'abord, la déclaration du redevable : « c'est « là, a-t-il dit, une obligation délicate, souvent

« impossible à contrôler, toujours inquisitoriale ». (Exposé des motifs du projet de loi du budget de 1871. *Journal officiel* du 5 décembre 1871, p. 5251). Il a voulu que le revenu soit constaté par des appréciations plus juridiques et moins arbitraires. Tel est le but des dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, qui s'applique aussi bien aux sociétés étrangères qu'aux sociétés françaises, ainsi que l'a formellement reconnu un arrêt de la Chambre civile du 22 avril 1879 (D. 83.1.97), ainsi conçu :

« Attendu qu'aux termes de l'article 14 de la loi
« du 29 juin 1872 par laquelle est établie une taxe
« annuelle et obligatoire de 3 o/o sur le revenu de
« certaines valeurs mobilières, les actions et com-
« mandites des Compagnies étrangères, qui opèrent
« en France ou dont les titres circulent sur le mar-
« ché français, sont soumises à une taxe équiva-
« lente à celle qui est établie sur le revenu des
« valeurs françaises, et que, d'après l'article 3 du
« décret du 6 décembre 1872, portant règlement
« d'administration publique pour l'exécution de la
« loi, les Sociétés et Compagnies étrangères dont les
« titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet
« des biens meubles et immeubles en France, doivent
« la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises
« qui en dépendent et acquittent cette taxe d'après
« une quotité du capital social, fixée par le ministre
« des Finances sur l'avis préalable de la Commis-

« sion instituée par le règlement du 24 mai 1872 ;
« Attendu que ces dispositions sont exclusivement
« relatives à l'établissement de l'impôt sur le revenu
« des valeurs étrangères ; qu'elles se bornent à
« régler la taxe par relation à une quotité du capital
« social des dites sociétés et compagnies, et ne
« s'expliquent, en aucune manière, quant à la
« détermination du revenu imposable ; qu'il suit de
« là que le législateur, dont la pensée a été d'établir
« l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les
« valeurs étrangères, s'est référé sur ce point à l'ar-
« ticle 2 de la loi, dans lequel le revenu imposable
« est déterminé d'une manière générale ; que les
« deux catégories de valeurs étant, d'après cela,
« soumises à une règle commune, il en résulte que,
« pour les valeurs étrangères comme pour les valeurs
« françaises, la taxe doit être perçue suivant les
« distinctions posées au dit article, d'après lequel le
« revenu est déterminé : 1^o pour les actions, par le
« dividende fixé d'après les délibérations des assem-
« blées générales d'actionnaires ou des conseils
« d'administration, les comptes rendus ou tous autres
« documents analogues ; 2^o ... ; 3^o pour les parts d'in-
« térêts et commandites, soit par les délibérations
« des conseils d'administration des intéressés, soit,
« à défaut de délibération, par l'évaluation à raison
« de 5 o/o du montant du capital social ou de la
« commandite ;

A défaut de délibération d'assemblée générale des actionnaires, il y est suppléé soit par une délibération du Conseil d'administration, soit par un compte rendu ou tous autres documents analogues.

On entend généralement par compte rendu le compte de gestion que les membres du conseil d'administration rendent à leurs coassociés réunis en Assemblée générale.

Ces divers documents doivent être déposés, dans les vingt jours de leur date, au bureau de l'Enregistrement compétent, sous peine d'une amende de 100 à 5.000 francs en principal.

Il résulte, d'ailleurs, des termes de l'article 2 du décret réglementaire du 6 décembre 1872 que les sociétés sont tenues de déposer la copie intégrale de leurs comptes rendus, tandis que, pour les délibérations des conseils d'administration et des assemblées d'actionnaires, un extrait de ce document suffit (Cass. civ. 11 janvier 1899. S. 99. 1. 373).

Les « documents analogues » visés encore par la loi consistent dans les inventaires, bilans, livres de commerce et, en un mot, toutes écritures sociales susceptibles de dégager l'importance du dividende mis en distribution.

Ajoutons que si les bénéfices distribués consistent en actions ou en obligations inscrites à la cote, c'est le cours de la Bourse qui doit, en règle générale,

être pris pour base de la valeur de ces titres (Cass. civ. 8 janvier 1889 ; D. 89-1-131).

Pour les obligations, le revenu imposable n'est autre que « l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année » (art. 2).

En ce qui concerne les primes de remboursement la valeur passible de la taxe est déterminée par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts, et, pour les lots, par le montant même du lot en valeur française (Lois des 29 juin 1872 art. 2, et 21 juin 1875. art. 5).

Un règlement d'administration publique du 15 décembre 1875 a déterminé le mode d'évaluation du taux d'émission. Les emprunts, sous quelque forme qu'ils se produisent, se divisent en deux classes : ceux qui ont lieu moyennant un taux d'émission unique pour tous les titres souscrits et attribués, et ceux qui sont réalisés successivement à des cours différents, selon la date de la souscription des titres.

Taux unique. — Toutes les fois que l'emprunt a été fait à un taux unique, c'est ce taux qui doit nécessairement déterminer la valeur servant de base à la perception de la taxe. Il n'y a pas à se préoccuper des moyens employés par la société ou par l'établissement public pour réaliser cet emprunt, ni à tenir compte des conventions passées dans ce but avec les intermédiaires. Le taux d'émission dont il s'agit est celui qui règle les souscriptions publiques.

Il est représenté par la somme en capital que chaque souscripteur paye ou s'engage à payer pour obtenir la délivrance d'une obligation.

Telle est la disposition du premier paragraphe de l'article 1^{er} du décret.

Taux variable. — Emprunts terminés

Certains emprunts sont réalisés successivement moyennant des taux divers d'émission. La souscription reste ouverte jusqu'à ce que toutes les obligations soient placées et les titres du même emprunt sont souvent divisées en séries distinctes. Il s'écoule quelquefois plusieurs années avant que l'emprunt ou qu'une série de l'emprunt soit entièrement souscrit, et, durant cette période, les taux d'émission suivent les variations du marché.

Il y avait lieu, dans cette hypothèse, de déterminer conformément à l'article 5 de la loi du 11 juin 1875, un taux moyen d'émission servant de base à la liquidation de la taxe.

Le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} du règlement d'administration publique décide que ce taux moyen sera déterminé pour chaque emprunt, c'est-à-dire pour toutes les obligations du même type faisant, le cas échéant, l'objet d'une seule inscription à la cote de la Bourse, et sans distinction entre les différentes séries dont l'emprunt peut se composer.

Ce taux moyen sera établi en divisant par le nombre des titres correspondant à cet emprunt le montant brut de l'emprunt total, sous la seule déduction des arrérages courus au moment de chaque vente. Il n'y a donc lieu de tenir compte, dans ce calcul, que des sommes représentant le capital emprunté. En effet, quand le titre est émis avec jouissance des intérêts à partir d'une époque antérieure à l'émission, la souscription comprend le montant des intérêts courus, et ces intérêts, classés à part de l'emprunt, sont restitués au souscripteur lors de la première échéance, avec les arrérages postérieurs à la souscription. Dans ce cas, les intérêts courus ne font pas partie de la somme réellement empruntée, et il convient de ne tenir compte, pour le calcul du taux d'émission, que du capital porté en recette par l'emprunteur.

L'article 5 du règlement d'administration publique étend aux Sociétés, Compagnies, entreprises, corporations, villes et provinces étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers, les dispositions édictées au sujet des sociétés et des établissements publics français.

La taxe est assise sur la même base que pour les intérêts annuels. Cette base est fixée d'après une quotité du capital obligations, en vertu de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, par la commission spéciale instituée conformément au décret

du 24 mai 1872. Si une société étrangère acquitte, par exemple, pour les intérêts annuels, la taxe sur la moitié de ses obligations, elle devra payer le droit sur la moitié également des lots et des primes de remboursement sortis aux tirages, sans distinction entre les porteurs français et les porteurs étrangers.

Epoques et mode de paiement

La taxe sur le revenu est avancée par les sociétés et payée en quatre termes égaux dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année (Décret du 6 décembre 1872, articles 1 et 2).

En ce qui concerne les obligations et emprunts, dont le revenu est connu d'avance, la taxe est acquittée à chaque échéance trimestrielle, sur les intérêts courus, sauf restitution dans le cas où ces intérêts ne seraient pas effectivement payés.

Pour les dividendes des actions, qui sont essentiellement variables, la liquidation est établie provisoirement d'après les résultats du dernier exercice ; la taxe est versée sur les $\frac{4}{5}$ du dernier revenu distribué, puis, lors du dépôt des comptes rendus ou extraits des délibérations des Assemblées générales d'actionnaires ou conseils d'administration fixant le dividende réel, il est procédé à la liquidation définitive de l'impôt dû pour l'exercice réglé ; s'il y a

insuffisance de perception, le complément est immédiatement versé par la société ; si, au contraire, le total des versements provisoires excède le montant de la taxe due pour l'exercice entier, l'excédent est imputé sur l'exercice en cours, ou remboursé, si la société cesse de donner des revenus (Décret du 6 décembre 1872, art. 2).

Quant à la taxe applicable aux lots et primes de remboursement, elle est payable dans les vingt jours qui suivent le jour fixé pour le paiement des lots et primes.

« La taxe avancée par les sociétés, porte l'article 3
« du Décret du 17 décembre 1875, est payée dans
« les vingt jours qui suivent le jour fixé pour le paye-
« ment des lots et primes de remboursement, au
« bureau de l'enregistrement du siège social ou
« administratif désigné, conformément à l'article 1^{er}
« du décret du 6 décembre 1872, pour recevoir la
« taxe sur le revenu.

« Pour l'acquittement de cette taxe, il est remis au
« Receveur, lors du paiement, une copie certifiée du
« procès-verbal de tirage au sort avec un état indi-
« quant pour chaque tirage :

« 1^o Le nombre des titres amortis, 2^o le taux
« d'émission de ces titres déterminé conformément
« aux articles 1 et 2, s'il s'agit de primes de rembour-
« sement ; 3^o le montant des lots et des primes échus
« aux titres sortis ; 4^o la somme sur laquelle la taxe
« est exigible. »

Pénalités et prescription

Aux termes de l'article 5 de la loi du 29 juin 1872, chaque contravention aux dispositions de cette loi et à celles du règlement d'administration publique du 6 décembre 1872 est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs en principal.

Il est dû autant d'amendes qu'il y a de termes en retard (Cass. civ. 22 avril 1879. S. 79.1.325).

Contrevient à l'article 2 de la loi du 29 juin 1872 et, par suite, encourt l'amende édictée par l'article 5, la société qui s'abstient d'effectuer le dépôt du compte rendu *in extenso* de son conseil d'administration et se borne à remettre un extrait du rapport de ce conseil relatif à la répartition des bénéfices (Cass. civ. 11 janvier 1899. S. 99.1. 373).

Il peut arriver qu'une société commette dans ses déclarations soit une omission, soit une insuffisance d'évaluation. Dans ce cas, il est fait application de l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, auquel se réfère l'article 5 de la loi de 1872, et c'est le droit en sus qui doit être appliqué à l'exclusion de l'amende de 100 à 5.000 francs.

Prescription. — Antérieurement à la loi du 26 juillet 1893, de nombreux arrêts de la Cour de cassation avaient reconnu qu'à défaut de prescription spéciale édictée par la loi du 29 juin 1872, l'action en recou-

vement de la taxe sur le revenu restait, quant à la durée, soumise aux règles du droit commun et, par conséquent, n'était prescriptible que par trente ans, conformément à l'article 2.262 du Code civil.

Par contre, l'action des parties en remboursement de la taxe sur le revenu indûment perçue tombait sous l'application de la déchéance quinquennale, conformément à l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, suivant lequel les créances non liquidées, ordonnancées et payées faute de justifications suffisantes, dans un délai de cinq ans à partir de l'ouverture de l'exercice auquel elles appartiennent, sont prescrites et définitivement éteintes au profit de l'Etat.

Aujourd'hui, la question de prescription en matière d'impôt sur le revenu se trouve réglée par un texte formel, tant à l'égard du Trésor qu'à l'égard des sociétés. L'article 21 de la loi de finances du 26 juillet 1893 porte, en effet :

« L'action du Trésor en recouvrement de la taxe
« établie sur le revenu des valeurs mobilières est
« soumise à la prescription de cinq ans. »

« Ce délai a pour point de départ la date de l'exi-
« gibilité des droits et amendes.

« L'action des redevables contre le Trésor, en res-
« titution des taxes indûment perçues, se prescrit
« également par cinq ans à compter de la date de
« l'indue perception. »

« Toutefois, ajoute le même article, dans les

« sociétés dont l'existence n'a pas été portée à la
« connaissance des tiers par les publications légales,
« ainsi que dans toutes sociétés et établissements
« non soumis par les lois existantes aux investiga-
« tions des agents de l'Enregistrement, la prescrip-
« tion ne court contre l'Administration que du jour
« où elle a pu constater l'exigibilité de l'impôt au
« vu d'un acte soumis à l'enregistrement ou au
« moyen des documents régulièrement déposés au
« bureau compétent pour la perception de l'impôt.

« En outre, dans les sociétés et établissements
« soumis aux investigations de l'administration de
« l'Enregistrement, la prescription est suspendue
« par un procès-verbal dressé pour constater le
« refus de communication, et suivi de poursuites
« dans le délai d'une année, à moins que l'adminis-
« tration ne succombe définitivement dans cette
« poursuite exercée en vertu de ce procès-verbal.
« Elle ne recommence à courir, en pareil cas, que
« du jour où il est constaté, au moyen d'une men-
« tion inscrite par un agent de contrôle sur un des
« principaux livres de la société ou de l'établisse-
« ment, que l'Administration a repris le libre exer-
« cice de son droit de vérification. »

Disons en terminant que, d'après le deuxième alinéa de l'article 5 de la loi du 29 juin 1872, les instances relatives à la taxe sur le revenu sont introduites et jugées comme en matière d'enregistrement,

c'est-à-dire, par voie d'opposition à contrainte et au moyen de mémoires respectivement signifiés (lois des 22 frimaire an VII, art. 63 et suiv. et 27 ventôse an IX, art. 17.)

SECTION II

SOCIÉTÉS DONT LES TITRES NE CIRCULENT PAS EN FRANCE, MAIS QUI Y POSSÈDENT DES BIENS OU Y FONT DES OPÉRATIONS

Les sociétés étrangères dont les titres ne circulent pas en France, mais qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France (fonds de commerce, agences, succursales, portefeuilles, etc...) n'ont pas été visées directement par la loi du 29 juin 1872, mais, en vertu du principe d'égalité que le législateur a manifesté l'intention d'établir entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères, l'article 3 du règlement d'Administration publique du 6 décembre 1872 porte que « toutes les
« dispositions concernant les valeurs françaises sont
« applicables aux sociétés, compagnies, entreprises,
« corporations, villes, provinces étrangères, dont les
« titres sont cotés ou circulent en France, *ou qui ont*
« *pour objet des biens soit mobiliers, soit immobi-*
« *liers situés en France.*

« Les sociétés, compagnies et entreprises étran-

« gères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui
« ont pour objet des biens meubles ou immeubles
« situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à
« raison des valeurs françaises qui en dépendent. »
Ces dispositions mettent en pleine lumière la pensée
du législateur. Il en résulte très clairement que toute
société étrangère tombe sous le coup de la loi du
29 juin 1872, par cela seul que des valeurs françaises
en dépendent.

De plus, lorsqu'une société étrangère possède des
biens en France, la taxe atteint non seulement le
capital-actions, mais encore, comme dans les sociétés
françaises, le capital-obligations, proportionnellement
à la valeur des biens français comparée à celle du
fonds social tout entier, parce que les intérêts des
obligations, aussi bien que les dividendes des
actions, sont réputés produits, dans cette propor-
tion, par l'exploitation des biens situés sur notre
territoire.

C'est ce que la Cour de cassation a reconnu depuis
longtemps par une série d'arrêts ininterrompue.

D'après l'arrêt de la Chambre civile du 29 août
1881, la portée du paragraphe 1^{er} de l'article 4 de la
loi du 29 juin 1872 ne saurait être restreinte en au-
cune façon par le paragraphe 2, aux termes duquel
les titres étrangers doivent en tant qu'ils sont cotés,
négociés, exposés en vente ou émis en France, se
soumettre à la taxe sur le revenu. Et il résulte de la

formule compréhensive adoptée par ce premier paragraphe, expliquée et commentée par l'article 3 du règlement d'Administration publique du 6 décembre 1872, que non seulement les sociétés étrangères qui ont des titres émis, cotés ou négociés en France, mais encore celles qui y possèdent des biens meubles ou immeubles servant à l'exploitation de leur entreprise, tombent sous le coup de la loi et doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent. (S. 82. 1. 181 ; D. 83. 1. 97. — Conf, 13 mars 1882 et 2 août 1886. S. 83. 1. 327 ; D. 83. 1. 83. — S. 87. 1. 329 ; D. 87. 1. 167.)

La Chambre civile a également confirmé sa jurisprudence par un arrêt du 4 mai 1887, dans une affaire où il s'agissait d'une compagnie d'assurances italienne, qui avait établi à Paris une agence, par l'intermédiaire de laquelle elle contractait des traités de réassurances avec des compagnies françaises (S. 88. 1. 138 ; D. 87. 1. 167).

A été également reconnue passible de l'impôt une société étrangère qui exploitait des magasins situés en France, comme substituée au bénéfice de la concession faite par l'Etat à une ville (Cass. civ. 19 février 1894. S. 94. 1. 97 ; D. 94. 1. 481. — Conf. Req. 15 novembre 1899. S. 1900. 1. 420 ; D. 1900. 1. 187. — 10 février et 11 novembre 1903. D. 03. 1. 417 et 05. 1. 318 ; S. 04. 1. 52 et 368).

Le tribunal de Lille a même décidé, par un juge-

ment du 31 juillet 1902, qu'une société étrangère dont les actions et les obligations ne circulent pas en France, mais qui a contracté un emprunt hypothécaire dans notre pays, a, par ce fait même, effectué une opération sur notre territoire ; elle est redevable, en conséquence, de la taxe sur le revenu, d'après une quotité fixée par le ministre des Finances (Décret du 6 décembre 1872, art. 3), sur les intérêts de cet emprunt, et cela, alors même que la société étrangère n'exercerait aucune industrie en France et n'y posséderait aucun bien.

Dans le même ordre d'idées lorsqu'une société étrangère a effectué dans une banque française diverses opérations ayant le caractère de véritables emprunts, les revenus des dits emprunts sont passibles de la taxe. Du moment où il n'est pas établi que les emprunts aient été contractés à l'étranger, il importe peu que la société étrangère n'ait pas émis de titres négociables en représentation des dits emprunts ou qu'elle ne possède pas de biens en France ; l'impôt sur le revenu est exigible par le seul fait que les emprunts ont été consentis en France (Cassation civile, 30 mars 1914).

Cette jurisprudence nous paraît entièrement justifiée.

La loi du 29 juin 1872 présente un caractère incontestable de généralité ; abstraction faite des exceptions apportées aux termes exprès par des lois pos-

térieures, l'énumération de l'article 1^{er} de cette loi qui est d'ailleurs aussi large que possible, ne laisse en dehors de ses dispositions aucun des revenus provenant de capitaux versés dans les sociétés, ou remis aux départements, communes et établissements publics.

D'autre part, à la différence des droits de timbre et d'enregistrement visés dans le premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 et dont l'exigibilité est subordonnée, par les articles 14 et 27 de la loi du 5 juin 1850 et 6 de la loi du 23 juin 1857, à l'existence de titres négociables, la taxe sur le revenu atteint diverses valeurs mobilières qui ne sont représentées par aucuns titres particuliers, susceptibles de circulation et de négociation. C'est ce qui résulte notamment : 1^o des dispositions des articles 1 et 2 de la loi de 1872, qui désignent formellement comme passibles de la taxe, non seulement les intérêts, dividendes et tous autres produits de toute nature, des sociétés et compagnies, mais encore « les intérêts, « produits et bénéfices annuels des parts d'intérêts « et commandites dans les sociétés, compagnies et « entreprises dont le capital n'est pas divisé en « actions » (art. 1^{er} n^o 3 et 2 n^o 3);

2^o Des dispositions des mêmes articles, en vertu desquelles la taxe due indistinctement sur les arrérages, intérêts ou revenus annuels des emprunts et obligations des départements, communes, établisse-

ments publics et compagnies (art. 1^{er}, n° 2 et 2, n° 2).

Ces principes ne sont pas spéciaux aux sociétés françaises ; ils s'appliquent également, en vertu de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 et de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, aux sociétés étrangères qui contractent des emprunts en France.

Le législateur a clairement manifesté, dans ces articles, son intention de soumettre à un traitement égal les valeurs étrangères. Un seul point distingue les sociétés étrangères des sociétés françaises ; c'est que les premières ne doivent acquitter l'impôt, à raison des revenus distribués ou des intérêts versés par elles, que sur une fraction proportionnelle à la quotité imposable de leur capital ou de leurs emprunts, tandis que les secondes y sont assujetties sur l'intégralité de leurs produits. Mais, sous cette réserve, le principe d'équivalence proclamé par les lois de 1857 et de 1872 conduit à décider que les mêmes règles de perception doivent être suivies, en ce qui concerne les trois taxes de timbre, de transmission et du revenu, pour les valeurs françaises et les valeurs étrangères.

Dans ces conditions, la loi du 29 juin 1872 atteint sans aucun doute les emprunts contractés dans notre pays par les sociétés étrangères, alors même qu'ils ne seraient pas constatés par des titres négociables ou des obligations proprement dites. C'est l'application pure et simple, à ces sociétés, de la

jurisprudence qui s'est établie en cette matière au sujet des sociétés françaises.

D'un autre côté, la perception de la taxe sur le revenu ne saurait être restreinte, lorsqu'il s'agit de sociétés étrangères, au cas où celles-ci introduisent des titres d'actions ou d'obligations sur le marché français. Ce dernier point a été mis en lumière par la Cour de cassation dans l'arrêt précité de la Chambre des requêtes du 10 février 1903.

« Attendu que, d'une part, l'article 4, § 1^{er}, de la
« loi du 29 juin 1872 soumet à une taxe équivalente
« à celle qui est établie par la présente loi sur le
« revenu des valeurs françaises, les actions, obliga-
« tions, titres d'emprunts, quelle que soit leur déno-
« mination, des sociétés étrangères, sans faire aucune
« distinction entre les actions et les obligations ou
« titres d'emprunts ; que, d'autre part, il ne résulte
« ni du texte, ni de la pensée de la loi que la taxe par
« elle établie ne doive atteindre que la circulation,
« sur le marché français, des titres représentant les
« actions ou les obligations émises par les sociétés ;
« qu'à la vérité, le paragraphe 2 de l'article 4 précise
« que les titres étrangers devront, en tant qu'ils
« seraient cotés, négociés, exposés en vente ou émis
« en France, se soumettre à l'acquittement de la
« taxe, mais que c'est là une disposition particulière
« qui, édictée spécialement en vue de valeurs ou de
« titres négociables produits sur le marché français

« par des sociétés dont tous les biens sont à l'étran-
« ger et que n'atteindrait point le paragraphe 1^{er}, ne
« saurait en aucune façon restreindre la portée de ce
« premier paragraphe, lequel, consacrant, en prin-
« cipe, l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et
« les valeurs étrangères, quelle que soit leur déno-
« mination, soumet expressément celles-ci à une taxe
« équivalente à celle qui est établie par la loi sur le
« revenu des valeurs françaises. »

Il nous paraît intéressant également de mentionner l'application que la Cour de cassation a faite de ces principes à une société étrangère (la banque foncière du Jura), dont le but est d'effectuer des opérations de prêts sur hypothèques de valeurs immobilières et contre garantie suffisante de valeurs mobilières. Les titres de la banque foncière du Jura n'étaient pas cotés aux bourses françaises et ne circulaient pas sur nos marchés ; mais la société faisait des opérations de prêts hypothécaires en France où, d'ailleurs, elle possédait des immeubles fort importants. Dans ces conditions, la Cour de cassation a reconnu que cette société était assujettie, dans la proportion arrêtée par le Ministre, à la taxe sur le revenu, non seulement sur les dividendes distribués aux actionnaires, mais aussi sur les intérêts des obligations foncières émises par elle.

C'est en vain que la société objectait, à l'égard de ses créances sur des débiteurs français, que les

meubles incorporels sont présumés n'avoir d'autre assiette que le domicile de la personne à laquelle ils appartiennent. Cette thèse, qui n'était que la reproduction de l'adage ancien : « *mobilia ossibus personæ inhaerent* », n'a jamais prévalu. La maxime invoquée n'a pas la portée qu'on lui attribue ; elle signifie seulement que la transmission des choses mobilières se règle d'après la loi du domicile du propriétaire.

Au contraire, on s'accorde généralement à décider que les créances doivent être réputées situées au domicile du débiteur, c'est-à-dire au lieu où le créancier doit venir légalement chercher le paiement et dont les tribunaux sont compétents en cas de poursuite judiciaire.

Toutes les créances dont le débiteur est français doivent donc être regardées en principe comme des biens meubles situés en France (Demolombe, t. XIII, n° 207, p. 267 ; Cass. civ. 2 décembre 1908. D. 09. 1.121).

Détermination du capital imposable

Il est bien entendu que les sociétés étrangères qui possèdent des biens en France ou y font des opérations sont tenues, comme celles dont les titres circulent dans notre pays, de faire agréer un représentant français personnellement responsable du paiement de la taxe sur le revenu et des amendes qu'elles

peuvent encourir (Décret du 6 décembre 1872, art. 3), ou de réaliser le cautionnement en numéraire prévu par le décret du 22 juin 1898.

Quant à la quotité imposable, elle se détermine, en exécution de l'article 3 sus visé, au moyen d'une proportion entre la valeur des biens français et la valeur de l'actif total de la société ; de cette proportion on déduit la quotité du revenu à imposer.

Mais des difficultés peuvent se présenter lorsque les sociétés étrangères ne font que des opérations en France, sans y posséder aucun bien ; lorsqu'il s'agit, notamment, d'une société de banque qui a établi en France une succursale, sans affecter à son fonctionnement une fraction nettement déterminée de son capital. Dans ce cas, il semble que la quotité imposable doit être déterminée d'après une proportion entre le chiffre des affaires total et celui des affaires françaises.

Ce mode d'évaluation peut s'appliquer, par exemple, aux agences établies en France d'une compagnie d'assurances étrangères, en comparant le montant des primes françaises à la totalité des primes encaissées par la compagnie (Comp. Cass. civ. 4 mai 1887. S. 88.1.138 ; D.87.1.167, déjà cité).

En ce qui concerne les sociétés dont les titres circulent en France et qui y possèdent des biens ou y font des opérations, la quotité passible de la taxe sur le revenu est la même que celle qui sert de base

au paiement des droits de timbre et de transmission, sauf le cas où la comparaison de la valeur des biens situés en France avec celle de l'actif total de la société fait ressortir une quotité supérieure. Dans cette hypothèse, l'impôt sur le revenu doit être acquitté d'après cette dernière quotité.

Pour faciliter la fixation de la quotité imposable, l'article 12 § 5 de la loi du 13 avril 1898 impose à toutes les sociétés étrangères, sans distinction ni exception, l'obligation de déposer, préalablement à leur établissement en France, au bureau de l'Enregistrement dans le ressort duquel se manifeste, pour la première fois, leur existence, un exemplaire certifié de leur acte d'association.

CHAPITRE VII

DROIT DE COMMUNICATION

Pour assurer l'exécution des lois fiscales, le législateur a conféré aux agents de l'Administration de l'Enregistrement un droit de communication, qui, limité d'abord aux actes des officiers publics (loi du 22 frimaire an VII, art. 54), a été successivement étendu aux documents des établissements publics (Décret du 4 messidor an XIII), à certains registres des Sociétés par actions et des compagnies d'assurances (Loi du 5 juin 1850, art. 16 et 28, et décret du 17 février 1857, art. 9), et enfin à tous les registres, pièces de recettes et de dépenses, titres et documents de comptabilité des sociétés, compagnies, assureurs, etc... (Lois des 23 août 1871, art. 22 et 21 juin 1875, art. 7).

D'après ces textes, l'exercice du droit de communication avait pour objet l'exécution des lois sur le timbre et l'enregistrement.

Pour les compléter, l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893, après avoir réduit à cinq ans la durée de la

prescription de l'action du trésor en recouvrement de la taxe sur le revenu, dispose que, dans les sociétés et établissements soumis aux investigations de l'Administration de l'Enregistrement, la prescription sera suspendue par un procès-verbal dressé pour constater un refus de communication et ne recommencera à courir que du jour où il sera établi par une mention inscrite sur l'un des principaux registres de la société, que l'administration a repris le libre exercice de son droit de communication.

Il ressort clairement de cette disposition que l'administration peut user de son droit de communication pour assurer la perception de la taxe sur le revenu.

Les deux principaux articles de la loi que nous avons à étudier sur la matière sont les articles 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875. Ils sont ainsi conçus :

Loi du 23 août 1871, art. 22 : « Les sociétés, compagnies, assureurs, entrepreneurs de transports et tous autres assujettis aux vérifications des agents de l'enregistrement par les lois en vigueur sont tenus de représenter aux dits agents leurs livres, registres, titres, pièces de recette, de dépense et de comptabilité, afin qu'ils s'assurent de l'exécution des lois sur le timbre. »

Loi du 21 juin 1875, article 7 : « Les sociétés, compagnies d'assurances, assureurs contre l'incendie ou sur la vie et tous autres assujettis aux vérifica-

« tions de l'Administration sont tenus de communi-
« quer aux agents de l'enregistrement, tant au siège
« social que dans les succursales et agences, les
« polices et autres documents énumérés dans l'ar-
« ticle 22 de la loi du 23 août 1871, afin que ces
« agents s'assurent de l'exécution des lois sur l'enre-
« gistrement et le timbre. »

Il importe de remarquer que ces lois n'ont apporté aucune modification aux lois précédentes, en ce qui concerne les assujettis ; elles n'ont fait qu'étendre le champ des investigations. Il en résulte que les seules sociétés soumises au droit de communication sont celles qui ont émis des actions ou des obligations, dans les conditions prévues par les lois des 5 juin 1850 et 23 juin 1857.

Quant aux documents à communiquer, les dispositions des lois du 23 août 1871 et du 21 juin 1875 sont générales et absolues ; elles englobent les registres, titres, pièces de recettes ou de dépenses ayant rapport à la comptabilité, soit principalement, soit accessoirement, sans que les sociétés aient à se faire juges soit du but que cherche à atteindre la régie, soit de l'utilité des communications demandées (Cass. req. 21 mars 1906, S. 1907.1.47 ; D. 1906.1.405). Cet arrêt a été rendu au sujet de la communication du registre des délibérations du Conseil d'administration d'une société contenant des renseignements relatifs à la comptabilité.

A l'égard des sociétés étrangères, le droit de communication dérive du principe de l'équivalence des charges entre ces sociétés et les sociétés françaises, affirmé à maintes reprises par le législateur ; il est, au surplus, inscrit formellement dans l'article 9 du décret du 17 juillet 1857, qui, après avoir posé pour la première fois le principe de l'égalité fiscale entre les titres français et étrangers, se termine ainsi :

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits (de timbre et de transmission imposés aux sociétés étrangères), dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social. Le même règlement déterminera toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Le règlement ainsi prévu est intervenu à la date du 17 juillet 1875. Le bulletin des lois le désigne comme suit :

Décret impérial portant règlement pour l'exécution de la loi du 23 juin 1857, qui établit un droit de transmission sur les actions et obligations des sociétés, compagnies et entreprises françaises ou étrangères (XI^e série, bull. 522, n^o 4803).

Ce titre est aussi général que possible et montre bien que, dans l'esprit des auteurs du décret, ses dispositions s'appliquent à toutes les sociétés tant françaises qu'étrangères, sauf les exceptions formellement prévues.

L'article 9 du règlement, notamment, qui réitère les prescriptions des articles 16 et 28 de la loi de 1850 relatifs à la communication du registre à souche et étend le droit d'investigation des préposés au registre des transferts, est conçu dans les termes les plus absolus. Il vise « les dépositaires des registres à souche et des registres de transferts de titres de sociétés, compagnies et entreprises »... sans distinguer entre les sociétés françaises et étrangères.

L'article 12 du décret confirme cette interprétation. Il est ainsi conçu :

« En cas d'infraction aux dispositions du présent règlement, ou de retard, soit dans le paiement des droits, soit dans le dépôt des états, relevés et déclarations prescrits par les articles précédents, les compagnies et entreprises seront passibles de l'amende prononcée par l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, sans préjudice des peines portées par l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII pour omission ou insuffisance de déclaration.

« En cas d'omission ou d'insuffisance dans les états, relevés et déclarations, la preuve en sera faite comme en matière d'enregistrement.

« Les dispositions du présent article seront applicables aux sociétés, compagnies ou entreprises étrangères et à leurs représentants. »

Il résulte de ce texte que les sociétés étrangères sont passibles de l'amende édictée par l'article 10 de

la loi du 23 juin 1857 pour toute infraction aux dispositions du règlement du 17 juillet 1857, c'est-à-dire à toutes les dispositions de ce décret dont ces sociétés ne sont pas expressément exemptes, et notamment à l'article 9 relatif au droit de communication (Cass. civile 10 février 1902. S. 1903.1.361; Conf. Req. 19 juin 1908).

Refus de Communication

« L'amende encourue pour refus de communication dans les conditions prévues par l'article 22 de la loi du 23 août 1871 et par l'article 7 de la loi du 21 juin 1875 sera de 1.000 francs à 10.000 francs en principal.

« Indépendamment de cette amende, les sociétés ou compagnies françaises ou étrangères et tous autres assujettis aux vérifications des agents de l'enregistrement devront, en cas d'instance, être condamnés à représenter les pièces ou documents non communiqués, sous une astreinte de 100 francs au minimum par chaque jour de retard. Cette astreinte, non soumise aux décimes, commencera à courir de la date de la signature par les parties ou de la notification du procès-verbal qui sera dressé pour constater le refus d'exécuter le jugement régulièrement signifié ; elle ne cessera que du jour où il sera constaté, au moyen d'une mention

« inscrite par un agent de contrôle sur un des principaux livres de la société ou de l'établissement, que l'administration a été mise à même d'obtenir la communication ordonnée. Le recouvrement de l'astreinte sera suivi comme en matière d'enregistrement » (Loi du 17 avril 1906, art. 5).

Ajoutons qu'il est intervenu, pour les sociétés françaises, de nombreuses décisions judiciaires touchant le mode de communication, le rôle des sociétés, les motifs, l'étendue de la communication. Il nous paraît inutile de rappeler toutes ces décisions qui s'appliquent également aux sociétés étrangères.

CHAPITRE VIII

RÉGIME FISCAL DES TITRES DES SOCIÉTÉS NON ABONNÉES

(Loi du 29 mars 1914)

SECTION I

IMPOT SUR LE REVENU

Sous le régime de la loi du 29 juin 1872, les sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tous autres établissements publics étrangers n'étaient assujettis au paiement de la taxe sur le revenu, dans les limites de la quotité fixée par le ministre, que lorsqu'elles avaient pour objet des biens situés en France ou que leurs titres étaient cotés, émis, négociés, mis en souscription, exposés en vente ou introduits sur notre territoire, y faisaient l'objet soit d'annonces ou publications, soit d'un service financier.

Quant aux sociétés étrangères dont les titres n'étaient pas introduits sur le marché français par la collectivité ou son mandataire, et dont la circulation

en France était, en quelque sorte, accidentelle ou isolée, elles n'étaient soumises à aucune des trois taxes qui grèvent les valeurs françaises, et elles échappaient, notamment, au paiement de l'impôt sur le revenu.

L'article 31 de la loi du 29 mars 1914 a mis fin à ces immunités à partir du 1^{er} juillet 1914. Aux termes de cette loi, « l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique aux dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits :

« 1^o. »

« 2^o Des actions, parts de fondateurs, parts d'intérêt, commandites, obligations et emprunts de toute nature des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères ; ainsi que tout autre établissement public étranger ;

« 3^o. »

L'article 31 atteint donc toutes les sociétés ou collectivités, tous les établissements étrangers, sans aucune exception, et il importe peu, dès lors, qu'ils soient ou non placés sous le régime de l'abonnement.

Le revenu imposable des différents titres désignés dans l'article précité est déterminé, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872 (art. 32), c'est-à-dire, pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents

analogues ; pour les obligations et emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année, et, pour les parts d'intérêt et commandites, soit par les délibérations des conseils d'administration des intéressés, soit, à défaut de délibérations, par l'évaluation, à raison de 5 o/o, du montant du capital social ou de la commandite ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente, sous réserve, toutefois, de la déduction, le cas échéant, des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur de ces titres (art. 3 et 8 du décret du 21 juin 1914).

Au point de vue du tarif de la taxe, de sa liquidation et de son mode de paiement, un nouveau régime fiscal a dû être établi pour les titres des sociétés étrangères non abonnées.

La quotité de la taxe est fixée à 4 o/o (Loi du 29 mars 1914, art. 33), plus 1 o/o à titre de taxe supplémentaire. La taxe totale est donc de 5 o/o.

La taxe supplémentaire se perçoit sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions que la taxe principale (art. 42).

En vue d'assurer le paiement de la taxe, le législateur a édicté un ensemble de mesures : 1° pour le cas où les intérêts et produits sont payés en France 2° et pour celui où ces intérêts et produits sont touchés à l'étranger par des personnes domiciliées

en France. Ces mesures font l'objet des articles 34 à 38 de la loi du 29 mars 1914 et des articles 1 à 20 du décret du 21 juin de la même année.

1° Payement en France

L'article 34 de la loi dispose, à cet égard, que, pour les valeurs étrangères non abonnées, la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur ou toute autre personne qui effectue en France le paiement des intérêts et tous autres produits.

L'article 35 ajoute que « quiconque fait profession
« ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou
« acheter des coupons, chèques ou tous autres instru-
« ments de crédit, créés pour le payement des divi-
« dendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques
« de titres ou valeurs désignés dans l'article pré-
« cédent, doit en faire la déclaration au bureau de
« l'enregistrement de sa résidence ».

Enfin, l'article 36 soumet les mêmes personnes aux prescriptions qu'il édicte et, notamment leur impose l'obligation d'inscrire sur des registres spéciaux leurs opérations de payement ou de négociation de coupons, chèques et instruments de crédit.

Il résulte, par conséquent, de ces textes qu'une personne est assujettie aux dispositions de la loi au sujet de la retenue de l'impôt par cela seul qu'elle fait profession ou commerce de recueillir, encaisser,

payer ou acheter, soit des coupons de valeurs mobilières étrangères non abonnées, soit des titres ou écrits créés à l'effet d'assurer le paiement de revenus ou produits quelconques de ces valeurs, et il en est ainsi, soit qu'elle se livre habituellement à ces opérations, comme les banquiers ou les changeurs, soit qu'elle n'y procède que d'une façon accidentelle. Le texte présenté par la commission des Finances ne visait bien, il est vrai, que ceux qui ont pour « profession ou commerce habituel » d'accomplir les opérations dont il s'agit ; mais, le mot « habituel » a été supprimé au cours de la discussion, afin de donner à la loi la portée la plus étendue (Sénat, Débats, séance du 16 mars 1914, p. 398, 3^e col).

**Opérations donnant lieu à la retenue
ou à l'avance de l'impôt**

L'article 35, § 2, Loi du 29 mars 1914, interdit aux assujettis visés dans le paragraphe 1^{er} « de recueillir, « encaisser, payer, acheter ou négocier les coupons, « chèques ou autres instruments de crédit », créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques des valeurs étrangères non abonnées « sans opérer immédiatement la retenue « de l'impôt ou sans en faire l'avance, si, par suite « de contrats existants, l'impôt est à la charge de « l'émetteur de titre, à moins qu'il ne leur soit jus-

« tifié que cette retenue ou cette avance a déjà été « effectuée par un précédent intermédiaire » soumis aux prescriptions de la loi. Les opérations donnant lieu à la retenue ou à l'avance de l'impôt sont, par suite, l'encaissement, le paiement, l'achat ou la négociation des coupons, chèques ou instruments de crédit, lorsque la retenue ou l'avance n'ont pas été faite par un précédent intermédiaire. Par paiement, il faut entendre, du reste, toute opération faisant rentrer les dividendes, intérêts ou arrérages dans le patrimoine individuel des propriétaires ou des détenteurs des titres. Il importe peu que le paiement ait lieu au moyen, soit de la remise effective d'une somme d'argent, soit de l'inscription de la valeur des coupons, chèques ou instruments de crédit à l'actif du compte du porteur ou d'un tiers, soit de tout autre procédé. Dans tous les cas, la taxe doit être retenue ou avancée.

D'autre part, les opérations qui nécessitent la retenue ou l'avance sont celles ayant pour objet des « coupons, chèques ou autres instruments de crédit ». Le mot « coupon » doit être pris dans son acception la plus générale. Il désigne à la fois les dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques des valeurs mobilières étrangères et les instruments juridiques qui les représentent. Il s'applique, par conséquent, aussi bien aux revenus des titres nominatifs, dont le paiement est constaté

au moyen d'une estampille apposée sur le certificat d'inscription, qu'aux revenus des titres au porteur ou des titres mixtes.

Personnes habitant en pays étrangers ; affidavit

L'article 34 Loi du 29 mars 1914, porte que la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur ou toute autre personne, qui effectue en France le paiement des intérêts, arrérages et produits des valeurs mobilières étrangères non abonnées et des fonds d'Etats étrangers. L'article 36 dispose, de son côté, que la taxe est due par toute personne qui demandera en France le paiement de ces revenus. Par leur généralité, ces dispositions, strictement interprétées, auraient eu pour effet d'assujettir les particuliers habitant en pays étrangers, qui demandent en France le paiement de leurs coupons, aux mêmes obligations fiscales que les personnes domiciliées dans notre pays. Il n'a pas paru équitable de donner à la loi une semblable interprétation. Aussi, dans cette hypothèse, le décret du 21 juin 1914 autorise, sur la production d'une déclaration spéciale ou affidavit, le paiement des coupons sans retenue de la taxe de 5 o/o.

L'article 11 du décret subordonne cette autorisation à une double condition. Il faut, tout d'abord, que la personne qui en réclame le bénéfice ne soit

pas de nationalité française et qu'elle ait à l'étranger tout à la fois son domicile et sa résidence. La dispense d'impôt ne profite, en effet, ni aux Français domiciliés à l'étranger, ni aux étrangers ayant, en France, soit leur domicile, soit leur résidence. Il est nécessaire, d'autre part, que le porteur du coupon ne fasse ni profession, ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de titres ou valeurs mobilières. S'il exerce cette profession ou commerce, il ne bénéficie de l'immunité d'impôt que pour les titres qu'il a remis en France en nantissement d'opérations commerciales ou civiles.

L'affidavit doit constater expressément l'accomplissement de ces deux conditions et contenir, en outre, l'indication que la personne dont il émane est propriétaire ou usufruitière des titres dont les coupons ont été détachés. Il doit mentionner également la nature, le nombre et la valeur des coupons. Il faut, enfin, qu'il soit daté par l'intéressé et revêtu de sa signature.

D'après l'article 11 précité du décret du 21 juin 1914, l'affidavit est reçu par l'agent diplomatique ou consulaire français dans la circonscription duquel réside le déclarant. Cet agent certifie les énonciations relatives à la nationalité, au domicile, à la résidence et à la profession ou au commerce de la partie, ainsi que les autres mentions inscrites dans la déclaration. Il peut exiger, en vue de leur vérification, la

présentation soit des titres mentionnés, soit du certificat de dépôt en garde si ces titres sont déposés dans une banque, soit de l'acte de nantissement.

L'affidavit, alors même qu'il satisfait à toutes les conditions de forme édictées par le décret du 21 juin 1914, n'est valable que pour des coupons échus depuis un an au plus au jour de sa date. Il doit être fourni à l'appui de chaque demande de paiement de coupons. Il n'y a d'exception à cette règle que pour les titres déposés en garde ou donnés en nantissement en France par des étrangers non domiciliés dans notre pays. Dans ce cas, l'affidavit peut être utilisé pendant un an à partir de sa date pourvu : 1^o que le déclarant continue d'avoir son domicile et sa résidence hors de notre territoire ; 2^o et que le dépôt n'ait pas été retiré ou que le nantissement n'ait pas pris fin.

L'affidavit est remis à l'établissement qui procède au paiement des coupons en même temps que le bordereau prévu par l'article 36 § 1^{er}, Loi du 29 mars 1914 et dont la forme est déterminée par l'article 3 du Décret du 21 juin 1914. L'assujetti est tenu d'en constater le dépôt sur un registre spécial où il indique sa date, le nom de l'autorité dont il émane et l'autorité qui l'a reçu ; il doit, en outre, reproduire sur la déclaration le numéro du registre sous lequel elle figure.

L'affidavit est conservé pendant deux ans par l'assujetti qui a procédé au paiement et qui est tenu de le représenter à toute réquisition des agents de l'Enregistrement.

**2° Encaissement des coupons à l'étranger
par des personnes domiciliées en France**

D'après l'article 37 de la loi du 29 mars 1914, le propriétaire de valeurs mobilières étrangères, domicilié en France, qui se fait envoyer de l'étranger ou encaisse à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, intérêts, ou tous autres produits de ces valeurs, est tenu d'acquitter l'impôt sur le revenu au taux de 5 o/o. Dans le cas prévu par cet article, il suffit, pour l'exigibilité de la taxe, que le porteur des titres soit domicilié en France ; il importe peu qu'il soit Français ou étranger.

La loi accorde aux intéressés deux moyens pour se libérer envers le Trésor. Elle les autorise, en premier lieu, à apposer annuellement sur chacun de leurs titres, au moment de détacher le premier coupon annuel, un timbre mobile spécial d'une valeur égale au montant de la taxe sur le revenu de l'année entière (art. 37, L. 29 mars 1914). S'ils ne veulent pas profiter de cette autorisation, les intéressés doivent, dans les trois premiers mois de

l'année, souscrire au bureau de l'enregistrement la déclaration du montant total des dividendes ou intérêts encaissés pendant l'année précédente et acquitter la taxe sur ce total (art. 37). Le bureau de l'enregistrement compétent pour recevoir la déclaration est celui de la résidence des déclarants ou tout autre bureau ayant dans ses attributions la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières étrangères.

SECTION II

DROIT DE TIMBRE

Sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 9 mars 1914, les titres d'actions ou d'obligations émis par des sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, qui n'acquittaient pas la taxe d'abonnement prévue par l'article 10 du décret du 17 juillet 1857 et l'article 4 du décret du 24 mai 1872, étaient déjà soumis au droit de timbre au comptant par la loi du 28 décembre 1895 article 5.

La loi du 29 mars 1914 (art. 42) n'a apporté aucune modification essentielle à ces règles. Le droit, dont le tarif est maintenu à 2 o/o, est indépendant de la taxe de 5 o/o. Il est perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément, sans minimum.

Les faits générateurs de l'impôt sont, d'après l'article 45 de la loi du 29 mars 1914 : la négociation, l'exposition en vente, l'énonciation dans un acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, le remboursement et le transfert. Il n'est pas dérogé, d'autre part, aux dispositions de l'article 7 de la loi du 31 décembre 1907, relative à l'énonciation des valeurs étrangères dans les inventaires.

Enfin, il résulte des explications fournies lors de la discussion de l'article 45 que les valeurs mobilières étrangères peuvent, comme par le passé, être déposées dans une maison de banque pour leur conservation et en être ensuite retirées, sans que le droit de timbre devienne pour cela exigible (Sénat, Séances des 18 et 19 mars 1914. *J. off.* du 19, p. 411 et du 20 p. 436).

CHAPITRE IX

COMPAGNIES D'ASSURANCES ÉTRANGÈRES OPÉRANT EN FRANCE

Un grand nombre de compagnies étrangères possèdent en France des succursales ou agences qui ont pour objet de réaliser dans notre pays des opérations d'assurances maritimes, d'assurances contre l'incendie et sur la vie.

Ces compagnies, en dehors des impôts qui peuvent atteindre une quotité de leur capital social à raison du nombre de leurs titres circulant en France ou de l'importance des biens qu'elles y possèdent, sont soumises aux taxes spéciales qui frappent les sociétés françaises de même nature.

C'est pourquoi nous croyons devoir examiner ici brièvement la législation fiscale applicable aux contrats d'assurances en général.

Depuis la loi du 23 août 1871 et en vertu de lois postérieures, ces contrats sont assujettis à des taxes obligatoires d'enregistrement et de timbre, ainsi qu'à une taxe spéciale de 6 francs par million, augmentée

d'une taxe additionnelle, que nous étudierons successivement.

I. — Taxe obligatoire d'enregistrement

1° Assurances maritimes et contre l'incendie

Aux termes de l'article 6 de la loi du 23 août 1871,
« tout contrat d'assurance maritime ou contre l'in-
« cendie, ainsi que toute convention postérieure
« contenant prolongation de l'assurance, augmen-
« tation dans la prime ou le capital assuré, désigna-
« tion d'une somme en risque ou d'une prime à
« payer, est soumis à une taxe obligatoire, moyen-
« nant le paiement de laquelle la formalité de
« l'enregistrement sera donnée gratis toutes les fois
« qu'elle sera requise.

« La taxe est fixée ainsi qu'il suit, savoir :

« 1° pour les assurances maritimes et par chaque
« contrat, à raison de 50 centimes par 100 francs,
« décimes compris, du montant des primes et acces-
« soires de la prime.

« La perception suivra les sommes de 20 francs
« en 20 francs, sans fraction, et la moindre taxe
« perçue pour chaque contrat sera de 25 centimes,
« décimes compris ;

« 2° pour les assurances contre l'incendie, et an-
« nuellement, à raison de 8 o/o du montant des

« primes, ou, en cas d'assurance mutuelle, de 8 o/o
« des cotisations ou des contributions.

« La taxe sera perçue d'après les mêmes bases sur
« les contrats en cours, mais seulement pour le
« temps restant à courir et sauf recours par les assu-
« reurs contre les assurés.

« Les contrats de réassurance ne sont pas assu-
« jettis à la taxe, à moins que l'assurance primitive,
« souscrite à l'étranger, n'ait pas été soumise au
« droit. »

La taxe de 8 o/o, applicable aux assurances contre l'incendie, doit être augmentée des deux décimes et demi établis par les articles 1^{er} de la loi du 6 prairial an VII, 1^{er} de la loi du 23 août 1871 et 2 de la loi du 30 décembre 1873 ; elle est donc actuellement fixée à 10 o/o, en principal et décimes.

Quant à la taxe de 50 o/o, due sur les assurances maritimes, il faut y ajouter la surtaxe de 4 o/o établie par l'article 2 de la loi du 30 décembre 1873, de sorte qu'elle s'élève actuellement à 52 o/o.

Des documents parlementaires comme de la jurisprudence des tribunaux et de la Cour de Cassation il résulte que la taxe instituée par la loi de 1871 sur les assurances présente le caractère essentiel d'un droit d'enregistrement et que toutes les règles de la matière lui sont applicables (Cass. 29 déc. 1875, D. 76. 1. 110 ; S. 76. 1 325).

Aux termes de l'article 7 : « la taxe fixée par l'ar-

« ticle précédent sera perçue, pour le compte du
« Trésor, par les compagnies, sociétés et tous autres
« assureurs, courtiers et notaires qui auraient rédigé
« les contrats.

« Les répertoires et livres dont la tenue est pres-
« crite par les articles 35, 44, 45 et 47 de la loi du
« 5 juin 1850, feront mention expresse, pour chaque
« contrat, du montant des primes ou cotisations
« exigibles, ainsi que de la taxe payée par les assu-
« rés en exécution de l'article 6 de la présente loi.

« Chaque contravention à cette disposition sera
« passible d'une amende de 10 francs.

« Ces dispositions, celles de l'article 6 et celles
« des lois des 5 juin 1850 et 2 juillet 1862 sont appli-
« cables aux sociétés et assureurs étrangers, qui
« auraient un établissement ou une succursale en
« France. »

Cette disposition a pour effet de rendre les sociétés et assureurs seuls débiteurs directs envers l'Etat de l'impôt, en leur laissant le soin de le recouvrer sur les assurés, qui doivent le supporter en définitive conformément à l'article 31 de la loi du 22 frimaire an VII. Les compagnies d'assurances françaises ou étrangères sont donc personnellement obligées, sous peine d'amende à leur charge, d'acquitter la taxe dont il s'agit (arrêt précité).

Et l'article 10 du règlement d'administration publique du 25 novembre 1871 porte que « les com-

« pagnies, sociétés et assureurs étrangers faisant en
« France des opérations d'assurances soit maritimes,
« soit contre l'incendie, doivent, avant toute opéra-
« tion ou déclaration, faire agréer par l'administra-
« tion de l'enregistrement un représentant fran-
« çais personnellement responsable des droits et
« amendes ».

D'après l'article 5 du même décret la taxe de 10 o/o est établie « sur l'intégralité des primes, cotisations
« ou contributions constatées dans les écritures des
Compagnies », c'est-à-dire, non pas seulement sur les
primes réellement encaissées, mais sur le montant
intégral des recouvrements à opérer contre les assu-
rés pendant la durée de l'exercice (arrêt précité
du 29 décembre 1875). Elle est versée par les compa-
gnies d'assurances, pour chaque trimestre, « avant
« le dixième jour du troisième mois du trimestre sui-
« vant » (art. 6).

La perception de la taxe due sur les assurances
maritimes est faite également pour le compte du Tré-
sor au moment de la signature des polices, et versée
au bureau de l'enregistrement lors du dépôt des
répertoires assujettis au visa trimestriel (art. 1 et 3 du
décret), c'est-à-dire dans les dix premiers jours qui
suivent l'expiration de chaque trimestre.

2° Assurances sur la vie, rentes viagères, assurances contre les accidents corporels ou risques matériels

Jusqu'à 1918, les contrats d'assurances maritimes et contre l'incendie étaient seuls soumis à une taxe d'enregistrement annuelle et obligatoire.

L'enregistrement des autres polices n'était obligatoire dans un délai déterminé que si elles revêtaient la forme authentique ou s'il en était fait usage par acte public en justice ou devant une autorité constituée (Loi du 22 frim. an VII, art. 23 et 42).

La loi du 29 juin 1918 a supprimé cette anomalie en soumettant au système de l'abonnement annuel et obligatoire institué par la loi du 23 août 1871 les contrats passés par les sociétés, compagnies d'assurances et autres assureurs pour :

1° Des assurances sur la vie ;

2° Des rentes viagères ;

3° Des assurances contre les accidents corporels ou risques matériels (1).

1. Ces dispositions ont été rendues applicables, à partir du 1^{er} avril 1919, aux sociétés, compagnies d'assurances et tous autres assureurs contre la mortalité des bestiaux, contre la gelée, les inondations et autres risques agricoles (Loi du 14 juin 1919, art. 1^{er}).

L'article 2 de la même loi soumet les mêmes sociétés à une taxe annuelle et obligatoire d'abonnement au timbre.

Le taux de la taxe est fixé à 1 fr. 25 0/0, sans addition des décimes.

Elle est liquidée « sur la totalité des versements
« faits chaque année aux sociétés, compagnies ou
« assurances » et se perçoit » suivant les formes
« déterminées par les articles 5, 6, 7, 8 et 10 du règle-
« ment d'administration publique du 25 novembre
« 1871 ».

La taxe doit donc être acquittée par trimestre,
avant le dixième jour du troisième mois du trimestre
suivant, sauf règlement définitif après la clôture de
l'exercice et au plus tard le 31 mai.

« Ces dispositions, ajoute l'article 16 de la loi, sont
« applicables aux sociétés, compagnies d'assurances,
« assureurs étrangers qui feront des opérations en
« France, soit directement soit indirectement. Ceux
« de ces assureurs, sociétés et compagnies qui sont
« déjà établis en France devront, dans les trois mois
« de la promulgation de la présente loi, faire agréer
« un représentant français responsable de la nouvelle
« taxe. »

Cette formule de la loi de 1918 diffère de celle con-
tenue dans l'article 6 de la loi du 23 août 1871, qui
assujettit à la taxe d'abonnement les assureurs étran-
gers contre l'incendie qui « auraient un établisse-
« ment en France ou une succursale ». Le législateur
a volontairement adopté une expression plus com-
préhensive, de manière à atteindre non seulement
les assureurs étrangers qui font des opérations en
France par le moyen d'agences ou de succursales

fonctionnant ostensiblement, mais encore ceux qui se bornent à rédiger, dans leurs agences à l'étranger, des contrats préparés ou obtenus en France par des courtiers et intéressant des souscripteurs domiciliés en France. Toutes les opérations faites ainsi, directement ou indirectement, sur territoire français, rendent l'abonnement obligatoire.

D'après le décret du 27 juillet 1906, qui a modifié l'article 10 du règlement du 25 novembre 1871, les sociétés et assureurs étrangers doivent payer les taxes au bureau de l'enregistrement dans le ressort duquel se trouve située leur agence principale en France ou bien leur agence particulière, à défaut d'agence principale.

Pénalités. — L'article 16, dernier alinéa, de la loi du 29 juin 1918 rend applicables aux contraventions commises par les Sociétés, Compagnies d'assurances et autres assureurs, les dispositions de l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, qui punit toute infraction d'une amende de 100 à 5.000 francs, sans préjudice des peines portées à l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII, pour omission ou insuffisance de déclaration.

Il était à craindre que des Français domiciliés en France n'aillent souscrire leurs polices à l'étranger, auprès d'une Compagnie étrangère, afin d'échapper aussi à l'impôt.

Le législateur s'est préoccupé de cette situation et

a édicté dans cette hypothèse des dispositions spéciales.

D'après l'article 18 de la loi de finances, tout Français domicilié en France, qui souscrit une assurance sur la vie, un contrat de rente viagère, une assurance contre les accidents corporels ou une assurance contre les accidents ou risques matériels, à l'étranger, auprès d'une Compagnie étrangère, est soumis à la même taxe que s'il avait contracté auprès d'une Compagnie française. A cet effet, il doit :

1° Dans les trois mois de la date de la police, souscrire au bureau de l'enregistrement de son domicile une déclaration faisant connaître :

- a) La date de la police ;
- b) La compagnie ou l'assureur avec lequel l'assurance a été contractée ;
- c) Le montant du capital assuré ou de la rente ;
- d) Le montant de la prime unique ou annuelle ;
- e) La date stipulée pour le montant des primes ;
- f) Les nom et domicile de la personne sur la tête de laquelle l'assurance ou la rente a été contractée ;
- g) Les nom et domicile du bénéficiaire désigné ;
- h) L'époque à laquelle le capital assuré ou la rente a été stipulée payable.

2° Acquitter chaque année, dans les trois mois à compter de l'échéance de chaque prime, au bureau de l'enregistrement qui a reçu la déclaration, la taxe de 1 fr.25 o/o sur le montant de cette prime.

Comme les primes sont généralement payables d'avance, le premier versement de la taxe devra donc être effectué lors de la déclaration prescrite par la loi.

Toute contravention à ces dispositions est punie d'une amende égale au quintuple des taxes exigibles et non payées dans le délai légal, sans addition de décimes, avec minimum de 500 francs sans décimes lorsque la contravention consiste dans le défaut de déclaration dans le délai légal, et de 50 francs, sans décimes, dans tous les autres cas.

Il résulte du texte même de la nouvelle disposition qu'elle n'est applicable ni aux Français domiciliés à l'étranger, ni aux étrangers domiciliés en France.

II. — Timbre

Droit par abonnement

Comme tous les actes et écritures susceptibles de faire titre en justice, les polices d'assurances étaient soumises au droit de timbre de dimension par la loi organique du 13 brumaire an VII (art. 12). Cependant, les Compagnies d'assurance avaient l'habitude de rédiger leurs contrats sur papier non timbré. C'est pourquoi la loi du 5 juin 1850 a dû organiser un système de contrôle spécial pour les assurances contre l'incendie et contre la grêle et pour les assu-

rances maritimes. Ce mode de contrôle a été fortifié par la loi du 29 décembre 1884 et étendu aux assurances sur la vie.

L'article 33 de la loi du 5 juin 1850 porte que tout contrat d'assurance doit être rédigé sur du papier du timbre de dimension, sous peine de 50 francs d'amende contre l'assureur, sans aucun recours contre l'assuré.

D'après l'article 42, tout contrat d'assurance maritime doit être également rédigé sur papier timbré, sous peine de 50 francs d'amende contre chacun des assureur et assuré.

L'article 37 de la même loi a autorisé les Compagnies d'assurance contre l'incendie à s'affranchir du paiement du droit de timbre au comptant en contractant avec l'Etat un abonnement annuel, c'est-à-dire à payer le droit de timbre sous forme d'une taxe annuelle.

La faculté de l'abonnement a été étendue par la loi du 9 mai 1860 aux sociétés d'assurances contre les risques agricoles.

Enfin, l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884 a rendu l'abonnement *obligatoire* pour les compagnies d'assurances contre l'incendie et sur la vie, et l'article 16 de la loi du 13 avril 1898 a imposé la même obligation aux assureurs servant des rentes viagères.

De sorte qu'il existait alors trois modes de paiement du droit de timbre : au comptant (assurances

maritimes), abonnement facultatif (risques agricoles), abonnement obligatoire (incendie et vie).

Cette législation a été sur certains points uniformisée, en même temps que les tarifs ont été augmentés, par les lois du 29 juin 1918 et du 14 juin 1919, déjà citées.

La taxe annuelle, qui était de 0 fr 04 pour mille, décimes compris, pour les assurances contre l'incendie à primes, a été portée à 0 fr 07 pour mille du total des sommes assurées.

Le taux de la taxe, qui était de 0 fr 036 0/0 du total des sommes assurées (loi du 2 juillet 1862, art. 18) à l'égard des assurances contre les risques agricoles, est élevé à 0 fr. 06 0/0.

Le tarif qui, pour les assurances sur la vie et rentes viagères, était de 2 fr. 40 pour mille du total des versements faits chaque année (loi du 13 avril 1898, art. 16), est porté à 4 francs pour mille du même total (Loi du 29 juin 1918, art. 20).

D'autre part, dans un but d'unification, le législateur a soumis les assurances contre les accidents corporels et contre les accidents ou risques matériels au régime de l'abonnement obligatoire, pour le timbre comme pour l'enregistrement (art. 21), en les assimilant aux assurances sur la vie.

Les compagnies d'assurances étrangères se trouvent soumises aux mêmes obligations que les mêmes compagnies françaises similaires, attendu que l'ali-

née 6 de l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884, auquel se réfèrent expressément les articles 20 et 21 de la loi du 29 juin 1918, vise formellement l'article 10 du décret du 25 novembre 1871, complété par le décret du 27 juillet 1906.

Les compagnies d'assurances étrangères doivent donc acquitter au bureau fixé par ce décret la taxe annuelle d'abonnement au timbre dans les mêmes conditions et de la même manière que les compagnies françaises ; et celles qui n'étaient pas, avant la loi nouvelle, assujetties à l'obligation de faire agréer un représentant responsable sont tenues désormais de remplir cette formalité, qui leur est d'ailleurs également imposée pour la taxe annuelle d'enregistrement.

Liquidation et paiement de la taxe

La nouvelle loi ne touche qu'aux tarifs ; elle ne modifie en rien les règles relatives à la liquidation et à la perception des taxes qui s'effectuent comme par le passé.

D'après l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884, la taxe d'abonnement au timbre applicable aux assurances contre l'incendie se calcule sur le total des sommes assurées, d'après les polices en cour d'exécution.

Dans cet ordre d'idées, la Cour de cassation a

décidé, par un arrêt du 26 mai 1903, que la taxe d'abonnement, due d'après la durée exacte du contrat d'assurance, n'est pas exigible sur une police qui, ayant pris fin au cours de l'exercice imposable, n'a pas donné lieu au paiement d'une prime durant cet exercice (S. 1905.1.353 ; D. 1903.1.149).

D'où la conséquence inéluctable, que si une police résiliée a donné lieu à la perception d'une prime pendant un exercice, il n'y a pas lieu, pour la liquidation de la taxe, de déduire de la totalité des opérations de l'année les capitaux assurés par cette police (cass. civ. 27 novembre 1912).

Pour les contrats d'assurances sur la vie, la taxe annuelle est calculée d'après le total des versements faits chaque année aux compagnies, en prenant pour base les opérations de l'année même où la taxe est exigible.

Les compagnies débitrices de la taxe d'abonnement doivent en effectuer le paiement dans les délais et suivant les formes déterminés par le règlement d'administration publique du 25 novembre 1871, que nous avons analysé au sujet de la taxe obligatoire d'enregistrement. Toutes les règles que nous avons indiquées s'appliquent au recouvrement des droits de timbre par abonnement.

Ajoutons en terminant que le défaut de paiement de la taxe obligatoire dans le délai fixé est puni d'une amende de 100 francs à 5.000 francs (Loi du

29 décembre 1884, art. 8), et qu'en principe les droits de timbre ne se prescrivent que par trente ans.

III. — Taxe spéciale de 6 francs par million

L'article 17 de la Loi du 13 avril 1898 est ainsi conçu :

« Les Compagnies et Sociétés d'assurances françaises et étrangères contre l'incendie, à l'exception des Caisses Départementales organisées par les conseils généraux, sont assujetties à une taxe fixe annuelle à raison de 6 francs par million sur le capital qu'elles assurent en France. »

Un règlement d'Administration publique du 12 juillet suivant, calqué sur celui du 25 novembre 1871, a déterminé le mode de perception et les époques de paiement de cette taxe.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que la taxe de 6 francs par million, spéciale aux Compagnies d'assurances contre l'incendie, est indépendante de la taxe d'abonnement au timbre, qui, rendue obligatoire par l'article 8 de la loi du 29 décembre 1884, se liquide également sur les capitaux assurés.

L'objet de la taxe nouvelle a été de permettre à l'Etat de subventionner plus largement les compagnies de Sapeurs-Pompiers ; c'est pourquoi on l'a désignée souvent sous le nom de « Taxe des Pompiers ».

Elle atteint toutes les Compagnies et Sociétés d'assurances contre l'incendie qui assurent des biens situés en France, qu'elles soient françaises ou étrangères.

Elle est payable aux mêmes époques que la taxe de 10 o/o établie par la loi du 23 août 1871, c'est-à-dire par trimestre, dans les dix premiers jours du troisième mois du trimestre suivant, sauf règlement après la clôture de l'exercice et au plus tard le 31 mai.

Enfin, l'article 18 de la loi du 13 avril 1898 étend à la taxe de 6 francs par million l'exercice du droit de communication conféré aux agents de la Régie par l'article 7 de la loi du 21 juin 1875.

Les compagnies étrangères sont spécialement soumises à ces dispositions par l'article 5 du décret du 12 juillet 1898. De plus, le même article rappelle qu'avant toute opération en France ces Compagnies doivent faire agréer un représentant français personnellement responsable de la taxe et des amendes.

Taxe additionnelle à la taxe de 6 francs par million

En sus de la taxe annuelle de 6 francs par million créée par la loi du 13 avril 1898, l'article 5 de la loi de finances du 30 janvier 1907 a institué « une taxe
« de 12 francs par million sur le capital assuré par
« les compagnies et sociétés d'assurances françaises
« et étrangères. Cette taxe est réduite à 3 francs par
« million pour les compagnies et sociétés qui justi-

« fient que l'ensemble des capitaux assurés par elles
« ne dépasse pas 1 milliard ; elle est réduite à 6 fr.
« par million pour les compagnies et sociétés qui
« justifient que l'ensemble des capitaux assurés par
« elles est compris entre 1 et 3 milliards ».

D'après le texte même de l'article 5 et conformément aux travaux préparatoires de la loi (*J. O.* du 30 janvier 1907, Débats, Sénat, page 366, col. 2), la nouvelle taxe s'ajoute purement et simplement à la taxe de 6 francs par million.

Par suite, les prescriptions des articles 17 et 18 de la loi du 13 avril 1898 et celles du décret du 12 juillet suivant lui sont applicables.

Quant au tarif, il n'est pas, à proprement parler, progressif, mais plutôt gradué à raison de l'ensemble des capitaux assurés par la Compagnie.

A cet égard, une sérieuse difficulté s'est produite pour le calcul de la taxe due par les Compagnies étrangères. Du rapprochement des deux lois du 13 avril 1898 et du 30 janvier 1907, la Cour de cassation, annulant un jugement du Tribunal de Bordeaux du 1^{er} juin 1908, a conclu, le 31 juillet 1913, que la taxe additionnelle n'atteint que l'ensemble des capitaux assurés en France et qu'il n'y a pas lieu de tenir compte, pour la détermination du taux de cet impôt, des capitaux assurés à l'étranger.

Cet arrêt ne nous paraît pas justifié ; il est, en tous cas, contraire à l'esprit de la loi.

Le projet qui est devenu l'article 5 de la loi de 1907 a été l'objet, tant au Sénat qu'à la Chambre, d'une longue discussion et de nombreux amendements. A la deuxième séance de la Chambre du 28 janvier 1907, le ministre des Finances a formellement déclaré qu'il serait dangereux de placer les compagnies d'assurances étrangères dans une situation privilégiée par rapport aux compagnies françaises ; il a ajouté que les compagnies étrangères, solidement assises, font en France des opérations qui peuvent atteindre 1 ou 2 milliards, et que ne leur appliquer que le tarif réduit, sans avoir égard aux milliards assurés à l'étranger, constituerait un traitement plus favorable que celui des sociétés françaises (*J. O.* du 29. Chambre, *Débats*, page 211, col. 2 et 3).

Dans la dernière séance de la Chambre du 30 janvier 1907 (*J. O.* du 31, pages 272 à 274), les paroles échangées entre les divers orateurs établissent nettement qu'en adoptant le texte primitif le Parlement a voulu respecter le principe d'équivalence entre les sociétés françaises étrangères qui domine toute notre législation fiscale.

C'est pourquoi l'article 6 de la loi du 12 août 1919 (*J. O.* du 14, page 8674) est venu préciser la portée de l'article 5, 1^{er} alinéa, de la loi du 30 janvier 1907, en le complétant ainsi qu'il suit :

« Il sera tenu compte, pour la détermination du

« taux de la taxe, des capitaux assurés hors de
« France par lesdites compagnies et sociétés. »

Ainsi se trouve condamnée législativement l'interprétation donnée par la Cour de cassation.

CONCLUSION

Nous avons terminé l'étude du régime fiscal des sociétés étrangères en France.

Le droit de percevoir l'impôt est un attribut de la souveraineté et la souveraineté d'un Etat ne dépasse pas les limites de son territoire.

Par conséquent, les lois fiscales d'un pays ne devraient atteindre que les choses situées ou les faits qui se passent dans les limites de son territoire.

Mais, il faut reconnaître que, dans la matière que nous venons d'étudier, les nécessités budgétaires ont souvent conduit le législateur français à déroger à ce principe. Les lois du 18 mai 1850 (art. 7) et 23 août 1871 (art. 3 et 4), par exemple, assujettissent à un droit de mutation des valeurs qui ont leur situation à l'étranger.

Les atteintes au principe de la territorialité de l'impôt ne constituent pas le reproche le plus sérieux que l'on peut faire au régime fiscal des sociétés étrangères en France. Il présente des inconvénients autrement plus graves.

Le législateur n'a pas toujours aperçu qu'il s'agissait, en l'espèce, d'une matière imposable extrêmement délicate.

Quand on prononce le mot de valeurs mobilières étrangères en particulier, il semble qu'on ameuté toutes les convoitises et toutes les colères. Et cependant, il n'est pas un coin des campagnes de France où les paysans ayant quelque aisance ne possèdent de ces valeurs.

Bien plus, les placements à l'étranger restent une des formes de la primauté de la France et du rayonnement qu'elle exerce sur le globe.

Ces valeurs étrangères ont rendu et rendant à la France les services les plus insignes. Elles constituent la meilleure réserve, la seule efficace et disponible, pour les temps de grande calamité internationale.

Ecraser ces valeurs, c'est empêcher l'expansion des capitaux des vieux pays vers les pays neufs. C'est tuer la poule aux œufs d'or.

Or, dans l'établissement des lois fiscales sur les sociétés étrangères, le législateur français a été guidé surtout par le *principe d'équivalence* entre les sociétés françaises et les sociétés similaires étrangères.

Ce principe paraît, en lui-même, à l'abri de toute critique.

Il convient d'observer toutefois que les sociétés étrangères qui s'établissent en France ou y font des

opérations sont déjà soumises à l'impôt dans leurs pays.

D'autre part, notre marché est concurrencé par tous les autres marchés étrangers. Il ne faut pas qu'à leur profit l'âpreté fiscale éloigne de la France les valeurs qui peuvent contribuer puissamment à sa prospérité financière, ou apprenne aux capitalistes français le chemin des frontières.

Il ne faut pas, en un mot, que suivant une maxime célèbre sur les affaires et le fisc, on puisse dire :
« Ceci tuera cela ! »

Vu : le Président de la thèse,

A. WEISS

Vu : le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ

APPENDICE

Contribution extraordinaire sur les Bénéfices de Guerre

I. — Dans le cataclysme épouvantable qui vient de bouleverser le monde, la France, toujours noble et généreuse, a donné sans compter son or et le sang de ses enfants, pour la défense du droit et de la liberté. Les régions les plus fertiles et les plus riches de notre pays ont été systématiquement dévastées ; les habitants des départements envahis ont enduré les pires souffrances, subi les plus cruelles angoisses ; un grand nombre d'entre eux ont été chassés de leurs foyers, et ceux qui ont survécu aux amertumes et aux privations de l'exil n'ont trouvé que des ruines à leur retour.

Cependant, au milieu du désastre général, des industriels, des commerçants, des spéculateurs ont profité des nécessités de la défense nationale pour réaliser des bénéfices extraordinairement élevés. Les grandes sociétés métallurgiques, notamment, les fonderies, les ateliers de construction, les compa-

gnies de force motrice, qui se sont empressés de mettre leur puissant matériel au service de la patrie, en ont été largement rétribués.

Il était juste de faire contribuer ces bénéfices anormaux aux dépenses que la France s'imposait pour le salut de tous.

Tel a été le but de la loi du 1^{er} juillet 1916, qui, suivant l'exemple donné par l'Angleterre (act du 2 août 1915), par l'Italie (Décret du 29 sept. 1915), par d'autres pays d'Europe et par les Etats-Unis d'Amérique, a institué une contribution extraordinaire sur les bénéfices *exceptionnels ou supplémentaires réalisés* pendant la guerre.

Aussi bien, l'idée du « tribut de guerre » n'est pas nouvelle ; elle remonte aux époques les plus lointaines de notre histoire.

Lors de la troisième croisade, Philippe-Auguste établit, sous le nom de Dîme Saladine, une contribution du *dixième* des revenus de toute nature.

En 1710, Louis XIV organisa la perception de la Dîme Royale pour subvenir aux frais de la guerre de la succession d'Espagne.

Sous la Révolution, la loi du 6 prairial an VII ajouta un décime, à titre « de subvention extraordinaire « de Guerre », aux droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèques, etc...

Un second décime, établi sur les mêmes droits par la loi du 14 juillet 1855, fut successivement sup-

primé, rétabli, réduit, et définitivement consacré par la loi du 23 août 1871, consécutive à la tragédie de 1870.

Enfin, la loi du 30 décembre 1873 a créé le demi décime pour les droits d'enregistrement, qui se trouvaient par suite augmentés de 2 décimes $1/2$ ou d'un quart.

Depuis, le législateur, en majorant les tarifs, a confondu les décimes avec le principal (Loi 25 février 1901, sur les donations et successions ; Loi 22 avril 1905, sur les ventes d'immeubles ; Loi 29 juin 1908, sur le timbre).

II. — Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1916, la taxe frappe, sous la seule réserve d'un abattement de 5.000 francs à la base, deux catégories distinctes de bénéfices, savoir :

1^o L'intégralité des bénéfices *exceptionnels* réalisés par les personnes non patentées, à l'occasion de marchés de fournitures conclus avec l'Etat ou les Administrations publiques, soit directement, soit comme sous-traitants, ou d'actes de commerce en dehors de leur profession en vue du même objet ; et par les personnes, patentées ou non, qui ont prêté leur concours pécuniaire ou leur entremise, moyennant rétribution, pour la conclusion de ces marchés ;

2^o « Les Bénéfices *supplémentaires* que les sociétés et les personnes patentables ont réalisés pendant la

guerre « en excédent sur le bénéfice normal d'avant-guerre ».

A la différence des premiers, les contribuables de cette catégorie sont ceux qui, dans l'exercice de leur profession normale, ont réalisé des bénéfices de guerre.

Dans tous les cas, les bénéfices imposables ne s'entendent que du produit *net*, déduction faite des frais généraux et des charges inhérentes à l'entreprise.

Les personnes qui ont réalisé des bénéfices *exceptionnels* sont soumises à un régime distinct, notamment au point de vue de la forme de la déclaration qu'elles doivent souscrire et qui est réglée par l'article 4 de la loi.

Pour les sociétés et les personnes ayant réalisé des bénéfices *supplémentaires*, la forme de la déclaration est prévue par l'article 5. Elle comporte, notamment, l'évaluation du bénéfice normal, c'est-à-dire du bénéfice d'avant-guerre, les sommes à déduire pour la réserve légale et les amortissements habituels.

La loi frappe les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la période du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1915 et pendant chacune des années suivantes (art. 2), « jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suivra celui de la cessation des hostilités (art. 1^{er}) », soit jusqu'à la fin d'octobre 1920. La dernière période imposable ne comprendra

donc, sauf prorogation, que dix mois, et il devra en être tenu compte pour le calcul du bénéfice normal (art. 2, dernier alinéa).

L'impôt a été calculé d'abord au taux de 50 o/o (art. 12).

Actuellement, et par l'effet des dispositions de la loi du 31 décembre 1917, la contribution sur les bénéfices imposables, obtenus à partir du 1^{er} janvier 1917, est graduée de 50 à 80 p. 100 ; elle affecte donc un caractère nettement progressif et s'éloigne considérablement de l'ancienne dîme royale ou des décimes de guerre. Elle s'en distingue, d'ailleurs, en ce qu'elle atteint non pas l'ensemble des revenus du contribuable, mais certains bénéfices déterminés.

La déclaration des bénéfices imposés par la loi doit être faite dans les trois premiers mois de l'année ; elle est soumise à l'examen d'une commission siégeant au chef-lieu de chaque département. Cette commission, composée des directeurs des services financiers, est présidée par le plus ancien en grade.

A défaut de déclaration, la Commission départementale procède par voie de taxation d'office, sauf recours devant une commission supérieure siégeant au ministère des Finances et comprenant des membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et des hauts fonctionnaires du ministère (art. 7, 8, 9, 10 et 11).

La contribution des bénéfices de guerre, qui cons-

titue un impôt direct (art. 2 § 4 ; circ. des Contributions directes du 14 août 1916, p. 4), est recouvrée par le percepteur, au vu des rôles établis par le directeur des contributions directes, d'après les bases arrêtées par la commission départementale. Elle est exigible par quart (art. 16).

Toutefois, en ce qui concerne les sociétés, les personnes patentées et exploitants de mines, cet article dispose que les deux derniers quarts de la contribution afférente à chaque exercice ne deviendront exigibles que six mois après l'expiration de la dernière période d'imposition, soit le 1^{er} mai 1921. De plus, si, à cette échéance, le contribuable est en mesure d'établir, par la production de ses bilans, que l'un de ses exercices s'est soldé par un déficit d'exploitation, il aura droit à une détaxe proportionnelle, qui viendra en diminution du reliquat de sa dette envers le Trésor. Mais, si la détaxe excède le solde de la dette, aucune restitution ne peut avoir lieu.

III. — Les sociétés étrangères n'échappent pas évidemment à la contribution extraordinaire des bénéfices de guerre ; mais elles n'y sont soumises, comme à la patente (L. 15 juillet 1880, art. 1^{er}), qu'à raison des bénéfices réalisés par leurs agences, succursales, maisons de commerce et établissements exploités *en France*.

Cette solution résulte du principe de la territoria-

lité de l'impôt (Cass. Ch. réunies, 11 nov. 1844; *D. P.* 45. 1.419) et de l'article 2, § 4 de la loi elle-même du 1^{er} juillet 1916, qui désigne comme éléments générateurs du bénéfice imposable « les produits nets des diverses entreprises exploitées en France. »

Dans ce sens, l'Administration des Contributions directes a reconnu que ne saurait être soumise à la contribution extraordinaire la société constituée pour l'exploitation d'entreprises à l'étranger, si elle ne se livre en France à aucune opération commerciale (Circ. 8 décembre 1916, § 4).

D'autre part, d'après une décision de la commission supérieure du 20 avril 1918, est passible de la contribution, à raison de ses opérations en France, la compagnie de transports qui, ayant son siège social en Angleterre, possède en France une succursale chargée de recevoir les navires, d'assurer le fonctionnement des services, et patentée comme entrepreneur de paquebots pour le « transport des voyageurs et des marchandises ».

Aux termes du paragraphe 4 de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1916, la contribution extraordinaire est due sur les excédents de bénéfices réalisés en temps de guerre « par les sociétés et les personnes passibles de la contribution des patentes ».

Cette phrase doit, d'après les travaux préparatoires, être interprétée dans ce sens que les sociétés,

comme les particuliers, ne deviennent tributaires de l'impôt sur leurs excédents de bénéfices que si elles rentrent dans la catégorie des patentables.

Dans l'exposé des motifs du projet du Gouvernement, M. Ribot déclarait, en effet : « L'exercice de
« toute profession industrielle ou commerciale don-
« nant lieu, sauf exception expresse, à l'imposition
« de la contribution des patentes, c'est aux paten-
« tables (particuliers ou sociétés) que s'appliqueront
« en principe les mesures projetées. »

C'est pourquoi le législateur a assujetti spécialement au nouvel impôt les entreprises minières qui, n'étant pas patentables, seraient restées en dehors du champ d'application de la loi (art. 1^{er}, § 5).

Au premier rang des débiteurs de la contribution extraordinaire, il faut donc placer les grandes entreprises industrielles et commerciales, la plupart organisées sous la forme de sociétés anonymes, les maisons de banque, les compagnies de transports maritimes, d'assurances, etc...

Au point de vue du fait générateur de l'impôt, il y a une grande analogie à établir entre la taxe de 5 o/o sur le revenu des valeurs mobilières et la contribution des bénéfices de guerre également dues par la société étrangère qui possède en France un établissement ou se livre sur notre territoire à des opérations rentrant dans l'objet de son exploitation.

La jurisprudence spéciale que nous avons analysée à la section II du chapitre VI de notre étude paraît s'appliquer à la matière qui nous occupe en ce moment (conf. E. Besson, *Traité pratique de la contribution extraordinaire des bénéfices de guerre*, 1918, n° 85).

Plusieurs différences existent cependant entre la taxe sur le revenu et la contribution extraordinaire due en France par les sociétés étrangères.

La taxe sur le revenu s'applique à une quotité du capital social fixée par le ministre des Finances, tandis que la contribution extraordinaire atteint directement les bénéfices supplémentaires réalisés en France, d'après la déclaration souscrite par le contribuable et soumise au contrôle d'une commission départementale.

Les sociétés étrangères qui possèdent des biens en France ou y font des opérations doivent faire agréer un représentant responsable du paiement de la taxe sur le revenu et des amendes y afférentes ; la même obligation n'existe pas en matière de contribution sur les bénéfices de guerre.

Cette dernière contribution est payable chez le percepteur ; c'est, au contraire, à l'administration de l'enregistrement qu'il appartient d'assurer le recouvrement de la taxe sur le revenu.

Enfin, la taxe sur le revenu, dont les sociétés font l'avance, doit être supportée par les associés, tandis

que la contribution extraordinaire des bénéfices de guerre est une charge de la société.

Impôt général sur le revenu
Impôts cédulaires sur les revenus

Il nous reste à mentionner, pour ordre, les lois récentes qui ont modifié radicalement le régime des contributions directes.

La loi du 31 juillet 1917, faisant suite à la loi du 15 juillet 1914 relative à l'impôt général sur le revenu, a supprimé le principal des contributions personnelle mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, et institué de nouveaux impôts sur diverses catégories de revenus, de sorte que les impôts à percevoir, à partir du 1^{er} janvier 1918, sont, en dehors de l'impôt général qui atteint l'ensemble des ressources du contribuable, les suivants :

- 1^o Contribution foncière ;
- 2^o Impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers ;
- 3^o Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;
- 4^o Impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole ;
- 5^o Impôt sur les traitements, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères ;
- 6^o Impôt sur les bénéfices des professions non

commerciales, et, notamment, des professions libérales.

Les collectivités diverses (établissements publics, Etablissements d'utilité publique, Associations, Sociétés, etc...) ne sont pas soumises à l'impôt général sur le revenu ; seuls, les membres des sociétés de toute nature doivent comprendre dans le décompte de leur revenu global la part qui leur revient dans les bénéfices des opérations sociales.

Par contre, les Sociétés sont expressément soumises par les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1917 à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, qui remplace la contribution des patentes.

L'impôt cédulaire des bénéfices industriels et commerciaux atteint la totalité des bénéfices *nets* que les sociétés étrangères réalisent dans l'ensemble de leurs entreprises situées en France, à l'exclusion des revenus provenant des établissements qu'elles exploitent à l'étranger (art. 3). Le ministre des Finances a reconnu, d'ailleurs, que, pour le calcul de l'impôt cédulaire, il y avait lieu de déduire de l'ensemble des bénéfices réalisés la contribution extraordinaire versée sur les bénéfices de guerre (*J. off.* du 27 mai 1917, Chambre, *Débats parl.*, p. 1244 ; Rép. à la question écrite, n° 15516).

C'est le contrôleur des Contributions directes qui fixe les bases de l'impôt cédulaire ; à cet effet, il

peut requérir du contribuable une déclaration de son chiffre d'affaires (art. 9).

En ce qui concerne spécialement les Sociétés anonymes dont nous nous occupons ici, cette réquisition ne sera pas nécessaire, car les contrôleurs, ayant le droit d'obtenir de tous les services publics les renseignements qui intéressent l'assiette de l'impôt (art. 55), trouveront dans les documents que les sociétés doivent déposer aux bureaux de l'enregistrement, pour la liquidation de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, toutes les indications utiles à l'application de l'impôt cédulaire.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — De la nationalité des sociétés.....	9
CHAPITRE PREMIER. — Faits générateurs de l'impôt à l'égard des sociétés étrangères.....	14
CHAPITRE II. — Du représentant responsable.....	30
CHAPITRE III. — De la quotité imposable.....	37
CHAPITRE IV. — Droit de timbre.....	43
CHAPITRE V. — Droit de transmission.....	71
CHAPITRE VI. — Impôt sur le revenu.....	83
<i>Section I.</i> — Titres circulant en France.....	88
<i>Section II.</i> — Biens possédés en France.....	127
CHAPITRE VII. — Droit de communication.....	138
CHAPITRE VIII. — Régime fiscal des titres des sociétés non abonnées.....	145
CHAPITRE IX. — Compagnies d'assurances étrangères opérant en France.....	157
CONCLUSION.....	177
APPENDICE. — Contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre.....	181

Imp. JOUVE et C^{ie}, 15, rue Racine, Paris — 4542-20
